

UNIVERSITÉ DE PARIS X NANTERRE
U.F.R. DE SCIENCES ÉCONOMIQUES



Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées

Observatoires ruraux à Madagascar

Pourquoi, comment et que faire ?

Analyse à partir des outils théoriques de l'économie des organisations.

par Monsieur RASOLOFO-JAONARISON Joseph Patrick



Sous la direction de Messieurs les Professeurs :

- GASTELLU Jean-Marc
- POURCET Guy

Session de décembre 1998

L'Université de Paris X Nanterre n'entend donner aucune approbation
ou improbation aux opinions émises dans les mémoires:
Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur

REMERCIEMENTS	1
AVANT-PROPOS.....	2
INTRODUCTION.....	4
PREMIÈRE PARTIE.....	13
Chapitre 1- Cadrage historique du milieu rural malgache.....	13
1-1- Économie coloniale	
paysans exploités.....	14
1-2- Économie socialiste	
paysans ponctionnés.....	15
1-3- Économie libérale	
paysans abandonnés.....	17
Chapitre 2 - Les grands problèmes du milieu rural.....	19
2-1- Les problèmes économiques ruraux généraux.....	19
2-2- Les problèmes de l'économie rurale au niveau régional.....	22
Chapitre 3- Les nouvelles donnes de l'économie rurale.....	25
3-1- les effets des politiques économiques.....	26
3-2- Les structures et institutions de base en milieu rural.....	27
3-3- Commercialisation, Production, conditions de vie.....	28
DEUXIEME PARTIE.....	30
Chapitre 1- Organisation interne.....	30
1-1 - Les ressources humaines et la hiérarchie.....	30
1-2- Les procédures de choix et de décision.....	37
Chapitre 2- Organisation externe.....	54
2-1- L'ORM et les ménages ruraux.....	55
2-2-L'ORM et le système de la statistique nationale agricole.....	58
2-3- L'ORM, l'ONG et les bailleurs de fonds.....	59
2-4- L'ORM et les médias.....	59
TROISIEME PARTIE	61
Chapitre 1- Les forces de l'ORM.....	61
1-1- Analyse de la dynamique et orientation de la politique.....	61
1-2- L'ORM considère les aspects qualitatifs.....	66
1-3- L'ORM adapté à son environnement.....	67
Chapitre 2- Les Faiblesses de l'ORM.....	69
2-1- les problèmes des questions et du questionnaire.....	69
2-2- Le problème de calendrier et du nombre de passage.....	73
2-3- Analyse handicapée par l'absence de certaines	
variables.....	77
2-4- Le succès menace l'organisation.....	79
Chapitre 3- Proposition d'amélioration.....	81
3-1- La reconstitution du calendrier.....	81
3-2- Enregistrer les données visuelles.....	81
3-3- Autres propositions.....	82
CONCLUSION	83
BIBLIOGRAPHIE.....	86
Annexes.....	91

REMERCIEMENTS

J'aimerais avant tout remercier Madame Chantal Blanc-Pamard, co-directrice du Centre d'Études Africaines au CNRS, pour sa gentillesse de m'avoir accueilli et de m'avoir soutenu durant l'année du DESS.

Je remercie tout particulièrement Monsieur le Professeur Jean-Marc Gastellu qui a accepté de diriger ce travail et qui m'a obtenu une bourse auprès de l'ORSTOM pour la réalisation de ce mémoire.

Je remercie également Monsieur le Professeur Guy Pourcet d'accepter de co-diriger ce travail.

Pareillement, je remercie à Madagascar toute l'équipe Madio sur place, Madame Isabelle Droy et Monsieur François Roubaud, et, en France, Monsieur François Pesneaud, membre de l'équipe des observatoires Madio, de m'avoir apporté son attention durant la rédaction de ce mémoire.

Je n'oublie pas plus mon ami Christophe Tèche ni les amis d'Hardi France qui m'ont été d'un grand secours pendant les moments difficiles.

Enfin, j'adresse mes remerciements à ma famille en France, en particulier la famille Rasoava Achille qui m'a hébergé durant l'année universitaire.

AVANT-PROPOS

Après trois ans de travail de collecte et de traitement des données des observatoires ruraux à Madagascar dans le projet Madio, je me suis retrouvé volontairement à Nanterre pour prendre du recul et réfléchir sur ce thème. Mais, j'avoue que le fait d'appartenir à une organisation et de s'en détacher pour faire progresser la connaissance n'est pas évident. Il m'a fallu un temps pour "désapprendre", c'est à dire "laisser le champ libre pour de nouvelles réponses et de nouvelles cartes mentales" (Hedberg,1981). Le séminaire sur la méthodologie à Nanterre m'a aidé à dépasser ce problème "d'inhérence"¹ (Morin,1986).

Étudier l'efficiencence d'un observatoire signifie le placer dans un système, analyser sa relation, sa réactivité par rapport aux éléments de ce système. L'outil d'analyse de l'économie des organisations permet de prendre en compte ces éléments. *"L'organisation est définie comme un système, c'est à dire comme un ensemble de parties reliées les unes aux autres et en interaction"* (Séguin et Chanlat, 1983). Mais, le système est trop vaste et difficile à cerner. Il est constitué d'un environnement général comme la politique, la culture, etc. et de l'environnement spécifique à l'objet étudié.

Le milieu rural malgache, les projets de développement, les bailleurs de fonds, les médias constituent l'environnement spécifique des observatoires. Ils peuvent influencer directement ou indirectement la structure interne de l'observatoire.

Les participants à l'observatoire ont des motivations différentes, des origines et des nationalités différentes. Ils ont convenu de travailler

¹"L'inhérence signifie l'appartenance à un même monde..." (Morin, 1986).

ensemble. Ils manipulent des instruments, utilisent des méthodes. Ils assurent le fonctionnement de l'appareil en vue de l'obtention des meilleurs résultats.

L'analyse part donc du champ des observatoires ruraux, c'est-à-dire le milieu rural malgache. Le tri des informations, la codification et l'interprétation relèvent du fonctionnement des observatoires ruraux. La publication des résultats intéresse les bailleurs de fonds en tant que commanditaires, les organismes de développement et les médias.

La réflexion portera donc sur les aspects relationnels et méthodologiques. "Observer les observatoires" aboutit ainsi à l'analyse des forces et des faiblesses. Ce mémoire devient alors un émetteur de signal pour l'ajustement des comportements des observatoires ruraux. Enfin, le bilan et la réorganisation proposée à la fin de ce mémoire ne sont que des indications .

INTRODUCTION

Nous allons ici délimiter le champ de notre analyse, préciser l'objet d'étude, poser la problématique et présenter l'outil d'analyse.

La grande île, située dans l'Océan indien, compte aujourd'hui près de 14 millions d'habitants. La répartition de la population y est très inégale. Les hautes terres centrales et le littoral Sud-Est sont très peuplés, dépassant les 40 habitants par kilomètre carré. Par contre, la partie Ouest présente une densité inférieure à 15 habitants par kilomètre carré. Cette inégale répartition s'explique par la facilité ou la difficulté d'accessibilité aux différents endroits de la grande île, donc aux obstacles engendrés par les reliefs assez accidentés et au développement d'infrastructures. Elle dépend également des habitudes et des coutumes².

78% de la population sont des ruraux. Le rythme de 3% par an de la croissance démographique est à peine couvert par celui de la croissance économique. Depuis les années 80, le PIB par tête en 1995, se rapportant aux prix de 1984, chute et se réduit de moitié par rapport à 1960 considérée comme année de base (R. Ravelosoa et F. Roubaud, 1998). L'agriculture contribue à près de 30% du PIB (en 1996) et représente 47 % des exportations. Cette situation semble assez paradoxale: le milieu rural génère une faible valeur ajoutée, alors qu'il concerne le plus du monde.

Vers le milieu des années 80, Madagascar se soumet à une politique d'ajustement structurel. Dans le secteur agricole, l'objectif principal était

² Voir H. Deschamps (1959) sur l'histoire des migrations à Madagascar.

l'autosuffisance alimentaire. En 1986, la libéralisation du commerce du riz a été adoptée dans le cadre du Crédit d'Ajustement Structurel de l'Agriculture (CASA). L'État se désengage alors de la gestion des périmètres irrigués et de l'approvisionnement ainsi que la distribution d'intrants agricoles. Concernant, les produits traditionnels d'exportation hormis la vanille, la caisse de stabilisation a été supprimée en 1988. Il faut attendre l'année 1993 pour changer la caisse de stabilisation de la vanille en IVAMA (Institut de la Vanille Malgache). Du point de vue de la politique monétaire, la monnaie malgache a subi une dévaluation progressive depuis 1983. Puis, en 1994, l'État a décidé la mise en place d'un système de taux de change flottant.

L'année 1991 est mouvementée, marquée par l'avènement de la IIIème république Malgache. Les remous créés par l'instabilité politique, ayant affaibli la croissance économique, ne se sont calmés qu'après l'élection présidentielle de la fin de l'année 1996.

Bref, Madagascar s'enlise dans un système économique involutif, qui se répercute par des effets de pauvreté³. Le milieu rural est fortement affecté. Et c'est ce milieu rural qui constitue **le domaine d'analyse** de notre mémoire.

Le projet Madio (Madagascar, Dial, Instat, Orstom) est issu d'une convention scientifique entre l'Orstom (Organisme français de recherche et de développement en coopération) et l'Instat (Institut national de la statistique de Madagascar). Il s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation de la statistique nationale malgache. Il est cofinancé par le ministère de la Coopération Française, l'Orstom, et l'Union Européenne. La durée initiale prévue était de deux ans (1995-1996), puis, en raison de la réussite du projet

³ La baisse de la production, surtout la production agricole, entraîne la chute des exportations qui, à son tour, par la faible rentrée de devises, réduit les importations, même alimentaires. L'ajustement de l'économie se fait par la baisse du régime nutritionnel (Hugon, 1989).

et conformément aux souhaits de différents partenaires (État, opérateurs économiques, etc.), il a bénéficié d'une prolongation jusqu'en 1998. Actuellement, une prise en charge progressive et autonome du dispositif par l'équipe malgache est en voie de réalisation et sera, normalement, effective à partir de juin 1999.

L'objectif principal du projet est d'apporter aux autorités malgaches une contribution à la réflexion économique et sociale sur le processus de transition en cours à Madagascar. Il s'agit de dégager les tendances de l'économie et de la société malgaches à partir de la situation actuelle, de montrer les facteurs de blocage de l'économie, d'explicitier les mesures de politique économique appropriées pour assurer la reprise de la croissance. Les études sont axées, initialement, sur les conditions de relance de l'offre, l'insertion dans l'économie mondiale, et la réaction de la demande et de l'emploi face à la transition économique. Au début, quatre principaux volets d'études, jugés prioritaires, du type enquêtes statistiques, sur des thèmes jugés prioritaires, sont mis en place. Il s'agit d'enquêtes sur le secteur industriel moderne, sur l'emploi et le secteur informel, sur l'indice des prix à la consommation, et enfin sur **les observatoires en milieu rural**. D'autres études, ponctuelles, sont entamées ultérieurement à la demande d'autres organisations (bailleurs de fond, public, etc.) ou selon les thèmes de recherche des étudiants accueillis au sein du projet. D'où des publications sur l'économie de l'éducation, de la santé. D'autres sujets sont traités comme, par exemple, la religion, l'élection présidentielle, la classe politique à Madagascar.

Donc, l'organisation mère engendre des micro-organisations, plus exactement des structures, dont le succès fait la réputation du projet Madio. Les observatoires ruraux de Madio observent ce qui se passe dans un nombre restreint de sous-régions, correspondant à un groupe de villages

représentatifs d'une problématique régionale (I. Droy, 1995). Dans le programme "observatoires ruraux", les participants se sont mis d'accord explicitement pour aboutir à des objectifs, des problèmes de décision et de choix apparaissent.

L'objet de notre étude est l'organisation appelée "observatoires ruraux de Madio" ou "ORM"⁴.

La préoccupation centrale, qui guidera notre chemin tout au long de ce mémoire, est de savoir si l'ORM est une organisation rationnelle. En d'autres termes, l'ORM est-il une organisation pertinente? fiable? opportune? intégrée? et pérenne?

Pour mieux répondre à ces questions, **les outils d'analyse de l'économie des organisations** sont, à notre avis, adaptés et pertinents pour étudier cette forme, non lucrative, et à vocation non marchande, tels les observatoires ruraux du projet Madio.

Mais, qu'est-ce que l'économie des organisations? Nous allons la présenter brièvement et surtout tâcher de justifier sa légitime utilisation pour notre recherche.

L'économie des organisations, grâce au concept de "coûts de transaction" décrit par Ronald Coase, a pris un essor théorique à partir des années soixante-dix (Ménard, 1990). Elle était devenue une discipline à partir des années soixante quand des économistes, dont Herbert Simon, ont considéré l'organisation comme un objet d'étude. C'est donc une discipline assez récente. Mais, le mot "organisation" n'est pas nouveau. L'ouvrage

⁴ Nous allons abrégier le nom de notre objet d'étude en employant le sigle ORM. Il prend désormais le sens d'une organisation dans la suite de ce mémoire.

d'Alfred Marshall (1920) intitulé *Principles of Economics*, l'avait introduit dans son discours théorique.

Pour mieux utiliser les outils d'analyse de cette discipline, il importe au préalable de comprendre, de connaître ses utilités, ses performances et ses limites.

L'objet d'étude porte sur les organisations. Mais comment les définir? J. Kenneth Arrow (1974) reste défenseur de la conception de l'équilibre général, basée sur la rationalité des agents, et la coordination des comportements assurée par le marché. Il n'ose pas donner une définition formelle de l'organisation. Ce concept s'interprète de plusieurs manières "*D'autant plus qu'on n'avait pas à se préoccuper de ce qui se passait à l'intérieur de l'entreprise pour comprendre ce qui se passait à l'extérieur en matière d'allocation des ressources*" (Kenneth Arrow, 1974).

Certains auteurs donnent un sens partiel au mot organisation. L'organisation est un groupe de personnes délibérément unies pour faire avancer les intérêts du groupe (James Hess, 1983, Ronald Coase, 1973). Un effort de généralisation du concept, en partant de neuf confrontations des idées des différents auteurs et écoles, sur le thème "Organisation et marché", opéré par O. Favereau (1989), aboutit à une définition synthétique. L'organisation est définie en tant que "*dispositifs cognitifs collectifs permettant à un groupe, par voie d'apprentissage collectif, d'atteindre des objectifs globaux d'efficacité minimale.*". Mais le concept d'organisation, analogue et complémentaire à celui de Favereau, devient plus clair quand C. Ménard (1990) le définit *comme étant des ensembles structurés de prise de décision, fondés sur l'entente, explicite ou implicite, entre participants, et sur des procédures internes de coordination.* Nous retenons, alors, comme définition, dans notre étude suivante de l'organisation: ***des ensembles structurés de prise de décision, fondés sur l'entente, explicite ou implicite,***

entre participants, et sur des procédures internes de coordination, en vue d'atteindre d'une manière satisfaisante des objectifs fixés.

Cet objet d'étude gagne à être bien délimité pour éviter la confusion et toute forme d'ambiguïté. En effet les organisations se différencient des institutions qui sont vues comme un ensemble de règles socio-économiques, mises en place dans des conditions historiques. Dans la plupart des cas, les individus ou les groupes d'individus ne maîtrisent pas ces conditions historiques produites dans le long terme. A la différence des marchés ou des organisations, les institutions ne sont pas des mécanismes de coordination. L'institution se heurte aux contraintes structurelles créées par des conflits d'intérêts des groupes sociaux suivant un processus historique et social. Les marchés ne sont autres qu'un mécanisme de transfert des droits de propriété. Les tenants de l'économie orthodoxe sont satisfaits du fonctionnement des marchés. Ce sont, à leurs égards, les seuls mécanismes de coordinations efficaces des comportements des agents qui effectuent des ajustements en fonction des signaux émis, notamment des niveaux de prix. Mais la théorie des coûts de transaction révèle les limites des marchés. Les coûts de transaction sont les coûts de fonctionnement du système d'échange, constitués par les coûts d'exclusion, les coûts d'information, les coûts de taille et les coûts de comportement. Dans un univers incertain, ces coûts sont jugés exorbitants pour les agents. L'organisation, en réponse à la défaillance du marché, et comme une solution de réduction des coûts, devient un mécanisme de coordination. Et dans les opérations internes des organisations, les transferts n'existent pas. Par contre, on y rencontre des participants qui s'entendent, d'une manière implicite ou explicite, sur certains objectifs.

L'analyse des comportements des agents se concentre plutôt sur les relations hiérarchiques et d'autorité, sur les mécanismes incitatifs retenus,

sur les procédures et les règles de décisions, sur les relations entre organisations, etc., bref sur des aspects collectifs. Le holisme l'emporte sur l'individualisme méthodologique. Seulement, les aspects analysés (relations, motivations,...) sont d'ordre qualitatif et ne se prêtent pas aisément à la mesure ou à la modélisation. De ce fait, l'économie des organisations ne manipule pas des outils mathématiques. Ce qui explique généralement la réticence des économistes à cette nouvelle discipline. Pour accéder donc au statut scientifique, elle intègre certains apports d'autres disciplines, telle la sociologie (Ménard, 1990).

La méthode d'investigation a d'avantage recours à l'induction, c'est à dire au raisonnement qui va du particulier au général, allant de la cause à la conséquence, qu'à la modélisation.

Malgré ce handicap, l'économie des organisations, en tant que discipline, apporte un éclairage économique à de problèmes ignorés par les économistes, s'agissant des relations d'ordre et d'autorité, de phénomènes hiérarchiques, des relations inter-organisationnelles. Elle permet également une réinterprétation de certains concepts, notamment sur les motivations économiques, les mécanismes incitatifs, les procédures de décision, etc.

En ce qui concerne notre étude, nous retenons trois démarches: d'abord, il est généralement admis que la création d'une organisation se justifie par une réponse à l'incapacité des systèmes et des mécanismes de coordination existants de satisfaire les besoins de certains agents. Ensuite, l'ouverture de la boîte noire, selon le terme de la microéconomie conventionnelle, est un passage obligé. La troisième démarche aboutit à l'analyse de l'interdépendance des organisations formant les systèmes.

D'abord, l'ORM collecte, stocke, traite, produit des informations sur le milieu rural. Ce sont les produits, c'est-à-dire les résultats d'enquêtes, qui sont les premiers éléments à prendre en compte. " En matière d'enquête, on attache généralement plus d'importance au résultat qu'à la recette..." signale G. Ancey (1984). En d'autres termes, les gens s'intéressent rarement à la méthode ou à la procédure d'enquête.

La question à laquelle il faut répondre est la suivante: Pourquoi ce milieu rural nous intéresse? Quelles sont les mutations, en cours dans ce milieu rural, qui justifient l'installation des observatoires ruraux? Il s'agit donc du champ de l'organisation ORM. Installer des observatoires en milieu rural n'a pas de sens si on ne connaît pas préalablement ce qu'on cherche dans ce milieu.

Les résultats d'enquête, avant qu'ils ne soient livrés sous forme de produits d'informations, sont fabriqués dans un processus de production. Donc, il s'agit de combiner les moyens et outils pour l'obtention des résultats statistiques demandés, de la meilleure qualité possible, dans les délais les plus courts, et avec un coût minimum. Il s'agit donc d'un programme d'optimisation sous contraintes (J.-L. Dubois, D. Blaizeau, 1989). A la place de cette conception trop mécaniste et formaliste, nous sommes tout à fait d'accord avec Ancey (op. cit.) pour lequel il s'agit plutôt "*d'étudier les procédures concrètement utilisées.*" Pour ce faire, il vaut mieux ouvrir la "boîte noire" de l'ORM, pour y découvrir la méthode d'enquête qui n'est autre que "*des règles de préparation de l'enquête, d'intervention sur le terrain, de dépouillement et de traitement des données. Ces règles sont d'ordre général, contrairement aux techniques d'enquête, qui sont des procédés pratiques utilisés pour la collecte des données*"

(Gastellu, 1982). Ces règles associées à la hiérarchie forment l'architecture⁵ organisationnelle des organisations, y compris l'ORM. Ce sont ces règles, également, qui déterminent la fiabilité, c'est-à-dire l'aptitude à produire des statistiques de bonne qualité, et l'opportunité qui signifie la capacité de répondre en temps voulu à des demandes d'informations statistiques.

Après la production, se posent les problèmes de distribution ou de répartition. Ils mettent en relation la firme avec d'autres organisations, telles les sociétés de transports, les marchés, etc. Mais, ce n'est qu'un aspect de la relation inter-organisationnelle. Dans un système donné, l'existence ou l'absence des liens entre les organisations est plus complexe. Est-ce qu'il y a complémentarité ou substituabilité? Est-ce que cela aboutit à une entente, à une coalition, ou au contraire à un conflit, à une concurrence entre les organisations? Et c'est sur cet aspect qu'on peut analyser l'intégrité et le dynamisme d'une organisation (l'ORM n'échappe pas à cette analyse). Elle est intégrée, si elle s'adapte, et crée des synergies dans l'ensemble du système statistique national malgache. Et elle est pérenne, si elle peut tenir durablement son rôle, dans le contexte mouvant de l'environnement institutionnel malgache.

A la lumière du raisonnement précédent, le présent mémoire comporte trois parties : la première concerne la nécessité des observatoires ruraux à Madagascar, la deuxième est consacrée à l'analyse du fonctionnement interne et externe du dispositif d'enquête, et enfin, la troisième débouche sur un bilan et des propositions de réorganisation de l'ORM.

⁵ Ce terme signifie "ensemble des rôles ou positions agencés de manière à déterminer des objectifs, à produire des décisions de groupe associées à ces objectifs, et à assurer l'adaptation de l'organisation à un environnement changeant" (Ménard, 1990) p. 39.

PREMIÈRE PARTIE

Le champ de l'Organisation

Le mot “observatoire” a deux sens: “1.Lieu où on procède à des études d'astronomie et de météorologie.- 2.Endroit d'où l'on peut aisément observer, surveiller”(Larousse, 1988). Ces définitions montrent qu'un observatoire est un lieu précis. Si la première définition indique clairement que le champ de l'étude se concentre sur les astres, la seconde est moins précise sur le domaine à observer. L'ORM a comme champ d'étude le milieu rural malgache. Il est difficile d'énumérer tous les problèmes en milieu rural car ils sont nombreux et différents d'une région à l'autre. Par contre, ils ont subi les mêmes histoires et les mêmes politiques économiques. Nous commençons par une présentation de ce milieu dans lequel sont installés les observatoires.

Chapitre 1- Cadrage historique du milieu rural malgache

Le champ de l'organisation est le milieu rural malgache. Ce milieu très vaste a subi trois périodes successives dans l'histoire. La période la plus longue est l'époque coloniale. L'empreinte laissée par les colons dans l'économie malgache est encore présente en différents endroits de la Grande Ile. Elle pèse sur l'économie nationale. Elle a entraîné de déséquilibres régionales qui sont encore des thèmes d'actualité à Madagascar. La deuxième période, de 1960 à 1975, est marquée par la domination du régime socialiste. La troisième période, avec la politique d'ajustement structurel, est une nouvelle donne pour l'économie rurale Malgache.

1-1- Économie coloniale: paysans exploités

Le découpage administratif actuel en six Faritany ou provinces, Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliary, remonte à l'époque coloniale. En effet, plusieurs aspects du milieu rural malgache ont été hérités de l'histoire coloniale. La construction des routes reliant certaines zones rurales via la capitale à certains ports, l'installation des chemins de fer (axes Fianarantsoa-Manakara, Antananarivo-Ambatondrazaka- Andreba, et Antsirabe-Antananarivo) ont facilité la circulation des hommes et l'évacuation des produits agricoles. La distribution des concessions aux colons a contribué à la spécialisation régionale dans les cultures d'exportation. La côte Est s'est ainsi spécialisée dans la plantation de café, le Nord-Est dans la vanille... "Les meilleures terres furent aussitôt convoitées. Les plaines de Marovoay tout comme celle de l'Alaotra attirèrent particulièrement l'attention des colons et des sociétés coloniales" (Droy, 1997). La riziculture tient une place importante. Sachant que le riz constitue l'aliment de base des Malgaches, la production rizicole est destinée à la consommation locale, c'est-à-dire à nourrir les indigènes, et en partie à l'exportation.

En 1960, Madagascar a acquis l'indépendance. Mais les bases économiques coloniales restent puissantes. Les grandes sociétés étrangères d'import-export, ou compagnies de traite, ont assuré la collecte des produits. La première République Malgache et les organismes internationaux (FED⁶, BIRD⁷, CFD⁸), dans le cadre de la coopération au développement, ont cofinancé la réalisation "des grandes opérations", portant sur le palmier à huile et le café sur la côte Est, le cocotier sur la partie Nord-est et Nord-

⁶Fonds Européen pour le Développement.

⁷Banque Internationale de Reconstruction et du développement.

⁸Coopération Française pour le développement, avec un financement FAC (Fonds d'aide à la coopération).

ouest, le coton à l'ouest, l'élevage de chèvres angora dans le Sud, la sériciculture et le reboisement industriel sur les hauts plateaux...

Ces opérations ont renforcé la spécialisation régionale dans les cultures ou les élevages destinés essentiellement à l'exportation. L'Opération de Production Rizicole (OPR)⁹, menée en 1966, dans la région des hauts plateaux centraux de Madagascar, s'inscrit dans le cadre de la politique économique affichée à l'époque, la relance de l'offre. Les efforts ont été concentrés sur la production avec l'appui des projets de développement. *“L'analyse en terme de demande n'est pas absente de ces schémas: le rôle des débouchés extérieurs est bien connu, mais la demande est seconde par rapport à l'offre”* (Charmes,1974). Malheureusement, ces projets de développement, faisant de Madagascar comme de la plupart des pays d'Afrique un “réservoir” des produits primaires et un “déversoir” de produits manufacturés, ont eu pour effet la déstructuration et à l'appauvrissement de la petite paysannerie. En 1971, la grande famine a suscité la révolte de la paysannerie dans le Sud.

1-2- Économie socialiste: paysans ponctionnés

En 1975, avec l'arrivée de la deuxième République, Madagascar a adopté le courant “dépendantiste” prôné par Samir Amin, caractérisé par la rupture avec l'impérialisme et orienté vers le socialisme (Hugon, 1993). La politique économique s'appuie sur les instruments keynésiens, la surévaluation du taux de change, les investissements publics, le bas taux d'intérêt, les prix administrés... Le processus de nationalisation a marqué le début de cette période. Les concessions étrangères sont nationalisées. L'État

⁹Ce projet, financé par le FED, consiste à enseigner aux paysans le repiquage du riz en ligne, l'épandage régulier de doses d'engrais chimique, la maîtrise de l'eau, la pré-germination et la durée du séjour des plants en pépinière.

joue le rôle de mécanisme de coordination à la place du marché. Il monopolise la gestion foncière par le régime domanial, il fixe les prix planchers aux producteurs, il collecte les produits par l'intermédiaire des sociétés d'État ou para-étatiques, comme le SINPA. Les caisses de stabilisation de quelques produits (café, vanille, girofle ou CAVAGI) à l'exportation sont créées. Les dépenses publiques augmentent alors pour financer et le fonctionnement des structures créées et le maintien de celles qui ont été nationalisées. Or, la période correspond à la diminution des recettes de l'État, constituées essentiellement par des produits d'exportation (environ 30%), due à la chute de cours mondiaux des produits agricoles. L'accroissement du déficit public, combiné avec d'autres facteurs comme la mauvaise gestion, les rigidités bureaucratiques, le clientélisme, n'a donc pas permis le soutien financier des services en milieu rural. La crise est généralisée avec la difficulté de l'écoulement des produits, la dégradation des services d'encadrement, le problème foncier aggravé par l'insuffisance financière et matérielle du service domanial...

“La rapide dégradation financière et économique de la FIFABE s'explique à la fois par un changement de mode de gestion interne, la logique de gestion commerciale ayant été abandonnée, et par un environnement politique et socio-économiques défavorable. Bien évidemment, les prestations de service aux producteurs ne peuvent plus être assurées et la régression dans les techniques de production est amorcée” (Droy, 1998).

En ce qui concerne les cultures d'exportations, Hugon (1993) a repris la citation de Anson Meyer selon lequel *“les caisses de stabilisation ont de moins en moins affecté leurs recettes à la filière”*.

Les conséquences se manifestent par l'émigration rurale déjà constatée en 1975, par la paupérisation croissante de la paysannerie.

L'échec de la politique "volontariste" du "trop d'État" a réorienté la trajectoire économique de Madagascar vers le "moins d'État".

1-3- Économie libérale: paysans abandonnés

En 1984, Madagascar, comme d'autres pays d'Afrique, s'est engagé dans une politique d'ajustement structurel préconisée par le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque mondiale. Les mesures structurelles comportent deux volets: d'abord, la déréglementation et la privatisation visant à la réduction de gaspillages et de logiques de rentabilité, ensuite, les réformes institutionnelles ayant pour objectif l'amélioration de la gestion pour qu'elle soit plus cohérente et transparente (Hugon, 1993).

La libéralisation du commerce a été effective pour le riz en 1986, pour les produits traditionnels d'exportation en 1988. Par contre, la ponction de l'État sur les recettes de certains produits primaires d'exportation reste élevée. L'État s'est désengagé de l'approvisionnement et de la distribution d'intrants agricoles, de la gérance et de la maintenance des périmètres irrigués (Razafimandimby, 1997). Le degré de ce retrait est différencié selon la région, il est plus fort dans l'Alaotra que dans la plaine de Marovoay (Droy, 1998). Le service d'encadrement des paysans devient quasi-inexistant.

En 1991, le taux de croissance économique (environ 4%) dépasse le taux de croissance démographique (estimé à près de 3%). Cependant cette croissance n'est pas ressentie par la population. L'instabilité politique a bouleversé le monde paysan plongé dans une insécurité latente. L'avènement de la troisième République, discordante sur la conduite de la politique économique, aboutit à des distorsions. Malgré la rupture de financement des bailleurs de fonds traditionnels, le FMI et la Banque mondiale, quelques mesures d'ajustement ont été entreprises, notamment l'instauration du change flottant en 1994. Le Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) a été remis sur pieds en 1995 sans que la restructuration interne de

ce programme ne le rende immédiatement opérationnel. La part des dépenses publiques destinées au secteur agricole a chuté (Razafimandimby, 1997). En 1996, l'empêchement définitif du Président de la République par l'Assemblée Nationale conduit à la mise en place d'un gouvernement de transition. En une année, ce gouvernement a pu rétablir la relation avec le FMI et la Banque mondiale, puis organiser une élection anticipée.

Au niveau macro-économique, un débat sur la déconcentration du pouvoir public et la décentralisation effective émerge. La décentralisation permet, pour la plupart de l'opinion, un développement durable, une répartition équitable des ressources par des assiettes fiscales collectées et réinjectées dans la collectivité décentralisée elle-même, une responsabilisation de la population locale dans la conception et l'exécution des projets d'investissement. En attendant, la multiplication des organisations non gouvernementales (ONG) essaie d'atténuer la pauvreté en développant l'approche participative et d'auto-prise en charge en milieu rural.

L'agression de l'histoire n'a pas déclenché le mécanisme de "destruction-créatrice" chez les paysans Malgaches. La situation se dégrade en raison de l'inefficacité de la politique économique suivie. On se trouvait en face d'une caricature d'un paysan malmené, mal orienté, mal conseillé, donc exploité, ponctionné et abandonné. Cette approche historique ouvre la voie à l'étude des grands problèmes actuels de la population rurale, observés au niveau national.

Chapitre 2 - Les grands problèmes du milieu rural

De graves difficultés concourent à la régression du milieu rural. Les informations macro-économiques, à partir de l'Enquête Permanente auprès de Ménages (EPM), et les indicateurs de développement humain (IDH) montrent l'ampleur de ces problèmes. Seulement, la constatation au niveau national n'est pas toujours valable quand on descend au niveau régional. Les problèmes économiques ruraux généraux sont à nuancer en tenant compte des caractéristiques de chaque région.

2-1- Les problèmes économiques ruraux généraux

La démographie galopante et ses conséquences, la désarticulation du monde rural et enfin l'insuffisance globale de la production constituent les problèmes généraux.

Le poids démographique, à Madagascar, a des effets régressifs pour le moment. Le système économique avec la crise actuelle n'a pas su mobiliser les ressources humaines en milieu rural. Notons que la population agricole malgache est jeune avec 56% de moins de 20 ans (Rakotomanana, Robillard, 1996). Le mouvement migratoire est très limité. L'importance de la terre des ancêtres, l'insuffisance routière, l'absence de l'attraction de l'emploi en ville freinent l'exode rural. Les malthusiens semblent avoir raison. Toutes les hypothèses avancées, sur le rythme élevé de la croissance démographique (environ 3%) neutralisant la croissance économique (3% également), la structure par âge (45% moins de 15 ans) de la population rurale entraînant un taux élevé de dépendance démographique, sont justifiées.

Les conséquences tangibles sur la statistique nationale pointent du doigt la destruction de l'environnement (INSTAT/PNUD,1996) et la paupérisation croissante de la population rurale.

En effet, la croissance démographique augmente les bouches à nourrir, et exige la mise en culture de nouvelles terres. Les paysans défrichent davantage la forêt d'année en année. Le défrichement des forêts naturelles, selon l'estimation, touche des superficies comprises entre 200.000 à 300.000 hectares (INSTAT/ONE, 1994). Les paysans se livrent également à la fabrication de charbon de bois pour l'approvisionnement des villes et au ramassage du bois de chauffe. La déforestation et les feux de brousse entraînent à leur tour la dégradation du sol et l'ensablement des rizières par un phénomène d'érosion.

Avec un schéma simplifié sans tenir compte des aspects régionaux, des revenus d'autres activités, des prix incitatifs, le processus enclenché par la pression démographique aboutit à un processus involutif. Le comportement des paysans à la recherche d'autosuffisance alimentaire accentue l'insuffisance alimentaire.

On assiste à un processus involutif présentant des effets de pauvreté grandissants. *“La plupart des économistes s'accordent aujourd'hui à reconnaître que les rythmes de croissance démographique et les changements rapides dans les modes d'occupation de l'espace des pays en voie de peuplement sont difficilement gérables; ils accélèrent souvent la destruction des écosystèmes et ils créent des charges”* (Hugon, 1989).

La pauvreté se traduit par la détérioration de conditions de vie en général: la déscolarisation des enfants, le faible accès aux soins, le prolongement de la période de soudure...

Presque la moitié des ressources du ménage sont non monétaires et destinées à l'autoconsommation. Les ressources monétaires provenant des activités para-agricoles et des ventes de produits agricoles sont consacrées davantage à la consommation qu'aux investissements. La reproduction est difficile à assurer d'une année à l'autre. Sur ces hypothèses basées sur des chiffres macro-économiques de l'EPM, on peut penser plutôt à une régression de l'économie rurale qu'à une stationnarité.

Mais l'absence des investissements et la faiblesse du revenu sont les conséquences de l'insuffisance de la production agricole. Effectivement, contrairement aux autres pays comme l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande et les Philippines, Madagascar n'a pas connu la révolution verte des années 80. Or ces pays ont su développer leur agriculture pour devenir autosuffisants et exportateurs des produits agricoles. La Thaïlande, par exemple, est le premier exportateur mondial de riz.

Dans les campagnes malgaches, les matériels agricoles restent archaïques et rudimentaires. Le rendement agricole ne s'améliore pas, par exemple, on enregistre, depuis l'indépendance jusqu'à l'heure actuelle, un rendement rizicole stationnaire compris entre 1 et 2,5 tonnes à l'hectare.

Le retrait de l'État du service d'aide agricole affecte la technique culturale, avec un retour à la façon traditionnelle : les paysans n'utilisent plus des engrais chimiques coûteux et d'une efficacité incertaine. Les crédits ruraux, sauf pour les zones d'installation des crédits mutuels, se font à des taux d'usure élevés chez les commerçants de proximité.

Troisièmement, l'économie rurale Malgache est désarticulée. L'infrastructure routière héritée de l'empire colonial ne dessert que quelques régions. Le processus cumulatif de Gunnar Myrdal, selon lequel l'impulsion extérieure provoque une croissance, produit des effets de remous et de déséquilibres régionaux. Les zones de plantations coloniales et les zones de

grandes opérations sont plus avantageées que les autres. On peut ainsi classer en secteurs importants l'économie rurale malgache:

- le secteur traditionnel avec des techniques simples
- le secteur moderne et semi-moderne avec les grandes plantations et opérations (le sisal dans le Sud, le tabac et le coton dans l'Ouest, les GPI (Grands périmètres irrigués), PPI (Petits Périmètres irrigués)).

C'est la raison pour laquelle les chiffres ou les analyses macro-économiques ne correspondent pas toujours au niveau régional. La taille, le climat, le relief, les types de cultures, la population diffèrent d'une région à l'autre. Il est important de descendre au niveau régional pour mieux poser les problèmes en milieu rural.

2-2- Les problèmes de l'économie rurale au niveau régional

On peut distinguer quatre problèmes essentiels relatifs aux régions. Les problèmes au niveau national se rencontrent dans ces régions mais à une échelle différente. Ils diffèrent d'une région à l'autre par les conditions naturelles, l'existence ou non des organismes de développement. L'histoire également contribue à cette situation de déséquilibre et de désarticulation régionale. L'ORM, en tant qu'organisme d'observation, s'intéresse à cette diversité régionale.

La cause principale de la déforestation par la pratique du Tavy: le poids démographique ou la détérioration du terme de l'échange

L'Est de l'île possède un climat tropical humide favorable aux cultures d'exportations telles la vanille dans le Nord-Est, le café, le girofle. Sur cette partie où la forêt primaire a survécu. Les problèmes de déforestation et écologiques se posent dans cette zone. Accusée depuis

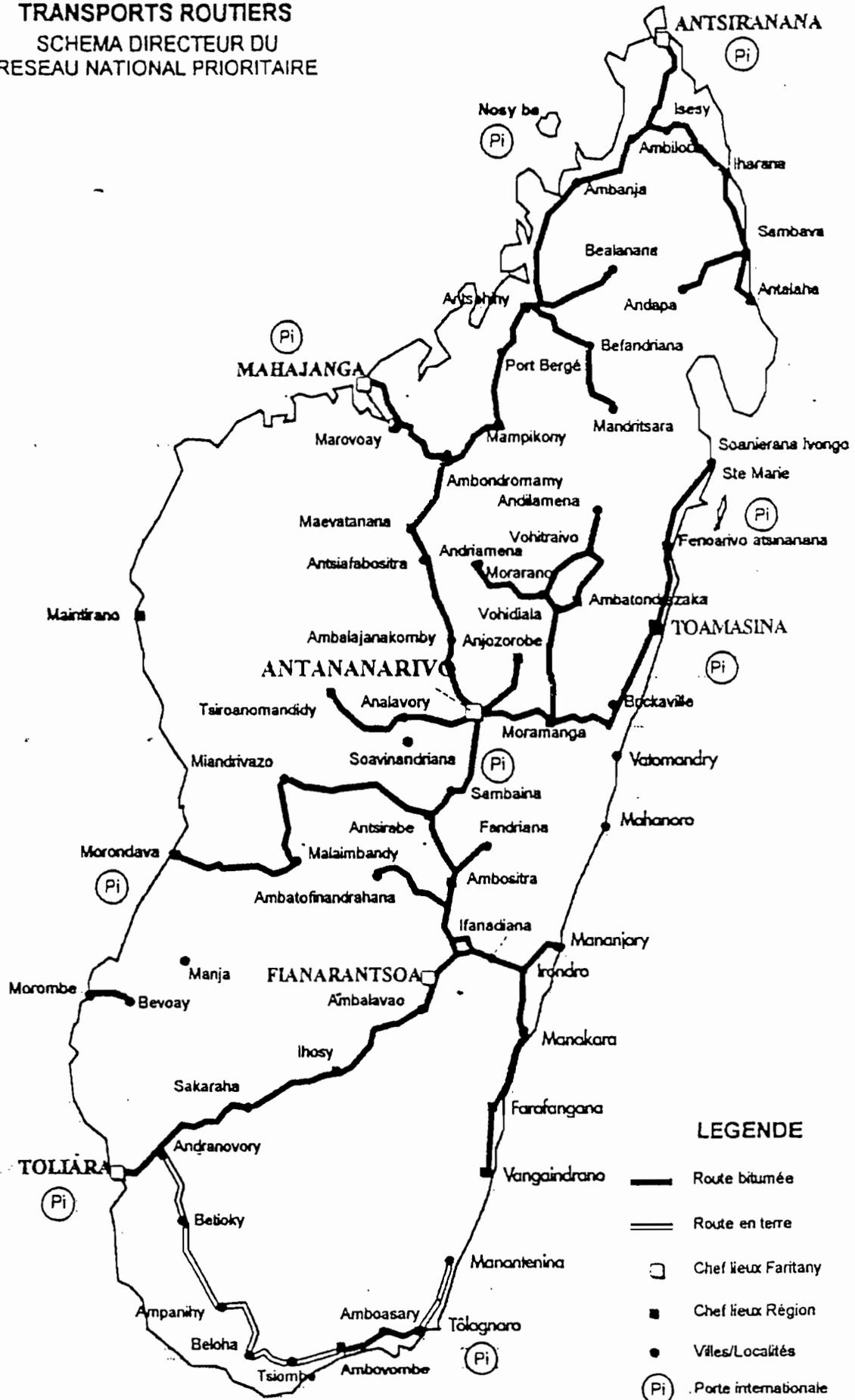
longtemps d'être responsable de ces dégâts, la pratique du tavy est un mode d'exploitation courant chez les Betsimisaraka et les Tanala¹⁰. On cultive du riz mais aussi du maïs ou du manioc pendant 2 ou 3 ans, périodes après lesquelles les sols sont mis en jachère. Normalement, une forêt secondaire se constitue sur les jachères. Mais là, ni la forêt, ni le sol n'ont le temps de se reconstituer. En effet, les rotations culturales et les jachères, sous la pression démographique et le maintien du mode d'exploitation ancien, deviennent de plus en plus courtes. La plupart des explications se cantonnent à dire que les paysans font un arbitrage entre les prix des produits d'exportation et les produits vivriers. Quand les prix mondiaux chutent, les paysans accordent plus d'importance aux cultures vivrières, en particulier le riz, d'où la déforestation par la culture sur brûlis. On parle même du repli des paysans. L'inter-relation État, paysans, et commerçants-collecteurs est forte. Un choc exogène par la fluctuation des prix de la matière première ou une mesure de politique économique affecte immédiatement le système.

Développement rural: couverture alimentaire encore mal assurée

Le climat tropical d'altitude des hautes terres a permis dans plusieurs endroits la riziculture. C'est la région la plus peuplée. Les Betsileo et les Merina en sont les principaux habitants. Le poids démographique élevé a favorisé la migration, et la diversification de l'agriculture. Malgré tout, la couverture alimentaire annuelle n'est pas satisfaite. Le problème des techniques agricoles se pose, notamment l'irrigation, l'utilisation des engrais. Signalons que cette zone a bénéficié pendant une longue période de la vulgarisation agricole. Les paysans à Antsirabe, par l'existence de nombreuses industries, ont eu des appuis sur la conduite de nouvelles

¹⁰ Les Betsimisaraka sont une ethnie qui vit dans la partie Nord-Est de la côte Est de Madagascar. Les Tanala sont une ethnie de la partie centrale de la côte Est.

TRANSPORTS ROUTIERS
SCHEMA DIRECTEUR DU
RESEAU NATIONAL PRIORITAIRE



cultures, telles que le blé, l'orge, etc. Des organisations non gouvernementales ont pris le relais. Les micro-crédits agricoles se développent. Sur les petites parcelles, les paysans commencent à pratiquer le SRI (Système Rizicole Intensif).

Ensablement des rizières et vols des boeufs

Le Moyen Ouest a un climat tropical à saisons tranchées. Le problème de l'environnement est grave aussi dans cette zone. Mais, ce n'est pas un phénomène nouveau. Grandidier, Deschamps (1959), Bied Charreton et Bonvallot (1981) ont déjà mentionné que la côte-Ouest est formée de terrains sédimentaires alignés du Nord au Sud où l'érosion a fait saillir le relief. Les surfaces deviennent inutilisables. Les sols érodés laissent la place aux *lavaka*¹¹ et *saka-saka*¹².

Les grandes vallées alluviales (Mangoky, Maharivo, Morondava, Tsiribihina, Mahavavy, Betsiboka, etc.) à l'Ouest de Madagascar, constituent la richesse du pays. On y cultive du riz, des pois du Cap en cultures de décrue, du tabac, du manioc, des haricots, de la canne à sucre et du coton. Toutes ces productions sont menacées par les divagations du cours des fleuves et l'ensablement.

Cette région est le lieu privilégié des voleurs des boeufs.

Enclavement et famine

Le Sud et le Sud-Ouest, semi-désertiques, sont des régions enclavées. Du côté d'Ambovombe, on y rencontre des grands concessionnaires du sisal. Les Vezo, les Mahafaly et les Antandroy peuplent la région du Sud.

¹¹ *Lavaka* signifie une partie creuse sur un versant provoquée par l'érosion.

¹² C'est l'ensemble d'une surface attaquée par le ruissellement en nappe lors des grosses pluies.

Les Vezo pratiquent la pêche. Les Mahafaly et les Antandroy cultivent l'arachide, le manioc, les haricots, etc. Ils sont des grands éleveurs de boeufs. La sécheresse a décimé des troupeaux de boeufs. La grande famine a sévi dans le Sud en 1992. Plusieurs projets de développement oeuvrent dans cette zone, l'AES (Alimentation en Eau dans le Sud), le SAP (Système d'alerte précoce), la FAO pour l'amélioration de la pêche continentale...

Les problèmes ont donc des ampleurs différentes selon la région. Ils sont de plus en plus cruciaux quand on descend au niveau sous-régional. L'histoire a fortement secoué le milieu rural. Les déséquilibres régionaux se sont renforcés. Les problèmes anciens tels l'érosion, les fluctuations des prix de matières premières, la famine restent non résolus, des problèmes nouveaux apparaissent.

Chapitre 3- Les nouvelles donnes de l'économie rurale

Depuis les années 90, l'idée de développement participatif et d'auto-prise en charge a atteint l'opinion générale à Madagascar. Cette idée est en fait véhiculée par la politique d'ajustement structurel qui vise "à faire émerger les acteurs innovants" (Hugon,1993). La politique d'ajustement recommande la réduction des dépenses publiques, d'où l'effritement des services d'encadrement aux paysans. D'autres mesures ont été prises, notamment le change flottant en 1994, la création du ministère de l'Environnement. Les ONG se sont multipliées pour atténuer la pauvreté induite par le désengagement de l'État. L'ORM, ayant pour objectif de suivre l'évolution des indicateurs économiques sur les ménages ruraux, a été créé dans ce contexte mouvant. De nouvelles questions apparaissent.

3-1- les effets des politiques économiques

Il s'agit de comprendre les impacts du flottement de la monnaie malgache sur au moins trois points. D'abord, l'effet prix qui normalement devrait se traduire par l'augmentation des prix aux producteurs. Puis, l'effet revenu est de savoir si les gains sur l'augmentation des prix n'ont pas été neutralisés par l'achat des produits de première nécessité (PPN), par l'inflation. En d'autres termes, y a-t-il une augmentation de revenu en terme réel ? Si oui, l'épargne et l'investissement peuvent-ils exister ? L'effet sur l'amélioration des conditions de vie, par exemple la scolarisation des enfants ou l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation des membres du ménage.

Comme nous l'avons montré plus haut, l'observation au niveau régional apporte des résultats différents. L'effet du flottement est accentué dans les zones de plantations traditionnelles. Il rend conjonctuellement compétitifs les produits d'exportation par rapport aux cours mondiaux. Les réponses des différents acteurs au niveau de la filière nécessitent un suivi pour détecter les distorsions ou les blocages.

Au niveau national, l'attention se focalise sur l'impact de la hausse des prix du riz sur les comportements des producteurs. Ceux-ci ont-ils vendu plus de riz ou en ont-ils stocké davantage?

Le processus de privatisation n'est pas achevé. Dans certaines zones, comme la plaine de Marovoay, la FIFABE n'est pas totalement démantelée. Cette société continue, avec un financement allemand, à entretenir le périmètre hydro-agricole. Des groupements villageois se constituent en mutuelles d'épargne et de crédit. Les membres ont bien intégrés la démarche participative et communautaire. Comment les paysans prennent-ils progressivement en mains la gestion de la plaine ? Sans crédits, arrivent-ils à

payer les frais d'entretien des canaux d'irrigation ? L'ORM surveille l'évolution de cette auto-prise en charge progressive, conséquence du désengagement progressif de la FIFABE.

Les mesures lentes et progressives de taxation des produits d'exportation, pour réduire la ponction de l'État sur la filière vanille, méritent une attention particulière. Les réformes ont-elles des effets positifs sur les producteurs et les intervenants de la filière ? Créent-elles des mécanismes incitatifs ? L'ORM aide à réorienter à court terme des erreurs qui auraient de graves conséquences à long terme. Observer et suivre ne sont utiles que si on peut orienter et conseiller.

3-2- Les structures et institutions de base en milieu rural

La “décentralisation effective” est au centre du débat politique actuel à Madagascar. Le plus important à ce propos est de considérer les relations entre les futures collectivités locales et les communautés rurales. Y aura-t-il conflit ou harmonisation?

Au niveau des projets de développement, la notion d'organisation paysanne a cédé la place au concept de communauté rurale. La création des organisations paysannes, sur la base de paysans “leaders”, a créé des tensions fréquentes entre de telles organisations et la communauté de base (Fokonolona). La communauté rurale englobe la totalité des habitants des villages. Dans la démarche participative, le développement rural est mené en concertation avec la communauté. Les paysans s'adaptent-ils à cette mutation? Auront-ils plus d'initiatives et de possibilités de négociations? Au sein de l'organisation elle-même comment s'exerce le rapport de pouvoir?

Cependant, les relations entre paysans et institutions financières demeurent d'actualité. La multiplication des actions de développement sur le thème de crédit rural bouleverse le système ancien d'épargne et de crédit. En effet, le commerçant par sa proximité joue le rôle de banquier du village. Il prête en nature ou en argent à des taux d'usure. Les animaux, souvent les zébus, sont considérés comme des épargnes sur pied, ou encore des placements. Malheureusement, l'insécurité marquée parfois par des vols de boeufs, et la trésorerie limitée des commerçants face à la demande de crédit élevée affaiblissent le système traditionnel d'épargne et de crédit. Ce contexte favorise l'émergence des micro-finances en milieu rural. Il est donc intéressant d'analyser l'inter-action entre la micro-finance des institutions financières et le système traditionnel d'épargne et de crédit.

3-3- Commercialisation, Production, conditions de vie

Même si la libéralisation du commerce date de 1984, l'étude de la collecte et du commerce des produits agricoles reste valable à cause des phénomènes conjoncturels des prix. Ces derniers suivent souvent l'inflation ou la fluctuation des cours mondiaux des matières premières. La concurrence et le taux de change flottant influent-ils sur l'écoulement des produits agricoles? Comment les paysans réagissent-ils à ces signaux?

Sur les hauts plateaux et dans d'autres régions comme la plaine de Marovoay, le SRI (Système Rizicole Intensif) a été appliqué sur les petites parcelles. La vulgarisation de cette technique culturale est en cours. Ce système donne un rendement plus élevé que la riziculture traditionnelle. Son extension paraît lente et nécessite un petit investissement (engrais...). Quels sont alors les facteurs de blocage? Est-ce la difficulté de la technique ou le coût de l'investissement ou d'autres causes?

Certaines années, l'État par l'intermédiaire des sociétés étatiques spécialisées dans l'agriculture vend à prix subventionné des équipements agricoles (les opérations charrues, herses...), des intrants, des semences améliorées. Le retrait de l'État de l'approvisionnement en équipement agricole permet l'émergence d'artisans locaux. Est-ce que cette situation affecte la production agricole? A quel degré?

Les questions nouvelles sont nombreuses. Plusieurs thèmes plus fins sont à analyser comme "les stratégies des producteurs" (Yung, Zaslavsky, 1992), l'exode rural...

DEUXIEME PARTIE

LE FONCTIONNEMENT DE L'ORM

L'ORM gère quatre observatoires répartis dans des régions différentes. Elle utilise des équipements, des compétences humaines et technologiques pour bien observer le milieu rural ciblé et bien informer les utilisateurs des données. Elle a une structure, c'est-à-dire *“ensemble des mécanismes mis en oeuvre, conformément à la volonté implicite ou explicite de la direction, afin de permettre d'une part, la spécialisation des tâches et d'autre part, la coordination, de telle façon que soient atteints les objectifs”* (Kalika,1984). L'ORM par sa mission, est un système ouvert. Elle est engagée dans un processus d'échanges avec les divers éléments de son environnement, paysans, bailleurs de fonds, médias, etc.

Chapitre 1- Organisation interne

Ce chapitre concerne les choix et les procédures de décisions au sein de l'ORM. La fiabilité des résultats de l'ORM dépend de la cohérence de sa structure par rapport aux objectifs visés. Mais derrière ces choix, il y a les individus, les participants qui agissent en fonction de mécanismes d'incitations, de motivations et de valeurs propres. Ce sont eux qui rendent l'ORM plus performants.

1-1 - Les ressources humaines et la hiérarchie organisationnelle

Le projet Madio emploie au total 17 personnes, y compris les expatriés, répartis dans 4 volets différents : le secteur industriel, le secteur

informel, l'indice des prix à la consommation et les observatoires ruraux. L'accueil d'étudiants sur des thèmes précis porte les effectifs à une vingtaine de personnes. Lors de la collecte des données, chaque volet recrute des employés temporaire en qualité d'enquêteurs.

Au sein de Madio, l'équipe des observatoires ruraux, chargée des opérations d'enquêtes menées aux quatre sites de l'île, composée de 4 à 5 personnes permanentes est de petite taille. En effet, Le Service de la Méthodologie et du Traitement des Informations Statistiques (SMTIS) compte 88 agents permanents répartis dans tout Madagascar. Une telle différence s'explique évidemment par la couverture d'enquête,- l'ORM sur des zones restreintes, le SMTIS au niveau national-, et par la structure organisationnelle.

La composition de l'équipe

L'ORM dispose d'un personnel permanent multidisciplinaire : une géographe expatriée (ORSTOM), trois économistes dont une en année de thèse, et une historienne.

L'ORM satisfait en partie à l'idée de certains auteurs des notes AMIRA selon laquelle la pluridisciplinarité est indispensable pour des études prétendant rendre compte de la vie paysanne (Couty, 1996). Dans les questionnaires, on retrouve les tendances des différentes disciplines. Les questionnaires abordent des thèmes très variés incluant différentes disciplines : la démographie, la santé (questionnaire 1995, cf. annexe), l'ethnologie et l'histoire sur les questions relatives aux tombeaux à l'origine des membres du ménage, aux migrations (questionnaire 1995), la géographie avec les études de terroir, les perceptions paysannes de la qualité du sol (questionnaires 1995 et 1996, cf. annexe), et l'économie sur les

thèmes de la rareté et d'allocation des ressources (quantité, prix, facteurs de production, distribution, budget des ménages, etc.).

En ce sens, on peut bien dire que le contenu du questionnaire reflète donc la composition des membres de l'équipe de même que l'organisation du travail et la relation d'ordre de l'ORM.

Hiérarchie et fonctions

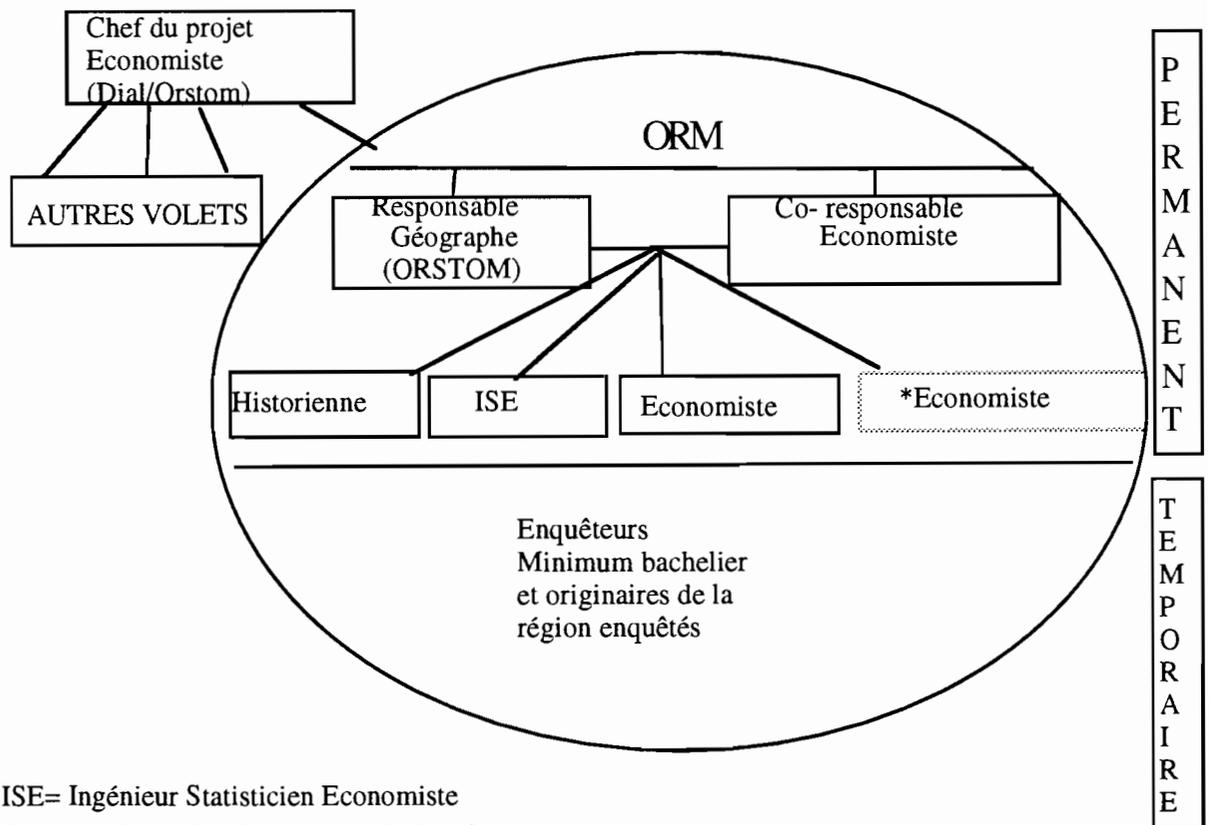
Au moins au niveau interne, sur la conception du questionnaire, le consensus détermine la relation des membres de l'ORM. Quant aux autres tâches sur la collecte des données, le traitement informatique, par exemple., il s'agit de règles purement procédurales inhérentes aux aptitudes des membres de l'équipe. Dans cette répartition tacite¹³ et libérale des tâches, il y a des devoirs communs aux membres de l'équipe:

- la production des études sur des thèmes particuliers à partir de l'exploitation des données de l'enquête. Sur les thèmes à traiter, chaque membre choisit ce qui l'intéresse, et détermine son calendrier personnel en fonction des contraintes communes (enquêtes, réunions, etc.)
- Participation aux différentes phases de procédures d'enquête.

¹³Le mot tacite signifie qu'il n'y a pas de distribution formelle des rôles. Ils sont attribués naturellement.

La hiérarchie interpersonnelle et organisationnelle de l'ORM se présente comme suit:

Figure 1- Hiérarchie interpersonnelle de l'ORM au sein de MADIO



Les rôles se repartissent comme suit:

- le géographe expatrié, responsable de l'ORM, recrute les membres de l'équipe, garantit la bonne marche des observatoires, effectue des missions exploratoires, des suivis ponctuels sur le terrain, organise les rencontres avec les différents partenaires et bailleurs de fonds, participe à la rédaction des résultats d'enquête.

- Le co-responsable économiste gère le budget alloué aux observatoires ruraux. Il participe à toutes les phases d'enquête, de la préparation jusqu'à la publication des résultats. Il est responsable également du déroulement des enquêtes dans l'observatoire de Tuléar.

- l'historienne apporte les connaissances historiques sur la région enquêtée, soit par la restitution des acquis, soit par la recherche des documents nécessaires à l'exploitation des données. Elle est responsable du déroulement des enquêtes dans les observatoires d'Antalaha et de Marovoay.

- L'ISE, nouvellement recruté, apporte les connaissances statistiques et économiques nécessaires à l'enquête et à l'interprétation des résultats, valide des changements techniques en cours de route, en particulier dans un environnement changeant (nouveau matériel informatique d'exploitation, possibilité de variantes d'enquête à la demande des utilisateurs, etc.). Il participe à l'exploitation des données avec les logiciels adéquats. Il joue également le rôle de l'informaticien, c'est-à-dire veille à l'installation, la gestion, la modification des programmes de saisie, de traitement et de production des données.

- L'économiste participe aux différentes phases de l'enquête, de la préparation jusqu'à la publication des résultats. Il est responsable de l'observatoire d'Antsirabe.

- Des étudiants chercheurs ou stagiaires sont accueillis au sein du projet Madio selon leur thème de recherche, puis orientés vers les volets les concernant. L'étudiant chercheur économiste de l'ORM exploite également des données et rédige des articles sur ses thèmes de recherche. Cela permet

une utilisation ou plus exactement une allocation maximale de données considérées comme rares et coûteuses.

Les différents membres de l'ORM, du fait qu'ils partagent le même bureau, entretiennent des relations privilégiées. Ce qui n'empêche pas parfois une réunion ponctuelle de coordination des activités.

Canalisation des informations et cohésion de l'équipe

Les membres de l'ORM participent à la réunion de Madio, désormais dénommée "Vendredi de Madio". Cette réunion a une multiple fonction. D'abord, elle est consacrée essentiellement à la présentation d'une étude thématique réalisée, suivie d'un débat, et donne donc lieu à un échange ou un partage de connaissances. Grâce à ce partage, chaque membre accumule un capital d'informations et de connaissances. Cette réunion renforce les liens entre les différents membres du projet. Et enfin, elle permet au responsable hiérarchique, notamment le chef de projet, d'informer de l'évolution des relations de Madio avec les autres organisations, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur (colloques, séminaires, etc...).

La relation et l'interaction de l'ORM avec les autres volets sont fortes. L'ORM a l'appui des cadres des autres volets lors de l'exploitation des données.

Autorité et délégation du pouvoir: le recrutement des enquêteurs

Au niveau de chaque observatoire, le responsable supervise l'enquête. Il obtient du responsable de l'ORM le pouvoir de décision dans l'exécution des procédures d'enquête sur le terrain, avec des moyens financiers limités

et des contraintes de temps. Il recrute les enquêteurs, puis, il les forme aux techniques d'enquête, avant l'immersion dans les villages.

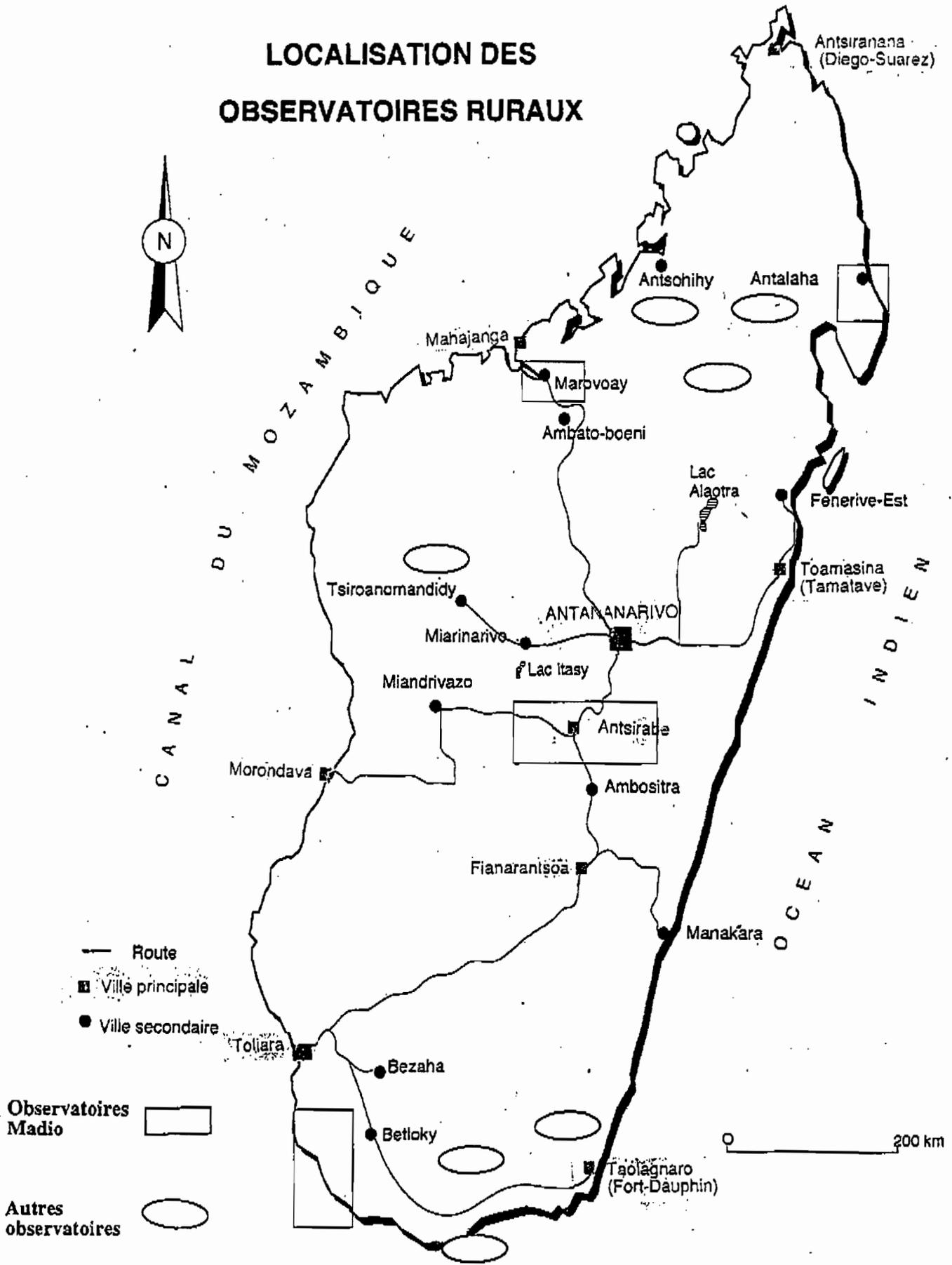
Trois contraintes se présentent alors pour le superviseur dans les critères de choix des enquêteurs : la capacité intellectuelle des enquêteurs, leur capacité d'adaptation sur le terrain et leur faculté d'écoute et de communication. Les deux premiers critères, en général, sont contradictoires. L'adaptation en milieu rural signifie l'aptitude à supporter les inconforts quotidiens de la vie paysanne, par exemple les marches à pied sous le soleil, la montée sur les versants des collines, les fumées du foyer visité, les piqûres d'insectes, etc. Souvent, les mieux instruits ne s'adaptent pas à ce milieu. Ils risquent d'imposer leur point de vue aux informateurs, et en conséquence, de répondre à leur place. Dans la plupart des cas, la capacité de communication conjuguée avec un quotient intellectuel élevé n'a point d'oreille.

En tenant compte de ces contraintes, le recrutement se fait en trois étapes

D'abord, une sélection sur C.V. (Curriculum Vitae) où trois critères sont examinés :

- la disponibilité, c'est-à-dire l'absence relative de charges comme les enfants en bas-âge, etc.
- la possession d'un bagage intellectuel minimum équivalent au baccalauréat, pour une meilleure assimilation des concepts et des instructions d'enquête dans un délai assez court.
- la maîtrise du dialecte local et la connaissance des coutumes régionales, facilitant le contact avec les paysans (le candidat étant originaire de la région enquêtée ou y ayant vécu plusieurs années).

LOCALISATION DES OBSERVATOIRES RURAUX



Ensuite, les candidats sélectionnés passent un test qui porte sur la connaissance du milieu, la logique et l'estimation visuelle du poids d'un objet, d'une superficie d'une pièce, et autres mesures jugées utiles.

Enfin, un entretien collectif sous forme de débat permet de tester la sociabilité, la capacité d'écoute et de communication, et le taux de participation du candidat au sein du groupe.

Une dizaine où une douzaine d'enquêteurs pour chaque observatoire est retenue définitivement.

Le choix du personnel, par le moyen de filtrage et de convergence de préférence, sont ainsi faits. D'autres choix, face à une panoplie de méthodes et de techniques d'enquêtes, s'imposent aux responsables, en particulier celui de l'ORM.

1-2- Les procédures de choix et de décision

La combinaison des choix des techniques et des méthodes à utiliser détermine la stratégie d'enquête la plus appropriée (D. Blaizeau, J.-L. Dubois, 1989).

“Le choix de la méthodologie est assez délicat : il est nécessaire de recueillir une information quantifiable, notamment au niveau des ménages et des unités de production, qui puisse conduire à l'élaboration d'indicateurs comparables d'un observatoire à l'autre et comparable éventuellement avec des moyennes nationales” (I. Droy, 1995).

L'ORM n'effectue pas de recensement général, opération trop lourde. Doté de moyens financiers et humains assez modestes, l'ORM recourt à la méthode du sondage, donc d'échantillonnage sur une zone restreinte. Il s'agit de la méthode de choix raisonné. Cette méthode est basée sur une

connaissance à priori de la réalité du terrain et de la population à étudier (Ancy, 1984). Le responsable, à l'aide de cartes et de documents, procède aux choix des zones d'installation des observatoires.

Le choix s'effectue d'une manière descendante, à partir de la région, en passant successivement par le village, les hameaux ou îlots villageois, pour déterminer l'unité d'observation.

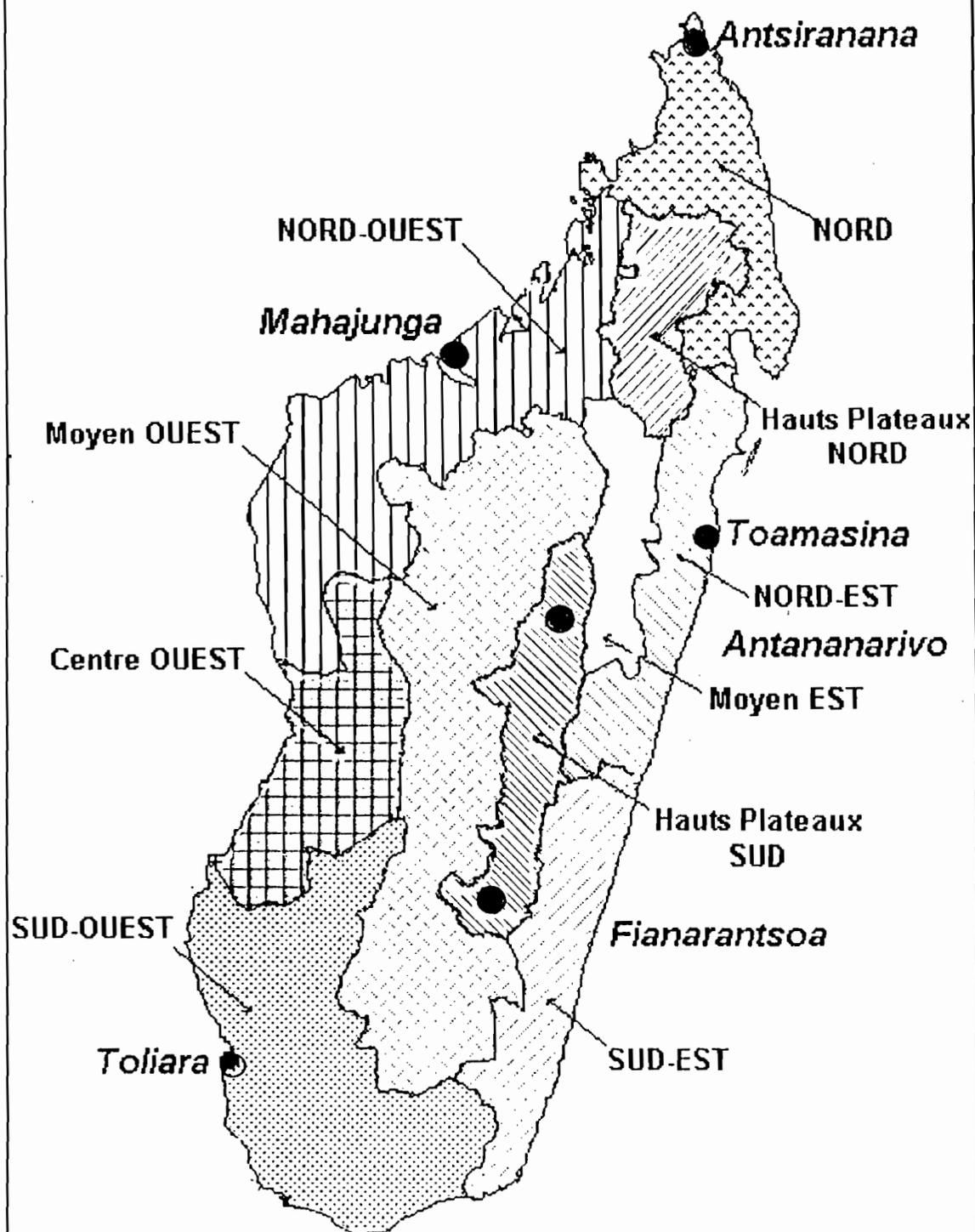
Choix de la région

Le choix des régions dépend de l'objectif fixé, de ce que l'on cherche. Choisir des régions signifie identifier toutes les régions et retenir celles qui correspondent le mieux aux objectifs fixés. Les objectifs, rappelons-le, concernent la mesure et le suivi par des indicateurs de la situation socio-économique des populations rurales, l'appréciation des effets directs ou indirects des réformes économiques sur les ménages ruraux, et, enfin, l'analyse des stratégies des producteurs ruraux en tenant compte de l'environnement économique et socio-politique.

Comme on l'a vu plus haut, ces trois objectifs servent à nourrir la réflexion macro-économique et à aider les décideurs à différents échelons dans la prise de décision.

Face aux contraintes budgétaires et compte tenu de la taille minimum des échantillons à respecter, seules quatre zones devaient être choisies. Pour ce faire, après consultation des cartes et de divers documents, des séries de filtres sont fixées. Ces filtres justifient le choix scientifique des observatoires ruraux. Mais derrière ce choix se dissimule un compromis, une socialisation tacite inter-organisationnelle.

Zones AGRO-ÉCOLOGIQUES



Premier filtre: Les grandes zones écologiques

Madagascar peut être découpé en dix zones agro-écologiques (cf. carte). Les systèmes de culture et d'élevage et les densités de population dépendent en partie de ces conditions naturelles. En simplifiant à l'extrême, on peut ramener cette division à cinq zones.

Tableau 1 : Les caractéristiques des cinq grandes zones agro-écologiques

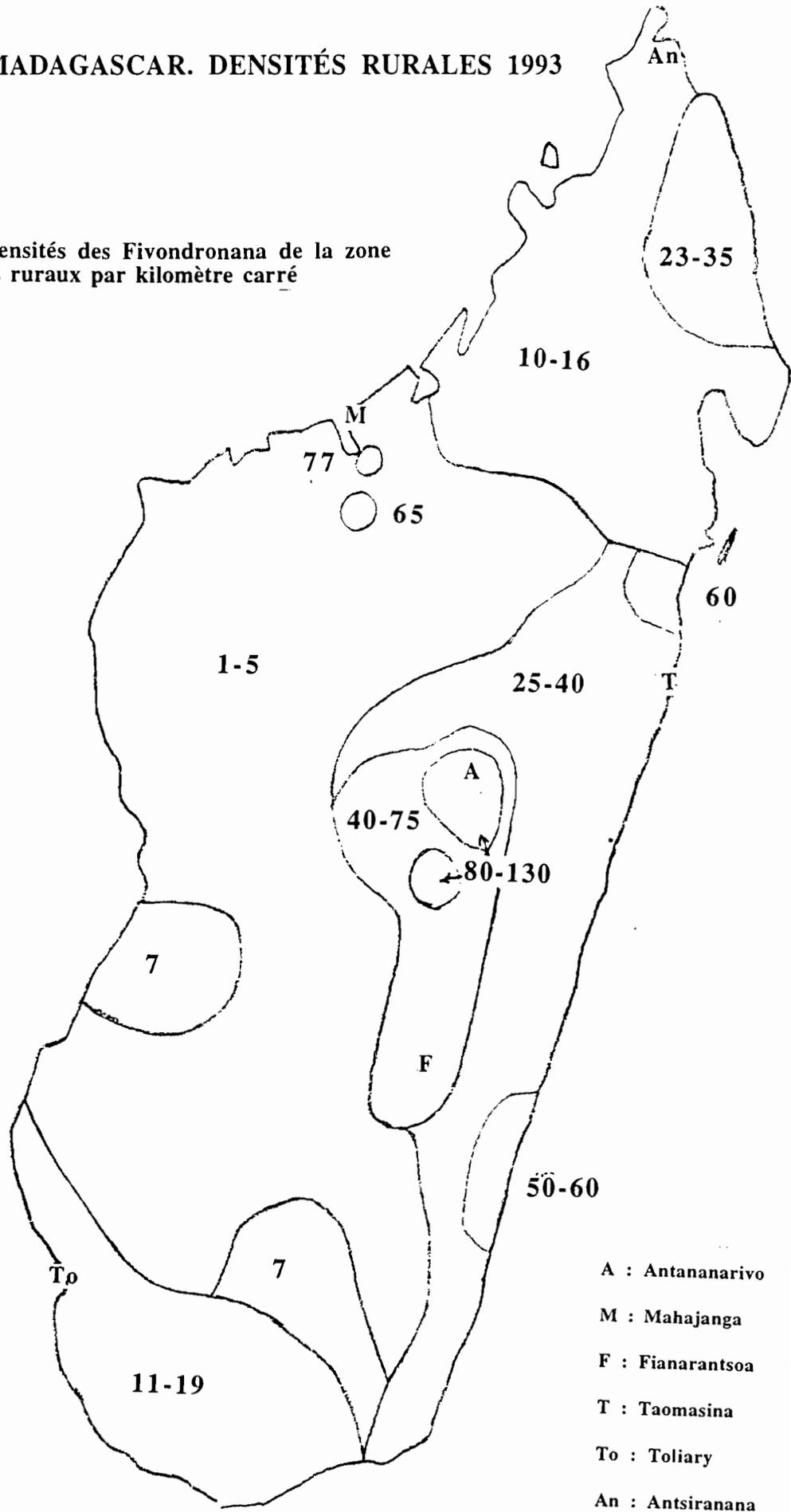
	Superficie	Population	Densité (hb/km ²)	Climat
Hautes terres centrales	10,5	36,1	54,4	Climat tropical d'altitude
Est	18,6	31,2	26,7	Climat chaud et très humide
Nord	15,3	11,9	12,5	
Ouest	45,7	12,9	4,5	Climat trop. sec
Sud ouest	9,7	7,7	12,6	Climat semi aride
Iles	0,1	0,1	47,9	-
Total	100,0	100,0	15,1	-

Source : F. Pesneaud

Le choix s'impose donc d'un observatoire pour chacune de ces grandes zones afin de couvrir les trois grands types de systèmes de culture: polyculture d'altitude, avec riziculture aquatique, polyculture sur tavy avec cultures de rente (café, vanille, girofle), agriculture sèche et élevage.

MADAGASCAR. DENSITÉS RURALES 1993

23-35 : densités des Fivondronana de la zone
(habitants ruraux par kilomètre carré)



MADAGASCAR

CARTE ETHNIQUE



0 100 200 300 km

Deuxième filtre: Les zones de migrations et d'intérêt économique

Les conditions agro-écologiques ne suffisent pas à déterminer le choix des observatoires. La répartition de la population constitue un critère de choix déterminant. Or celle-ci est indissociable des mouvements migratoires qui modifient le peuplement à Madagascar. L'histoire des migrations à Madagascar est étroitement liée aux groupes ethniques. Les Merina ont pratiqué le commerce sur les côtes, les Betsileo cultivent le riz dans la plaine de la Marovoay, les Antesaka et les Antemoro ont appris à cultiver le café et la vanille dans les plantations de Tamatave et d'Antalaha. Les Antandroy ont appris des techniques et des cultures (Deschamps H., 1959). Les zones d'immigration attractives disposent donc d'un énorme potentiel économique. Elles correspondent aux zones de grandes plantations et d'aménagements effectués par la puissance coloniale.

Ainsi en est-il de la plaine de Marovoay en tant que grenier à riz de Madagascar, où se sont installés des migrants de toute provenance, avec une forte minorité de Betsileo. Elle a été identifiée comme observatoire.

La région Sambava-Antalaha- Vohémar, à cause de l'abondance des produits de rentes (café, vanille, girofle,...), a donc aussi été identifiée.

Troisième filtre: les structures d'appui ou d'encadrement

Il s'agit ici de choisir les observatoires ruraux dans la zone où existent des services d'encadrement destinés aux paysans, des projets de développement (ONG, coopération bilatérale ou multilatérale).

Ce niveau de filtre assure:

- d'une part que les endroits à observer sont en train d'évoluer, de changer, donc ils méritent une étude, un suivi permanent.

- d'autre part que, les zones concernées ont été déjà étudiées afin de *“mieux saisir les déterminants conjoncturels ou historiques des changements survenus”* (Courade, 1997).

Alors, deux observatoires ont été sélectionnés à partir de ce filtre, et les opérateurs du développement ont été identifiés. Il s'agit de:

- la région d'Antsirabe englobant deux milieux, les Hautes Terres centrales et le Moyen Ouest avec l'IREDEC (Institut de Recherche et d'Application des Méthodes sur le Développement Communautaire),
- la région du Sud Ouest avec le projet FAO/PNUD/Direction des pêches¹⁴

Dans la région du Nord-Est, une convention avec le projet de conservation et de développement intégré de la presqu'île de Masoala (PCDI Masoala) basé à Antalaha a été établie. Or l'observatoire d'Antalaha ne se situe pas dans la zone d'action du PCDI/Masoala.

En somme, les filtres de grandes zones agro-écologiques, les zones de potentialités économiques et les zones d'interventions des projets de développement ont permis de retenir quatre observatoires ruraux.

Ils se trouvent respectivement

- au Nord Est du pays, zones des grandes cultures d'exportation ,
- au Nord Ouest, un des greniers à riz de Madagascar,
- dans les Hauts plateaux, zone de polyculture

¹⁴“Ce projet mène des actions d'appui au développement communautaire intégré de la pêche traditionnelle sur la côte Sud.” (Madio,1996).

- dans le Sud Ouest, zone de sécheresse.

Choix de Fivondronana

Le Fivondronana a été choisi selon les indicateurs synthétiques de développement établis par la Direction de la planification régionale du Ministère du Plan. Ces indicateurs, issus des données intermédiaires sur l'accessibilité physique de la région, sur les équipements socio-collectifs (santé, éducation), sur les infrastructures de base (eau, électricité, poste, téléphone) et sur l'accès aux services d'appui économique de l'État ou du secteur privé (services d'encadrement, établissements financiers, sociétés de commercialisation, etc.), classent les Fivondronana en quatre groupes: moins avancés, faiblement développés, moyennement développés, plus avancés. Le choix de Fivondronana pour les observatoires tient également compte de cette classification.

L'observatoire de Sud Ouest se trouve dans le Fivondronana d'Ampanihy et de Betioky (les moins avancés), celui de Nord Ouest dans le Fivondronana de Marovoay (plus avancé). L'observatoire de Hautes Terres centrales se localise dans les Fivondronana d'Antsirabe II (moyennement développé) et de Betafo (faiblement développé). L'observatoire du Nord Est dans le Fivondronana d'Antalaha II (plus avancé).

Le choix de Firaisana, Fokontany, village et hameau

La mission sur le terrain complète la consultation des cartes et des documents, qui n'est suffisante ni pour définir l'unité statistique, ni pour imaginer l'homogénéité ou l'hétérogénéité des villages (Ancy, 1984)

Alors, plusieurs missions de reconnaissance, sur la région et le Fivondronana¹⁵ choisis, sont nécessaires en différentes étapes:

- la première étape consiste à rencontrer et identifier les organismes de développement, qui connaissent bien la région et le Fivondronana identifiés, et qui sont prêts à collaborer avec l'ORM. A ce niveau, quelques renseignements utiles au choix des villages sont collectés (cultures, densité de la population, etc.). Les villages choisis devraient satisfaire à toutes les conditions de sélection de la région. En d'autres termes, ils représentent la région sur la base des critères fixés. Toutefois, la diversité sous-régionale est très marquée à Madagascar. Pour en tenir compte, deux sites assez contrastés sont choisis dans chaque observatoire. Dans la mesure du possible, chaque site représente des spécificités locales. Par exemple, l'observatoire d'Antsirabe chevauche entre le moyen Ouest (Vinany, Ankazomiriotra) zone de immigration et le centre (Soanindariny) zone anciennement peuplée.

- la deuxième étape permet de prendre le premier contact avec les différentes collectivités décentralisées (Fivondronana, Firaisana, Fokontany). C'est lors de cette étape que l'ORM s'associe à un partenaire local dans le but de cibler le Firaisana, le village et les hameaux de l'enquête. Des visites sur les lieux sont organisées. Le partenaire local se charge de l'introduction de l'ORM auprès de quelques villageois, représentants du village, des associations, ou des notables. Cette rencontre est aussi une occasion de collecte des diverses informations nécessaires à l'élaboration du questionnaire.

¹⁵ Ce sont les collectivités décentralisées mises en place depuis 1973. La structuration du monde rural en vue de la maîtrise populaire du développement comprend quatre paliers : Fokontany, Firaisana, Fivondronana, Faritany.

La spécialisation de la région dans telle ou telle culture ou activité conditionnée par les environnements agro-écologiques explique l'éparpillement ou le groupement des habitats d'un village. Effectivement, dans le Sud plus aride et dans les hautes terres avec un relief très accidenté, les habitats sont très éparpillés. Un village est formé de plusieurs hameaux ou îlots éloignés les uns des autres. Par contre, dans la plaine de Marovoay et dans la région de la vanille, les habitats sont groupés. Les hameaux, s'ils existent, se rapprochent et les habitats se concentrent tout au long d'une route. Dans ces zones, on assiste à une forte intégration à l'économie marchande.

Quelques critères sont retenus pour le choix du village à enquêter:

- hameaux ou îlots assez groupés et rapprochés les uns des autres dans un rayon maximum de 1 km à vol d'oiseau. Au-delà, les enquêteurs perdent leur temps en déplacements.
- village ne présentant pas des activités marginales ou particulières par rapport à l'ensemble de la région choisie;
- l'hospitalité et l'accueil de la population,
- la taille de la population pris comme critère de délimitation du village.

Le choix de l'unité d'observation

"Les unités d'observation sont des groupes, soit concrétisés par une personne ou un bien, soit composés de plusieurs personnes ou de plusieurs biens, ou de personnes et de biens, groupes qui ont en commun des caractéristiques telles qu'ils forment un cadre homogène et relativement stable pour y recueillir des données qualitatives ou quantitatives pendant une période déterminée afin de répondre aux objectifs d'une enquête" (Gastellu, 1992).

Dans le cadre de l'unité d'observation, se trouve la source de toutes les informations. C'est aussi une porte d'entrée pour mieux voir et observer.

L'ORM a choisi comme unité d'observation le ménage. Le ménage rassemble des individus. C'est un outil de collecte de données sur les individus (sexe, âge, activités, etc.). Ce sont eux qui exploitent la nature et construisent les paysages. L'enquête ménage permet de recenser toutes les informations concernant l'unité familiale, ainsi que les unités de production agricoles et toutes les activités para-agricoles.

L'approche ménage permet également d'effectuer la comparaison avec les autres enquêtes (EPM, etc.).

“ Le ménage est un groupe de personnes avec ou sans lien de parenté, vivant sous le même toit ou dans la même concession, prenant leur repas ensemble ou par petits groupes, mettant une partie ou la totalité de leurs revenus en commun pour la bonne marche du groupe, et dépendant du point de vue des dépenses d'une même autorité appelée chef du ménage” (Manuel des enquêteurs de l'ORM).

Plusieurs enquêtes en Afrique posent le problème de l'application de définition du ménage (Couty, 1996). Chaque réalisateur d'enquête adapte la définition à la réalité en apportant quelques modifications. L'ORM n'échappe pas à cette règle. D'ailleurs, plus récemment, Lefranc (1997) montre les difficultés et l'intérêt de la statistique des ménages même dans les pays dits développés.

Relevons quelques problèmes que nous avons rencontrés dans les observatoires:

- Les membres du ménage ne vivent pas toujours sous le même toit ou dans la même concession. En effet, dans la réalité, les élèves ou les étudiants en ville, qui poursuivent leurs études, sont membres du ménage à condition qu'ils sont dépendants en totalité ou en partie de leurs parents.

Dans ce cas, enfants et parents ne vivent ni sous le même toit ni dans la même concession. Par contre, il est important de tenir compte des transferts en nature et/ou en argent dans les deux sens, parents vers enfants et enfants vers parents.

- La diversité des us et coutumes rend difficile l'identification du ménage. A Antsirabe et Marovoay, Une habitation peut abriter une ou plusieurs ménages séparés par leur chambre. Par contre, à Antalaha et à Toliary, chaque jeune fille, à l'âge de 18 ans, habite seule dans une case offerte en principe par son père, et reste dépendante vis à vis de celui-ci jusqu'à ce qu'elle soit mariée. Généralement, la case se trouve dans l'enceinte où demeure les parents.

- La question d'autorité du chef de ménage est également remise en cause dans certains cas. Certaines personnes âgées sont respectées, écoutées. Ils disposent d'une autorité qui déborde largement la limite familiale. Ils sont propriétaires de plusieurs parcelles, mais ils ne s'en occupent plus. Ils sont considérés comme des sages du village et bénéficient à ce titre des mains-d'oeuvre sous forme d'entraide (*findramana*¹⁶). Par contre, ils ne gèrent plus le budget familial et ils restent complètement dépendant de ses enfants. La confusion est totale sur l'identification du chef du ménage. Par généralisation, le chef serait-il l'individu le plus âgé du ménage, propriétaire des moyens de production, conseiller du ménage mais dépourvu de décision finale?

L'ORM conclut en se conformant à la définition que, dans ce cas, le fils souvent l'aîné, qui consulte le sage avant toute décision de même relative à la dépense, est le chef du ménage. Il joue un rôle important, sorte de

¹⁶Le *findramana* est un échange de main-d'oeuvre entre les anciens. Il s'agit d'une entraide-don (Charmes, 1983). Donc, c'est un don contre don sous forme de force de travail. Dans la forme d'entraide, appelée *valin-tanana*, l'échange de travail se fait directement entre subordonnés. Actuellement, les sages du village bénéficient de ce *findramana*, les forces de travail disponibles répondant moyennant le repas de midi.

coordination économique, au sein du ménage. Pour enlever toute ambiguïté, l'approche démographique est explicite. Le sage n'a pas de décision sur la naissance. Bien sûr, il peut donner son avis, mais il ne décide pas!

- Quant à l'identification du ménage, Il faut partir de ce qui est visible. Le *fatana*¹⁷ semble le plus pertinent. Les dépenses journalières en nourriture sont enfermées dans la marmite au dessus du feu. Normalement, le nombre de Fatana correspond au nombre de ménages.

Ici, Cl. Robineau et J.M. Gastellu (1987) ont raison d'affirmer qu'il faut partir de ce qui est visible.

"Il est difficile de définir une unité d'observation. Le contenu en paraît évident, mais il échappe dès qu'on cherche à le cerner" (Gastellu, 1992).

Mais, le concept ménage pose aussi le problème de la délimitation des individus Au moment de l'enquête?

Les personnes présentes dans le ménage le jour de l'enquête, les membres de ménages, même ceux absents le jour de l'enquête, sont considérés. Les visiteurs occasionnels aussi sont comptés. Il est intéressant de savoir la raison de son absence (cf. questionnaire).

A quel type de population s'adresse-t-on, uniquement à la population agricole?

Choix de la population d'enquête:

¹⁷Un réchaud à trois pieds pour la cuisson du repas, installé soit dehors, soit dans un coin à l'intérieur de la maison. Il est difficile d'associer à ce terme le mot cuisine qui signifie une pièce de la maison.

L'enquête touche la population rurale de toute l'observatoire. Elle concerne les producteurs agricoles, les fonctionnaires tels que les instituteurs, les militaires de la caserne,... Les relations entre ces différentes catégories socio-professionnelles sont importantes à analyser, surtout au niveau de transferts en argent ou en nature, de métayage etc.

Le choix de l'échantillon

Rappelons que chaque observatoire est constitué de deux sites. Chaque site couvre environ 250 ménages. Tous ces ménages sont enquêtés d'une manière exhaustive. Si les ménages du village excèdent le nombre voulu, un tirage au sort se fait. Ce cas est rare car lors des choix des sites, on tient d'ores et déjà compte du nombre de la population. L'expérience montre qu'il faut prévoir 300 ménages dans un site afin d'en enquêter 250. Dans un observatoire, un nombre minimum de 500 ménages est donc à respecter.

En deçà de 500 ménages, il est difficile d'apprécier statistiquement les indicateurs socio-économiques de la population rurale. L'échantillon est trop maigre pour pouvoir l'intégrer au niveau de la statistique nationale, ou de le comparer avec les autres sources statistiques. D'autant plus, la loi du plus grand nombre enseigne que: plus l'échantillon est grand, plus le résultat se rapproche de la réalité. En revanche, la contrainte budgétaire limite la possibilité des enquêtes au-delà de ces 500 ménages.

Choix entre échantillon constant et échantillon tournant

A chaque passage, on change d'échantillon. C'est ce qu'on appelle échantillon tournant. Ce procédé permet d'affirmer la fiabilité des résultats dans le cas où, à chaque passage, il n'occasionne pas trop de variation au niveau des données recueillies. L'handicap de cette méthode est la comparaison d'une situation en début et en fin de période (Ancy, 1984).

Or, l'objet d'enquête de l'ORM est le suivi de la dynamique individuelle d'une année sur l'autre. L'objectif est de mesurer les impacts de la politique économique sur les ménages ruraux. L'ORM a choisi l'échantillon constant. "L'usage de l'échantillon constant permet d'autre part une compréhension approfondie du fonctionnement de l'unité de base, en rendant possible une liaison entre diverses périodes, entre diverses opérations...." (Ancey, 1984).

Choix de nombres de passages

L'ORM utilise l'enquête à passage répété à intervalle de 12 mois. Il s'agit donc d'une enquête annuelle qui débute et se termine à la même date d'une année sur l'autre. Comme il s'agit d'une enquête multi-objectifs, il est difficile de déterminer le calendrier.

Les ressources humaines et matérielles, voitures disponibles, insuffisantes empêchent de débiter les enquêtes des observatoires à la même date.

L'enquête à Antsirabe et Marovoay déroule de mois de Juillet au mois d'Août. Celle d'Antalaha et de Toliary s'effectue plus tard au mois de Septembre. Ce qui, à priori, pose un problème de comparaison entre les quatre observatoires. D'autant plus que la période assez longue de 12 mois fait appel à la mémorisation des paysans.

Il est clair que les contraintes matérielles, financières, humaines ont des incidences sur le calendrier, qui entraîne en son tour des biais au niveau de l'interprétation.

Le calendrier du travail, de préparation de l'enquête, a aussi influencé la période d'enquête .

Les procédures de travail et de contrôle

“ le formalisme plus ou moins poussé, qui régent les décisions économiques, a pour but d'accroître la flexibilité de l'organisation en localisant tel champ de décision à tel niveau hiérarchique, en subordonnant telle famille de décisions à telle autre, et surtout en explicitant l'étendue et les limites de ces hiérarchies et de ces recouvrements.” (Ménard, 1997)

Déclaration des chefs du ménage

L'enquête est réalisée sur la base des déclarations du chef de ménage et/ou son conjoint. Ces derniers, même si certaines décisions les échappent, par définition, gèrent le budget, éduquent les enfants...(Manuel des enquêteurs, Madio). Donc, ils sont les mieux informés sur leur ménage.

Les quantités (poids, volume, surface, durée, distance) sont évaluées à partir des souvenirs, des constats des paysans. Pour éviter l'incompréhension dans la communication, l'ORM s'appuie sur les noms vernaculaires des unités de mesures dite “unité paysanne”. C'est normal si ce sont les enquêteurs et superviseurs d'enquête qui cherchent, décryptent le sens du mot (P.Couty, 1996). Dans beaucoup de régions de Madagascar, les paysans n'utilisent pas les unités standards internationales que sur certains produits marchands seulement. Le riz à Marovoay, la vanille à Antalaha, et le poisson sèche à Toliary, la pomme ou la prune et le manioc à Antsirabe, sont évalués en kilogramme. la fréquentation avec les collecteurs habitue les paysans à l'utilisation de ces unités standards.

Le bien marchand s'évalue sous forme d'unité standard internationale avant d'être converti en argent. l'unité paysanne incarne le bien non-marchand. Il est trop demandé à un paysan d'évaluer en kg la quantité de maïs autoconsommé!

L'équivalence entre unité paysanne et unité standard internationale

Deux démarches sont indispensables:

D'abord, on procède à **la recherche**, par une séance d'inventaire, de toutes les unités paysannes. Cet inventaire se fait par des simples enquêtes auprès d'une dizaine de paysans éparpillés dans l'observatoire. Un autre moyen complémentaire consiste à chercher les informations détenues par certains agents comme les techniciens agricoles, vétérinaires, vulgarisateurs, instituteurs, animateurs qui savent parfaitement les différentes unités paysannes fréquemment utilisées et leur correspondance en unité standard internationale.

Ensuite, **la vérification**, par le pesage des produits et par le recoupement des différentes sources, donne l'équivalence entre les unités paysannes et celles internationales.

Le contrôle manuel sur terrain

Après chaque enquête, les questionnaires remplis sont réceptionnés par le superviseur. Ce dernier convertit les unités paysannes en unité standard. Il contrôle si:

- le questionnaire est bien rempli, sans aucune omission;
- les réponses figurent parmi les modalités prescrites dans le questionnaire, sinon la modalité autre (cf. questionnaire) est renseignée.
- les réponses entre les différentes questions sont logiques et cohérentes.

Si une de ces conditions n'est pas remplie, l'enquêteur retourne chez le ménage et interroge de nouveau l'informateur.

Le contrôle informatique

Dès la saisie des données sur le matériel informatique, le processus de contrôle commence. Le logiciel de saisie est programmé de telle sorte qu'il distingue les variables numériques (quantitatives) et les variables en caractères (qualitatives); il délimite les chiffres saisissables par la longueur de champ; il signale les erreurs telles que les omissions ou les réponses hors code.

Mais les erreurs peuvent provenir également des opérateurs de saisie. D'où la double saisie qui est destinée à minimiser les erreurs de saisie.

Les données sont ensuite passées sous un test de cohérence. Ce test contrôle la logique des réponses entre les données. Il détecte les valeurs aberrantes. Ce contrôle informatique débouche sur la correction des données en vue d'obtention des données apurées.

Procédures d'analyse

L'ORM procède à deux sortes d'analyses, selon le public visé.

D'abord une synthèse des résultats destinés au grand public, l'analyse se fait en deux parties. Une analyse statique, c'est à dire une photographie en un instant donné, sur la zone donne les résultats très variés des thèmes traités. Il donne également un aperçu sur les thèmes spécifiques. Cette dernière rend la publication moins monotone.(ex96: riz; ex97: genre).

Le suivi des indicateurs économiques nécessite également une analyse dynamique. Les prix, les quantités produites et autoconsommées, la main-d'oeuvre, le salaire, la mobilité, la croissance naturelle de la population, les filières vanille, café et riz, l'élevage sont des thèmes suivis d'une année sur l'autre.

Étude sur une problématique particulière

D'autres études plus approfondies, axées sur les grandes questions du moment ou sur des branches importantes de l'économie, sont produites. La méthode d'analyse diffère selon la discipline qui traite le sujet.

Les économistes ont tendance à partir des données macro-économiques. Ils analysent les tendances au niveau national depuis quelques années en les expliquant avec la politique économique adoptée. Ils mobilisent les données officielles de différents ministères. Puis, l'analyse descend au niveau micro-économique en mettant en relief l'impact des politiques économiques sur les ménages ruraux. Les données de l'ORM sont des sources précieuses pour cette analyse. On passe donc d'une analyse macro-économique à l'analyse micro-économique, l'outil change mais reste dans le jargon de l'économie standard conventionnelle. Schématiquement, il s'agit d'une investigation plus loin avec une jumelle, puis une vérification ou un suivi plus près avec une loupe. Le mérite de l'analyse est qu'elle offre des réflexions ou des suggestions sur la conduite de la politique macro-économique.

L'analyse historique reste au niveau de la politique macro-économique. Les autres outils d'analyse tels que l'anthropologie économique, l'économie de l'organisation sont complètement évacués au profit des outils statistiques, mathématiques de l'économie conventionnelle.

Mais cette approche est justifiée dans le but d'attirer l'attention des décideurs macro-économistes. L'environnement économique à Madagascar montre la prédominance de l'approche libérale orthodoxe, transmise par les bailleurs de fonds traditionnels. La littérature scientifique nous montre qu'il faut bien partir du général, du connu pour aller vers les spécifiques et les moins connus. Les économistes de l'ORM répondent à cette demande. Tels sont les travaux sur la vanille (Razafindrakoto, 1996), sur le riz (Roubaud, 1997).

Les géographes, par contre, ont tendance à commencer l'analyse à partir de l'histoire de la zone étudiée. Cette approche historique apporte des explications sur l'évolution dans le temps. Elle retrace les politiques économiques liées aux événements et aux faits sociaux.

“ Rappeler brièvement l'histoire de ces périmètres paraît indispensable pour comprendre les difficultés actuelles auxquelles ils ont confrontés. Les différents rédacteurs des projets d'aménagement ou de réhabilitation ont trop souvent considéré ces espaces comme des pages blanches sur lesquelles ils allaient pouvoir écrire leur version du développement et de la modernité sans se préoccuper du poids du passé.” (Droy, 1997).

Au lieu de mobiliser des données macro-économiques, l'approche exige donc une bonne dose de documentation au niveau des archives ou des bibliothèques. L'approche manipule également les données des observatoires pour prouver et signaler le revirement de l'histoire. La leçon de l'histoire conjuguée avec les faits actuels sert de matière à réflexion aux différentes hiérarchies de la décision, tels sont les travaux sur les grands périmètres (Droy, 1997), sur la riziculture (Pesneaud, 1997).

Chapitre 2- Organisation externe

L'ORM n'est pas un système fermé. Les règles internes sous forme de procédures peuvent être modifiées par l'environnement. La pérennisation de l'ORM dépend de sa flexibilité.

“L'équilibre de l'organisation est précisément ce point de jonction entre le formalisme des règles internes et la capacité d'adaptation à l'environnement” (Ménard, 1997). L'école systémique du courant fonctionnaliste distingue l'environnement général et l'environnement spécifique. L'environnement général englobe la société. L'ORM

interagit avec cet environnement avec des effets à long terme. Par contre, l'ORM a une interaction forte avec son environnement spécifique. Celui-ci comprend les ménages ruraux des observatoires, les partenaires, les bailleurs de fonds, le système de statistique agricole et les médias.

2-1- L'ORM et les ménages ruraux

Les relations avec les paysans se font directement par l'enquête. L'observatoire dans ce contexte précis n'est pas assimilable à une observation "astronomique" (Courade,1997). L'astrologue guette de loin le mouvement des astres. Il n'a pas de contact direct avec les étoiles. C'est cette relation entre observé et observateur qui risque d'introduire un biais dans la fiabilité des données. Le paysan informateur se trouve en situation d'autonomie dans la mesure où il répond librement aux questions posées. "Il est traditionnellement reconnu que les enquêtés tendent à gonfler leurs dépenses et sous-estimer leurs recettes"(Bopda, 1998). Il détient l'information recherchée. Par contre l'enquêteur a une position dépendante par sa recherche d'information. Il existe donc un rapport de force. Les paysans s'obstinent à livrer l'information d'autant plus confidentielle. Les deux solutions couramment utilisées pour lever le blocage sont soit l'utilisation du pouvoir autoritaire qu'est l'État, soit le mécanisme d'incitation par des dons. *"Par incitations, on entend l'ensemble des événements qui peuvent être manipulés par un décideur, ou une classe de décideurs, de manière à modifier les actes ou les conséquences des actes choisis par les autres agents"* (Ménard,1997).

Les deux solutions ne sont pas adéquates. L'introduction du pouvoir autoritaire est contraignante, traumatisante donc elle favorise la rétention d'information. L'exemple couramment utilisé est la fausse déclaration de

nombre de têtes de zébus possédées pour échapper à la fiscalité. La seconde méthode apprend aux paysans de mauvaises habitudes. Même pour les devoirs purement civiques, comme les élections, les paysans attendent des contre parties. L'ORM, dans le souci d'obtenir des données de qualité, adopte au préalable la méthode de "socialisation", en d'autres termes du "tacite vers le tacite" (Baumard, 1996). Il s'agit d'une connaissance transmise par des gestes, par "des signes venant des cultures énigmatiques" (Couty, 1996). Les enquêteurs ne font pas d'enquête pendant deux ou trois jours, ils participent aux activités quotidiennes des villageois "*même si les cultures sont différentes*" (Couty, 1996). C'est ce qu'on appelle "la phase d'intégration". Bien que ces deux ou trois jours ne suffisent pas pour obtenir la confiance des paysans, ils améliorent la communication. Si les paysans acceptent de recevoir les enquêteurs, de s'asseoir sur la même natte, de manger ensemble, de partager leur histoire de vie, la fiabilité des données à la source est alors assurée.

Sur le plan logistique, sur la connaissance du milieu, sur l'aide aux choix du questionnaire, l'appui des partenaires locaux est indispensable. Par contre, leur présence sur le terrain n'est pas toujours souhaitable. Les paysans exclus et les paysans déçus des projets menés par le partenaire de l'ORM refusent de répondre à l'enquête.

Le discours d'administration des questionnaires auprès des paysans n'est pas évidente. La semi-vérité ou la vérité limitée semble la plus simple. Elle n'entrave pas la confiance. Il suffit de placer le discours dans le cadre de l'orientation actuelle, c'est-à-dire la participation et l'auto-prise en charge. "Madio a été créée pour recueillir les informations provenant directement des paysans." (Discours Madio à Antsirabe). La première année, la

méfiance s'installe, mais d'une année à l'autre avec la restitution des résultats, les paysans ont pu vérifier la sincérité du discours.

L'ORM, comme nous l'avons vu, revisite le village chaque année à la même période que l'année précédente. Le problème de fidélisation se pose, étant donné que les enquêteurs sont recrutés chaque année d'une manière temporaire. La grande énigme pour les paysans est de connaître la finalité de ces enquêtes. Une restitution de résultats au village a permis d'une part d'expliquer aux paysans la confidentialité de l'enquête par des résultats globaux, d'autre part de conscientiser les paysans à leurs problèmes. Dans ce cadre, l'ORM joue son rôle de coordination de comportement. A Mazoto, site de l'observatoire d'Antsirabe, la monographie du 1995 a montré un taux faible de scolarisation dû essentiellement à l'éloignement (2 km à pied en longeant la route nationale) ou à l'absence de l'école. Après la restitution des résultats en 1996, sous forme d'exposé suivi de distribution des résumés sur papier, les parents d'élèves ont organisé des fêtes pour réunir la somme nécessaire à la construction d'une école et à l'embauche d'un instituteur. Dans le Fokontany de Vinany, le maire d'Ankazomiriotra a assisté à la restitution des résultats en 1996 dans le village de Vinany. En s'appuyant sur les chiffres avancés par l'ORM, il a ordonné la construction d'une fosse perdue pour chaque ménage. La constatation conduit à penser que les paysans manquent d'information sur le village. Ce n'est pas vrai! Ils savent d'une manière implicite et tacite leur problème. Seulement, il leur manque la communication explicite pour déclencher des réactions collectives.

A Soanindrariny, Vinany, Mazoto, qui sont les sites des observatoires d'Antsirabe, la restitution est suivie de débats. Les réactions sont diverses, allant des critiques de résultats aux demandes sur la source de financement du projet. Par contre la réaction est forte et défensive quand il s'agit de comparaison entre les villages.

2-2-L'ORM et le système de la statistique nationale agricole

La construction de masque de saisie, la saisie des données sont confiées à l'INSTAT. Une collaboration étroite lie donc l'Instat et le projet Madio.

Malgré son handicap sur la représentativité au niveau national, Madio, par le biais de son sommet hiérarchique, a su lancer un débat théorique sur le rendement rizicole (Roubaud, 1997).

La carence des informations économiques est due très souvent à l'insuffisance des exploitations et des interprétations des données existantes. Les contraintes matérielles et financières, l'inaccessibilité aux données, l'insuffisance de cadres de hauts niveaux empêchent la mise en valeur des données. La dépréciation temporelle des données rend l'analyse désuète. La création de l'ORM est en partie justifiée par l'absence d'informations récentes sur la statistique agricole.

En effet, le service de la statistique agricole a été instauré en 1968 dans le cadre du projet FAO. A partir de 1969, le ministère de l'Agriculture effectue des enquêtes par sondage annuelles sur les exploitations agricoles. Les résultats sont publiés sous forme d'annuaire. En 1993, l'enquête a été suspendue faute de moyens financiers.

Le Recensement National Agricole (RNA) a été réalisé en 1984. Depuis, les informations sur la statistique agricole sont partielles. De 1990 à 1993, par exemple, le SMTIS et le Ministère de la Production agricole et de la Réforme Agraire (MPARA), par le biais de financement de la FAO et du PNUD ont mis en place le Système Permanent de la Statistique Agricole .

Malheureusement, ce projet s'est arrêté faute de moyens humains et financiers .

L'ORM participe aux différents ateliers de réflexion en milieu rural. Il a participé à l'atelier national sur l'état des lieux de la filière riz à Mantasoa, organisé par le ministère de l'Agriculture. Il participe aux séminaires sur la formation des prix des intrants agricoles organisés par l'IFPRI, a participé à l'atelier national sur les statistiques agricoles. Les différents documents (rapport national sur le développement humain..) y font référence.

2-3- L'ORM, l'ONG et les bailleurs de fonds

L'ORM, comme nous l'avons vu plus haut, collabore étroitement avec les opérateurs privés. Chaque ONG travaillant dans les zones étudiées a eu un accord gouvernemental et bénéficie des financements dans le cadre de la politique de coopération bilatérale.

Cet environnement spécifique exerce une influence, un effet de rétroaction assez fort sur l'ORM. L'ONG, dans sa recherche de financement, a besoin de justifier son projet de développement. L'enquête sert à la fois comme diagnostic de l'impact du projet en cours sur les ménages ruraux et comme justificatif des projets à venir. La demande existe. Les bailleurs de fonds tels que le FED et la Coopération française sont de plus en plus intéressés par l'ORM.

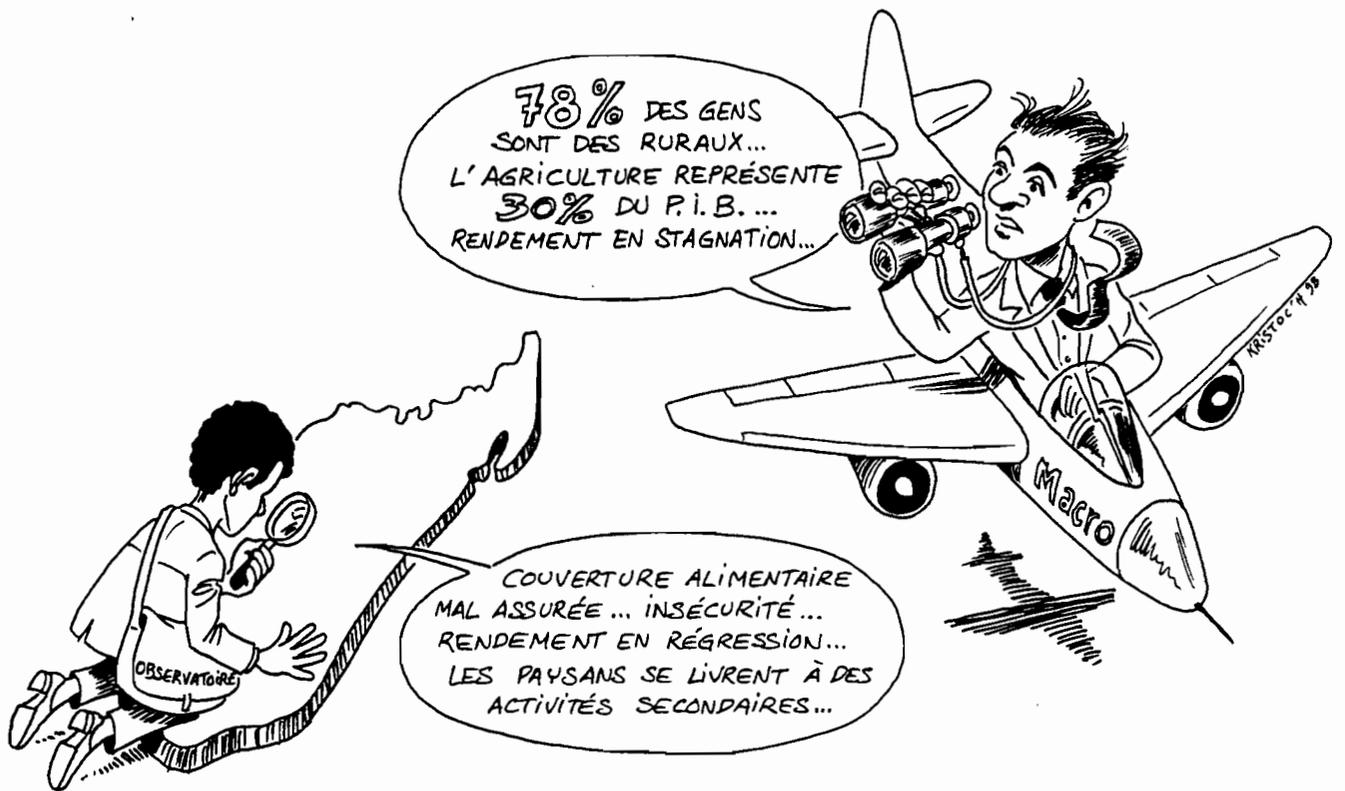
2-4- L'ORM et les médias

L'ORM bénéficie également du dynamisme de l'équipe Madio. La communication est au coeur de cette organisation.

Les résultats sont d'abord présentés en salle de conférence. Ils sont mis à la disposition du public par des ventes permettant en partie de couvrir les coûts. Il s'agit donc du lancement d'un produit d'information, d'un test du produit en vue d'analyser la possibilité de pérennisation du projet. Jusqu'à maintenant, le public a répondu positivement malgré la faiblesse du pouvoir d'achat de la population.

L'ORM participe également à des émissions radiophoniques ponctuelles. Enfin, les résultats alimentent les articles des journaux quotidiens. Cette communication ne s'arrête pas à la frontière nationale. Elle est communiquée également dans des éditions françaises (Autrepart,...).

Et enfin, en 1996, "la revue économique de Madagascar" a été relancée à l'initiative du projet Madio, de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) et de l'INSTAT. "L'objectif est double: satisfaire la demande et inciter l'offre d'analyses économiques"(Roubaud, 1997). L'ORM a participé au numéro 2 de cette publication intitulée "Agriculture: enjeux et contraintes de la libéralisation".



TROISIEME PARTIE

LA RÉORGANISATION DE L'ORM

Malgré la cohérence, la flexibilité, et l'adaptabilité de l'ORM à l'environnement changeant, les choix effectués et les procédures adoptées ne sont pas optimaux, mais suffisants (Simon,1983).

Chapitre 1- Les forces de l'ORM

Les forces de l'observatoire se manifestent sur trois points essentiels en ce qu'ils répondent aux besoins d'information.

1-1- Analyse de la dynamique et orientation de la politique

Le suivi de l'impact des mesures économiques sur les conditions de vie des ménages ruraux permet d'informer principalement les décideurs de l'efficacité de leur décision. Très souvent, l'appréciation de la politique économique se fait au niveau des agrégats économiques. L'efficacité des réformes se mesure par l'accroissement des agrégats, sans tenir compte des conséquences au niveau des unités micro-économiques, plus exactement au niveau des ménages. L'ORM offre un moyen de les mesurer par une étude de la dynamique, c'est-à-dire de l'évolution avant et après les réformes.

L'exemple concret de la filière vanille montre que les comportements des ménages ruraux ne se résument pas uniquement à la réaction vis à vis des signaux émis par le marché.

Pourquoi la vanille?

“Il commence des intimités solitaires avec le problème, par des petits bouts pris ci-et-là et qui semblent offrir des indices de quelque chose de cachée. On regarde les fragments de quelque chose d’inconnu, cependant cohérent. Cette tentative de vision doit se transformer en une obsession personnelle, car un problème qui ne nous inquiète pas, n’est pas un problème” (Polanyi,1969).

La plupart de ceux qui ont travaillé sur la filière vanille avancent toujours que les paysans adoptent une stratégie de repli sur le vivrier en cas de crise. Bousculons cet immobilisme théorique, la mission de l’ORM est justement de repérer les changements.

Les réformes de la politique fiscale sur la filière vanille décidées dans la loi de finance 1996 ont donné une bouffée d’oxygène à la commercialisation de ce produit traditionnel d’exportation. Les paysans ont-ils bénéficié de ce souffle? Ont-ils répondu positivement aux signaux des prix? Quelles stratégies ont-ils adoptées depuis la crise?

Tableau 2- Quelques indicateurs relatifs aux revenus sur les ménages producteurs de vanille

	1995	Variation%	1996	Variation %	1997	Variation %
<u>Quantité produite (Kg) V</u>						
-verte	11799	+100	15991	+35	25133	+57
<u>Ventes (kg)</u>						
- verte	10425	+100	11311	+8	19513	+87
- préparée	253	+100	1255	+396	674	+166
<u>Prix moyen/kg</u>						
verte	9682	100	4691	-51	5680	-39
préparée	42608	100	18213	-57	19170	-55
<u>Répartition de revenu en%</u>						
Pas de revenu		22,3		7,1		5,1
<100 000 Fmg		27,3		45,5		22,3
100 001 à 300 000 Fmg		26,8		33,8		35,5
> 300 001 Fmg		23,6		13,6		37,1
<u>Revenu monétaire total:</u>						
	1191	100	987	-17	1094	-8
part de la vanille en%	27	100	20	-39,3	24,7	-16
Part du café en %	17	100	16	-51,6	14,4	-25
Activités secondaires en %	35	100	53	+25,9	49,2	+29,5
Autres (riz, lait, vivrier..) e%	21	100	11	-32,2	11,7	-48,7
<u>Dépenses en PPN</u>						
	non enregistrée		247	100	692	+180

source: Observatoires Ruraux 1995-1996-1997, calculs MADIO; panel de ménages enquêtés en 1995, 1996 et 1997. La répartition du revenu est donné en pourcentage des ménages producteurs . Le revenu monétaire total et les dépenses de PPN sont , des moyennes calculées sur le panel des ménages, évaluées en millier de francs .

La quantité de vanille verte produite a plus que doublée de 1995 à 1997. Durant ces 3 dernières années, aucun incident climatique n'est advenu.

Évidemment, il n'y a pas eu non plus de changements dans les techniques culturales.

L'accroissement rapide de la production de vanille, en partant d'une vision formaliste des économistes, est une réponse à l'amélioration des prix mondiaux des produits traditionnels d'exportation ou à leurs possibilités d'écoulement.

L'information en milieu rural est supposée fluide, ce qu'elle est d'ailleurs, surtout dans un contexte de risque collectif. Les différents protagonistes dans cette filière de produits de rente essaient de protéger le système. C'est tout à fait logique! Chacun y trouve son intérêt. L'information, sans être parfaite, circule des exportateurs aux producteurs via les commerçants du village.

En théorie économique conventionnelle, les prix déterminent les comportements des producteurs. Si une hausse de prix se manifeste, comme c'est le cas entre 1996 et 1997, les paysans entretiennent leur vanille ou reprennent les champs abandonnés. Cette vision est très restrictive. Elle n'explique pas pour autant l'évolution rapide de la production. De plus, par rapport à 1995, les prix de la vanille de 1997 affichent un manque à gagner de 39%.

Aussi l'accroissement de la production de la vanille requiert-il d'autres explications que la réponse à l'évolution des prix.

Les plantations de vanille des jeunes producteurs, soit qu'elles atteignent l'âge de productivité maximale, soit qu'elles ont donné leur première récolte, ont des rendements plus élevés, avec des gousses assez longues (Razafindrakoto, 1996). En effet la proportion des ménages producteurs de vanille n'ayant pas perçu de revenu faute de récolte de 1995 à 1997 a marqué une diminution. Elle est passée de 22,5% en 1995 à 5,1% en 1997.

La part de la production vendue dépend, sans doute, de la trésorerie des collecteurs ou des commerçants du village, donc de la possibilité de préfinancement des exportateurs, plutôt que de la sensibilité des paysans à l'évolution positive des prix.

Pour les producteurs, la meilleure stratégie est de continuer à produire et d'écouler au maximum leur production de vanille, de même pour le café, en vue de satisfaire les besoins financiers.

Les producteurs veillent à ce que leur revenu monétaire soit stable d'une année à l'autre. La régression du revenu total, malgré la forte baisse du revenu inhérent aux prix des produits traditionnels d'exportation, est faible de 17% entre 1995 et 1996, et de 8% entre 1995 et 1997.

La structure de revenus et le taux de variations de chaque poste d'une année à l'autre montrent la stratégie des ménages. Entre 1995 et 1996, les revenus de la vanille et du café sont fortement réduits. Pour combler le déficit, les paysans ont recours à des activités secondaires, en particulier l'artisanat (tissage) et le petit commerce (gargote...). Les produits sont destinés à la vente sur le marché inter-villageois. En période normale, sans fluctuation brusque des prix, le revenu issu du salariat agricole constitue la moitié du revenu des activités secondaires. Les riches minoritaires ont la possibilité de mieux rémunérer la main-d'oeuvre. En période de crise, cas de 1996, l'insuffisance monétaire affecte le village et entraîne la réduction du total de revenu provenant du salariat agricole (Rasolofo-Jaonarison, 1997). Les temps consacrés aux cultures vivrières sont réduits au profit des activités secondaires. Il ne s'agit donc pas d'un repli sur le vivrier, mais plutôt d'une recherche de compensation au niveau des activités secondaires non agricoles. L'ajustement se fait au niveau des dépenses de PPN (Produits de Première Nécessité). En 1996, les paysans se sont serrés la ceinture. Cet acte retombe sur la qualité nutritionnelle des aliments des membres de ménages, sachant

que les dépenses de PPN sont essentiellement alimentaires (sel, sucre, huile, produits vivriers, etc.).

Grâce aux réformes, l'amélioration des prix entraîne l'évolution de revenu des ménages. Plus de la moitié des ménages touchent plus de 100.000 Fmg, alors qu'en 1996, près de la moitié ont un revenu inférieur à 100.000 Fmg. Entre 1996 et 1997, on observe l'accroissement de 180% des dépenses de PPN, période considérée comme une sortie de crise pour la filière vanille.

Bref, l'impact de réformes des taxes à l'exportation de produits traditionnels, notamment la vanille, se répercute positivement sur le revenu des ménages producteurs. Par contre, l'augmentation de la production ne peut pas être attribuée aux réformes. Pour se prémunir contre un éventuel retour de crise, les producteurs continuent à diversifier leur activité, en se livrant aux activités secondaires.

1-2- L'ORM considère les aspects qualitatifs

Le défaut de la statistique nationale se manifeste par l'insuffisance des données qualitatives. Conçu pour fournir des données macro-économiques, la statistique officielle ne donne que des agrégats, résultats d'addition des données quantitatives sur une période. Faute d'enquêtes à passage répété, ces résultats sont instantanés et la comparaison n'est possible qu'après cinq ans où un nouveau recensement peut être réalisé. Les données quantitatives obtenues montrent donc des tendances à long terme. Il y a un effet de lissage. Ce qui fait qu'elles ne donnent pas des explications sur des faits réels intervenus dans la courte période. Mais l'handicap majeur de la statistique officielle est qu'elle ne véhicule pas l'aspiration, la perception ou

le désir de la population. Or, la mutation survenue actuelle insiste sur la démocratie, l'approche participative dans la conduite du développement.

L'ORM devient un complément utile de la statistique nationale en introduisant dans le questionnaire des aspects qualitatifs relatifs à l'opinion des paysans. Ces questions touchent divers domaines. Elles concernent, par exemple, l'avis des paysans sur les conséquences de la politique appliquée, sur les problèmes et les perspectives. En 1995, les questions portent sur les conséquences du flottement du franc malgache, les difficultés dans les conditions de vie, les problèmes rencontrés dans l'agriculture et l'élevage. Il en ressort que *“le flottement n'est pas dans l'ensemble perçu comme un facteur favorable à l'amélioration de l'agriculture. Et ce d'autant plus qu'il ne semble pas avoir eu d'effet incitatif sur les volumes écoulés”* (Madio, 1996)

En 1996, les questions portent sur la possibilité de la diversification alimentaire, la connaissance du SRI (Système Rizicole Intensif), sur les facteurs qui limitent les rendements rizicoles. *“Les difficultés de maîtrise de l'eau sont le principal obstacle à l'amélioration de la riziculture pour les ménages d'Antalaha et d'Antsirabe”*

Les opinions paysannes, les réactions, les expressions sont codifiées, figées dans le questionnaire. Elles deviennent des qualitatifs quantifiés. Elles permettent aux différents acteurs, intervenants sur le milieu, de connaître les réactions des ménages à telle ou telle mesure appliquée, les désirs des paysans dans le court et le long terme.

1-3- L'ORM adapté à son environnement

L'ORM, pour le moment, maîtrise bien l'instrument utilisé et son environnement immédiat. D'une année à l'autre, l'enquête se renouvelle

sans aucun incident grave. La demande d'extension des observatoires marque le succès de l'ORM.

Accompagnement du projet de développement:

Souvent, le démantèlement d'un projet se fait par arrêt de financement. L'ORM ne rencontre pas ce problème en raison de sa crédibilité au niveau des bailleurs de fonds. En effet, en l'absence de source d'information au niveau des micro-zones, les initiateurs de projets de développement font appel aux outils de l'ORM. L'ORM leur offre des informations sur le village, les ménages, sur des thèmes variés et avec des aspects à la fois quantitatifs et qualitatifs. Les besoins de la population apparaissent à travers ces enquêtes. Comme, l'enquête se répète tous les ans, ils trouvent ainsi le moyen de suivi de l'impact de leur activité, et évidemment de réajuster leurs actions au fur et à mesure, et dans une période assez courte selon les signaux émis par les résultats de l'enquête.

Une bonne entente avec les paysans

Un des critères d'arrêt de l'enquête est la mésentente avec la population. L'ORM a su jusqu'à maintenant maîtriser les rumeurs au niveau des villages. Aucun incident grave ne s'est produit durant les enquêtes sur le terrain. Les enquêteurs recrutés au niveau de la région ont montré leur efficacité. La facilité de communication est un atout entre l'ORM et les paysans. L'échange de discours, le respect des coutumes locales par les enquêteurs, la participation aux tâches quotidiennes des ménages ruraux sont autant de signes de confiance qui jouent au niveau de la fiabilité des résultats.

Pertinence, permanence et rapidité des résultats

“Pertinence, permanence, rapidité” sont les trois facteurs de l’efficacité interne de l’organisation.

La pertinence montre que la méthode d’enquête utilisée est adéquate, correspond aux objectifs recherchés. Loin d’être parfaite, la méthode d’enquête actuelle donne des résultats satisfaisants. Pour les objectifs de suivi des indicateurs économiques, par exemple en 1996, les indicateurs sont plutôt négatifs. Les résultats ont évoqués *“Une année noire pour la vanille, une sécurité alimentaire parfois difficilement assurée, des revenus et des consommations avec des chiffres inquiétants”* (Madio, 1997).

La permanence intègre la dimension temporelle, c’est à dire l’enquête à passage répété. Cette répétition nécessite donc le maintien de la structure technique, d’où la pérennisation des observatoires ruraux. Durant les trois années successives, l’ORM a produit des résultats régulièrement.

Et enfin, la rapidité implique la mise à la disposition des informations structurées aux demandeurs d’information dans un délai court et au moment opportun. Si l’enquête se déroule au second trimestre (à partir du mois de juillet jusqu’au mois de novembre, voir annexe) de l’année en cours, les résultats sont livrés à la fin du premier trimestre de l’année suivante.

Chapitre 2- Les Faiblesses de l’ORM

Malgré le succès de l’ORM, dans son rôle de coordination des comportements, les lacunes persistent. Elles sont de deux ordres: d’abord méthodologiques, ensuite organisationnelles.

2-1- les problèmes des questions et du questionnaire

La couverture de l'enquête - ménage de l'ORM.

THÈMES								
Niveau d'enquête	Source	Démographie Activité Migration	Exploitation agricole	Sécurité alimentaire	Budget ménage	Prix	Elevage	Problèmes et perspectives
Petite région	<ul style="list-style-type: none"> • Résidents collectivités • Fonctionnaires • Anciens • Pasteur / Prêtre 	■	■	■	■	×	■	⊗
Hameaux villages	<ul style="list-style-type: none"> • Chefs • Président de fokontany • Groupe villageois 	×	×	×	×	×	×	⊗
Ménage	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de ménage 	×	×	×	×	×	×	×
Terrain Echelle parcellaire	<ul style="list-style-type: none"> • Observatoire parcelle • Exploitant 	■	×	×	■	×	■	×
Individu du ménage	<ul style="list-style-type: none"> • Chef de ménage 	×	×	×	×	■	■	⊗

× = fait

⊗ = à approfondir

■ = manque

Dès qu'on parle des questions et du questionnaire, on se réfère à la conception, c'est à dire des constructions théoriques, des hypothèses à vérifier, des modèles. Une problématique assez générale ou module soutend plusieurs questions. Les réponses possibles figurent au bas de chaque question. Polanyi (1966) écrit "*chercher la solution d'un problème est une absurdité; car si vous ne savez pas vraiment ce que vous cherchez, vous ne trouverez rien*".

Le choix des questions est difficile à opérer. La société rurale est un système complexe, enchevêtrée de signes ambigus, souvent "*intelligibles*" pour reprendre le terme de Couty. Le fait de choisir exclut la réalité. Si on n'étudie que la commercialisation du riz, on peut avancer des chiffres, des quantités, des mesures. Mais ces chiffres n'ont pas de sens s'ils ne sont pas reliés ou croisés avec d'autres faits. Le questionnaire déforme la réalité, les résultats obtenus correspondant selon le terme de Berry (1983), à "une réalité cachée par les mesures". Couty ajoute "les constructions systémiques forcent les chercheurs à ne pas voir ce qu'ils n'attendent pas, leurs recherches étant orientées par les cadres préformés des systèmes analyseurs".

L'idéal est de pouvoir tout prendre en compte. Une réalité dans un questionnaire qui ne soit pas construite ou organisée. Mais, c'est de l'utopie. L'ORM essaie de minimiser la déformation de la réalité en voulant effectivement tout prendre en compte, ce qui explique la diversité des modules dans le questionnaire. L'équipe également est multidisciplinaire. Malheureusement, les contraintes financières liées au coût d'impression, à la disponibilité temporelle des informateurs (plus le questionnaire est lourd,

plus la réponse est moins fiable à cause des fatigues de l'enquêteur et de l'informateur) obligent à opérer un tri parmi les thèmes à étudier.

“Dès le moment où nous avons choisi certaines observations parmi le nombre infini de celles qui étaient possibles, nous nous sommes déjà formé un point de vue et ce point de vue lui-même est une théorie pour aussi grossière qu'elle soit” (Blaug, 1982).

Comme tout commencement, les observatoires font un état des lieux de type monographie socio-économique : *“il s'agit de l'étude exhaustive d'une unité économique concrète constituée par un cadre géographique (région, île, bassin fluvial, plaine, massif montagneux), par un cadre humain ou social (une population, une ethnie, une catégorie sociale), le cadre d'un phénomène (migration, innovation, commercialisation), celui d'un produit ou d'un groupe de produits”* (Robineau, 1992).

Le succès des résultats suscite des demandes émanant des diverses institutions, État, bailleurs de fonds et organismes non gouvernementaux. Un compromis recherché entre l'objectif initial de suivi, c'est-à-dire que l'espace observé et le contenu du questionnaire sont supposés inchangés d'une année sur l'autre, et les demandes nouvelles, conduit à effectuer un zoom thématique.

La conception du questionnaire en partant d'une approche plus globale, en respectant l'objectif de suivi ou de la dynamique, introduit des nouvelles questions. Une année donnée, certains agrégats sont éclatés, décomposés, désagrégés pour répondre à la demande des utilisateurs et des lecteurs. Au niveau des questionnaires, cela se traduit par le rajout des sous-questions. L'année suivante, les sous-questions sont supprimées, en laissant la place aux sous-questions du nouveau thème. Le tableau ci-dessous en montrant le zoom thématique annuel en est une illustration.

Tableau 3 - Zoom thématique et exemple de changement de thèmes

Année	1995	1996	1997
Zoom thématique	état des lieux Monographie	sécurité alimentaire	Genre et développement
Exemple de questions nouvelles	cf. questionnaire 1995 comme base	- Le tableau foncier (F) reclassé dans le module riz - Module riz plus détaillé (R) - Module sécurité alimentaire avec précision de calendrier de soudure - Perspectives axées sur le riz. ...	- Module riz (R) réduit en un seul tableau - Composition du ménage (M): rajout de question activité domestique - Main-d'oeuvre (OM): distinction entre homme et femme.
Nombre de pages	16	19	12

Faut-il alléger le questionnaire en gardant l'essentiel ou continuer à concilier l'objectif de suivi des indicateurs et la demande des organismes divers?

Le fait de supprimer des questions réduit la réalité (année 1997). Il restreint aussi les thèmes à analyser d'où l'insuffisance des thèmes traités. Par contre, l'ajout de questions (année 1996) dans le but de mieux observer risque de gonfler rapidement le questionnaire. Il rend l'opération insoutenable et a une incidence sur la fiabilité du questionnaire. En tout état de cause, un questionnaire soutenable dure trois heures de temps théorique d'enquête et ne dépasse pas les vingt pages.

L'absence d'un cadre théorique clair au départ rend aussi plus difficile l'analyse. Chaque discipline essaie de construire son cadre face à des données disparates. Le chercheur perd son temps à la préparation des données. Dans le cas d'un questionnaire plus léger conçu pour répondre à une hypothèse théorique précise, l'efficacité de l'analyse et de la productivité

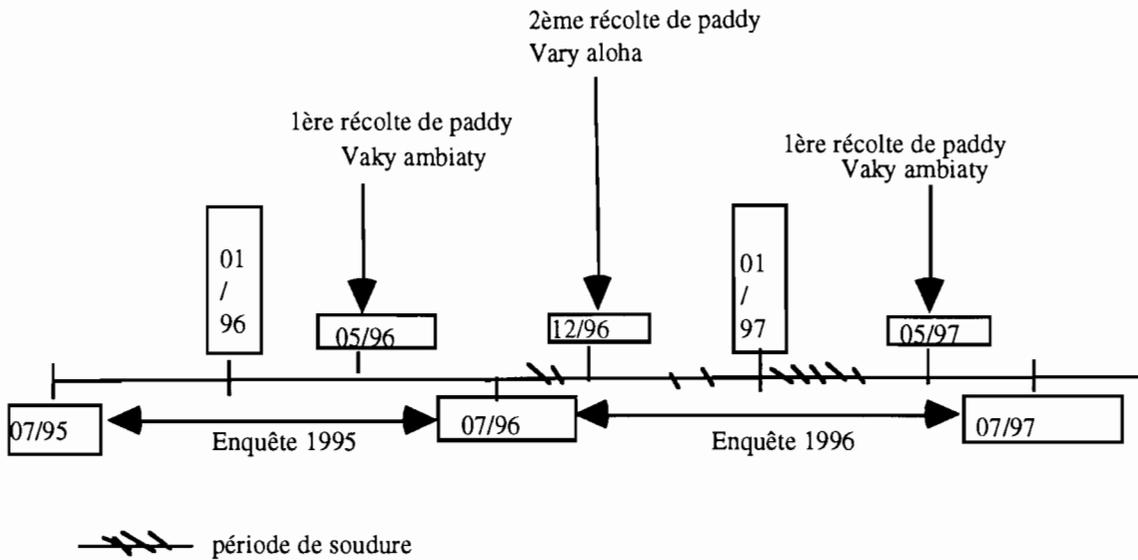
augmente. L'inconvénient est que si le questionnaire ne change pas d'une année sur l'autre, les résultats deviennent monotones et lassants.

2-2- Le problème de calendrier et du nombre de passage

Ce problème est intrinsèque à ce qu'on veut chercher, c'est à dire relatif aux questions, donc au contenu du questionnaire. "La construction d'un système global de signification" selon Couty pose le problème de la répartition en sous-ensembles du système complexe, puis de la mise en relation entre elles. Dans le cas de l'ORM, l'étalement de ces sous-ensembles dans le temps est délicat. L'enquête des observatoires ruraux est multi-objectifs. Ils s'intéressent à la fois à la sécurité alimentaire, à la production agricole, à la main-d'oeuvre, au budget, à la consommation, au revenu du ménage, etc. Les questions font référence aux douze derniers mois. C'est-à-dire entre le jour de l'enquête et le dernier passage au village. Le calendrier se mélange, s'interpénètre.

Figure 2a- Calendrier d'enquête et calendrier rizicole (récolte) à

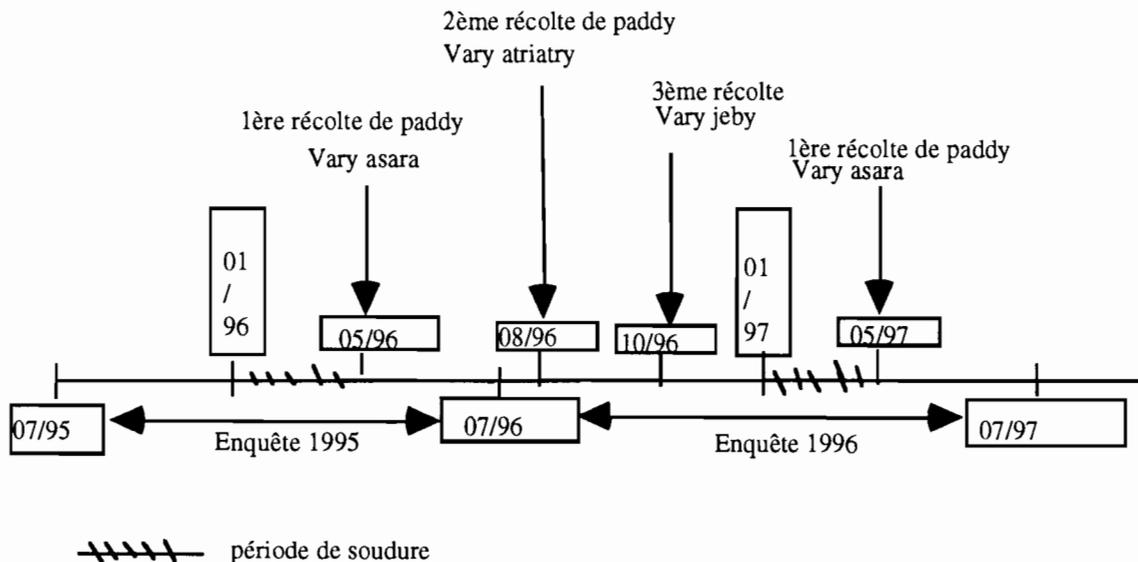
Antsirabe



source: Madio 97, observatoires ruraux 1996/1997, tableau n°21

Figure 2b- Calendrier d'enquête et calendrier rizicole (récolte) à

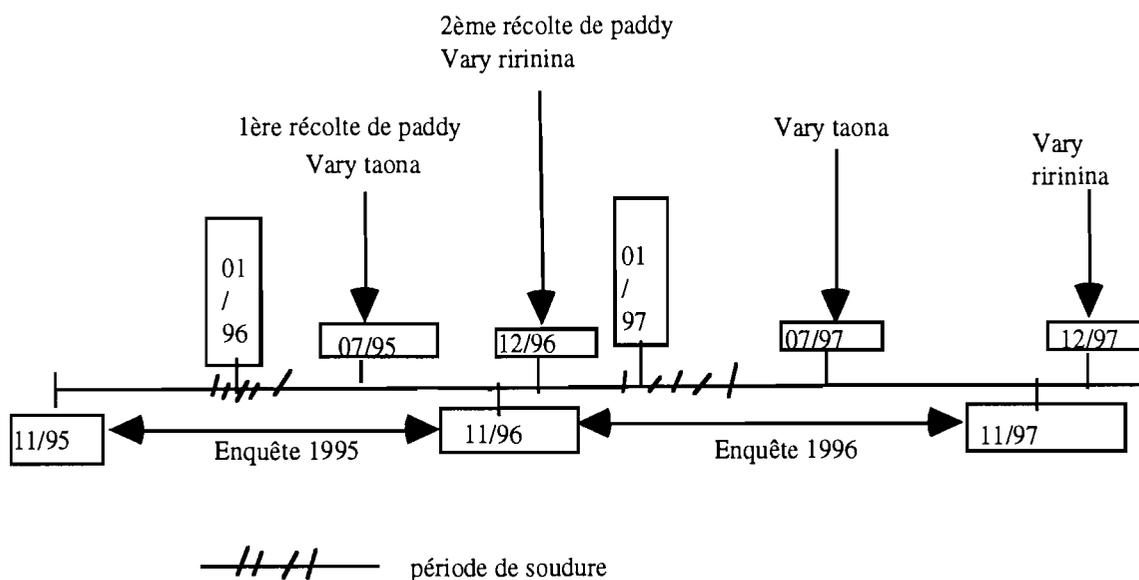
Marovoay



source: Madio 97, observatoires ruraux 1996/1997, tableau n°21

Figure 2c- Calendrier d'enquête et calendrier rizicole (récolte) à

Antalaha



A Antsirabe, l'enquête chevauche deux périodes de calendrier de récolte de paddy. Normalement au moment de l'enquête, la quantité stockée de paddy par ménage est très élevée. Il y a à peine deux mois que le village a récolté le *vary vaky ambiaty*. Or ce riz *vaky ambiaty*, souvent cultivé dans les bas-fonds ou sur les terrasses avec une certaine hauteur de la lame d'eau, est le plus important. Une grosse quantité de la production de paddy échappe donc à l'enquête de l'année. Et il faut attendre l'année prochaine pour rappeler au paysan la destination de ces produits stockés. La période de soudure s'étale du mois d'octobre au mois de décembre et concerne environ 35% des ménages de l'observatoire d'Antsirabe. Le *vary aloha* ou le riz pluvial avec un rendement faible de l'ordre de 0,5 tonne à l'hectare fait baisser cette proportion à 28,68%.

Dans la plaine de la Marovoay, il y a trois calendriers de récoltes rizicoles. Le *vary jebby* qui a le plus de poids pour la couverture alimentaire. Les *vary asara* et *atriatry* sont destinés essentiellement à la vente. La période de soudure atteint près de 43% des ménages du mois de janvier au mois de mai.

Quant à Antalaha, le *vary taona* sert essentiellement à la couverture alimentaire. Le *vary ririnina* vient en complément pour ceux qui en cultivent. La période de soudure frappe entre le mois de décembre et le premier semestre de l'année. Les paysans se livrent soit à la cueillette, soit à une activité secondaire, génératrice de revenu monétaire indispensable à l'achat de nourriture.

Ces calendriers montrent que la période d'enquête ne cadre pas avec les activités agricoles. Que faire ?

Or, la connaissance préalable de différents calendriers d'activités des paysans détermine, normalement, le nombre de passages auprès des ménages. *“On dressera donc des calendriers des différents domaines touchés par l'étude. Dans le cadre d'une enquête budget-consommation-revenus en milieu rural, il faut par exemple connaître le calendrier agricole, le calendrier nutritionnel, un calendrier commercial, un calendrier des grandes cérémonies, un calendrier des migrations, etc..., on aboutit à une périodisation du cycle global étudié, qui permet d'obtenir au mieux les données nécessaires à la réalisation des objectifs”* (Ancy, 1984).

Dans le questionnaire des observatoires ruraux, certaines dates sont recensées, tels les calendriers de la vente du paddy, les activités saisonnières des membres du ménage. Dans d'autres cas, figure la durée ou la fréquence mais sans aucune indication sur la date, par exemple, l'emprunt, la

consommation intermédiaire etc. Date, durée, fréquence sont trois termes indissociables pour établir un calendrier quelconque ou une répartition du temps. Dans la pratique, l'insertion de ces références et mesures de temps dans le questionnaire est difficile. L'un des trois pourrait suffire. Or le temps est cher pour les économistes car "c'est une ressource rare". A. Lericollais et P. Milleville (1997) rappellent que *"En matière de temps, il faut donc se référer à des durées, liées à la réalisation d'opérations sur des surfaces, et non plus seulement à des dates et à des intervalles, à la manière dont on a coutume de présenter le déroulement d'un itinéraire technique"*.

2-3- Analyse handicapée par l'absence de certaines variables

L'analyse des observatoires part souvent des données macro-économiques pour descendre au niveau micro-économique. L'analyse reste soit statique, soit dynamique. Elle ignore pour l'instant les relations existantes entre les différents ménages du village, la relation entre les individus membres de ménages.

Par exemple, le questionnaire sur la main-d'oeuvre distingue:

- la main- d'oeuvre salariée
- la main-d'oeuvre d'entraide.

Cependant, il ne nous renseigne pas sur sa provenance. Provient-elle du village même ou des villages avoisinants?

Il est pourtant important de pouvoir répondre à ces questions, puisqu'elles permettront de calculer les flux entre les villages tant du point de vue physique (nombre d'individus), que monétaire. Ainsi, ce que l'on peut reprocher à l'analyse actuelle, c'est qu'elle soit figée sur le ménage et le

village d'enquête et ne tiennent donc pas compte de la relation avec les autres villages.

Dans le questionnaire actuel, les transferts entre les individus d'un même ménage n'apparaissent pas.

Nous disposons des informations sur le nombre d'individu à la charge du chef de famille, sur les revenus apportés par chaque membre. Cependant, les transferts d'argent entre les membres sont mal connus. Le questionnaire ne nous permet donc pas de répondre aux questions suivantes: D'où viennent les transferts? qui sont les bénéficiaires? qui décide de l'allocation?

Les dépenses déclarées par le chef du ménage peuvent ne pas correspondre réellement aux dépenses effectives du ménage. De même le revenu peut être sous-estimé (oubli de certains transferts), comme c'est le cas lorsque les enfants ont des activités secondaires et ne restituent pas la totalité de leurs revenus. En effet, une partie des revenus des enfants échappe aux chefs de famille. Tel est le cas lorsque les enfants les gardent pour acheter du tabac à chiquer ou lorsqu'ils se les prêtent entre eux.

L'ORM compare donc les indicateurs, comme la couverture alimentaire, le budget du ménage, l'équipement agricole etc. entre deux périodes, mais n'explique pas les flux de biens et les flux monétaires à l'intérieur du ménage ainsi que les flux avec les autres ménages du village. Par contre, le questionnaire a tenu compte des aspects démographiques, (naissances, décès, etc.) et des flux migratoires.

En somme, l'ORM n'a pas bénéficié pleinement "*des gains méthodologiques et théoriques de la notion d'observatoires.*" (Clignet, 1998). Il est temps que les observatoires réintroduisent les variables "inter- et intra- des unités d'observations. Dans le questionnaire où il y a des

transferts possibles, il faut demander: qui les a envoyés, qui les a reçus, et qui décide de l'envoi ou de leur utilisation, et pour quelles dépenses. La connaissance de l'acheminement des flux éclaire normalement certains comportements de ménages.

Au niveau de l'établissement d'une typologie du ménage, notamment sur l'établissement de la classe sociale ou de la couche sociale, le croisement entre plusieurs variables risque de ne pas donner de réponses significatives. Entre les paysans et les commerçants, la distinction est facile. Par contre entre les paysans eux-mêmes la distinction n'est pas toujours évidente. Il est alors préférable de faire une enquête qualitative sur cette notion. Celle-ci consisterait à demander aux paysans les critères permettant de distinguer les classes sociales en milieu rural, puis de se situer par rapport à celles-ci.

2-4- Le succès menace l'organisation

Le succès de l'ORM se manifeste par la régularité et "la cohérence interne" des résultats (Roubaud, ORM 1997). La prolifération des observatoires dans le pays constitue un indicateur de réussite. En 1995, lors de la première installation des observatoires ruraux, ils étaient quatre. En 1996, le nombre des observatoires a doublé. L'ORM devient un producteur de méthodologie. Les commanditaires, c'est-à-dire les bailleurs de fonds, associés aux Organisations Non Gouvernementales expriment leurs besoins. L'ORM, sans être le maître d'oeuvre, appuie la faisabilité technique et méthodologique de l'enquête.

Les prestations, sous forme de transferts de connaissance, lient les différentes entités organisationnelles. L'ORM, comme nous l'avons démontré plus haut, est efficace, mais il risque, à cette allure de croissance

rapide, de creuser sa tombe. *“La firme “mûre” génère ses propres facteurs de déclin”* (Ménard, 1997). La disparition de l'organisation se fait d'ailleurs par démembrement, absorption ou fusion. Il est vrai que les observatoires ruraux n'ont pas une vocation initiale à durer. L'ORM s'inscrit dans un projet de coopération. Donc, il est tout à fait normal qu'il disparaisse après l'échéance fixée.

Le problème est de toute autre nature. Est-ce que les organisations qui vont reprendre l'instrument sauront le manipuler? Comme elles sont nombreuses, le problème de coordination se posera également. Que restera-t-il des objectifs initiaux?

Le succès actuel de l'ORM repose d'abord sur sa structure interne, de par son insertion au sein de Madio. La motivation du personnel et son adhésion aux objectifs, grâce à des règles et des mécanismes incitatifs, jouent un rôle important dans cette réussite.

Le dynamisme actuel impulsé par les demandes externes à l'organisation risque de bousculer l'ordre établi. Au niveau de la structure interne, la tâche devient plus lourde en raison de l'absence temporaire de certains agents. Au moins un agent répond à la demande externe de transfert de technologie. L'apprentissage se fait, soit par participation aux différentes procédures donc par observation et imitation, c'est le cas des superviseurs des observatoires du Sud, soit par une explication sous forme de cours théorique. La combinaison de ces deux méthodes est la plus efficace. Sans entrer dans une science cognitive de l'apprentissage et de l'instruction (Glaser, 1990), ce transfert nécessite du temps.

L'ORM bénéficie des matériels informatiques avec des logiciels spécifiques aux études statistiques et économétriques. Ces logiciels coûtent chers et sont sous-licence. L'accès à ces matériels, pour les autres organisations, est déjà difficile. Viennent ensuite les ressources humaines

rare, universitaire ou ingénieur statisticien économiste qui sachent les utiliser. A la limite, ces organisations peuvent se procurer d'autres logiciels statistiques sur le marché (TSP, STATISTIKA, ...).

L'analyse des résultats nécessite des cadres de haut niveau, capables de mobiliser les outils d'analyse théorique.

L'installation des observatoires ne s'improvise pas. Des règles, des hiérarchies, des méthodes s'organisent, d'une manière implicite ou explicite.

Chapitre 3- Proposition d'amélioration

3-1- La reconstitution du calendrier

Changer le calendrier d'enquête risque de perturber et le fonctionnement des observatoires et le suivi des indicateurs. Avoir une connaissance exhaustive des calendriers d'activités des paysans est indispensable. Par contre, cette connaissance doit être acquise par l'enquête elle-même et non en dehors d'elle. L'introduction du "temps" dans différents modules du questionnaire est une solution à l'insuffisance des thèmes traités. Il ouvre des nouveaux terrains de recherche, notamment l'analyse inter-temporelle d'anticipation des ménages sur le revenu futur, les stratégies des paysans. Sans oublier que ce temps se modifie et évolue. Le temps, de moyen de suivi, devient objet d'observation. En outre, il permet de bien cadrer l'enquête ponctuelle sur des thèmes spécifiques ou "zoom thématique". Le passage sur les observatoires, en vue d'une enquête spécifique, doit coïncider avec l'apparition des phénomènes étudiés d'où la nécessaire compatibilité avec le calendrier rural.

3-2- Enregistrer les données visuelles

Les données verbales obtenues par les enquêteurs ne suffisent pas. Lors de l'enquête, les non dits sont nombreux parce qu'ils ont un caractère implicite pour les paysans. Il y a aussi des phénomènes nouveaux qui ne sont pas figurés dans le questionnaire pourtant visibles sur le terrain. Par exemple, en 1996 certaines collectivités décentralisées ont expérimenté la perception des taxes sur les produits agricoles commercialisés au niveau de leur village. Elles ont alors construit des barrages économiques sur les routes nationales. Les collecteurs de produits locaux sont les plus visés. L'anarchie et l'absence de coordination fait que, entre la route reliant Antsirabe Ankazomiriotra, il y a au moins trois barrages. Les barrages ont réduit le nombre des collecteurs. L'impact était grave sur les paysans car les prix du manioc aux producteurs ont baissé de moitié.

Dans ces conditions, il est important de "noter tout ce qui se bouge" sur le terrain pour pouvoir analyser la liaison avec des données précodées.

3-3- Autres propositions

Nécessité d'une coordination entre les différents observatoires

Les nouveaux observatoires gérés par les projets de développement risquent de modifier la méthodologie d'enquête, puisqu'ils ont chacun des thèmes de prédilection différents, ou de modifier le questionnaire. Pour que les données puissent être exploitables au niveau national, un questionnaire commun doit être établi par consensus entre les différents organismes de développement.

Utilisation maximale des données recueillies.

Les données existantes sont encore sous-exploitées. Les cadres nationaux ne sont pas encore suffisamment entraînés à l'analyse. Ils sont surchargés par les travaux de collecte et de construction des tableaux statistiques. Donner plus de temps à l'analyse signifie réduire le temps de collecte. Cela se traduit par l'accroissement des coûts, l'embauche d'enquêteurs supplémentaires. Or les contraintes budgétaires limitent cette possibilité. Une autre solution est le transfert de la collecte des données aux projets de développement intéressés par la méthode de l'ORM. Les cadres de l'ORM libérés peuvent ainsi consacrer du temps à l'analyse.

Construire une base de données sur les indices de prix en milieu rural.

L'absence des indices des prix ne permet de calculer ni la valeur en terme réel des revenus, ni celle des dépenses. Les observatoires ont effectué des collectes mensuelles de niveau des prix auprès des commerçants et de la place du marché du village. Seulement, l'enclavement de certaines régions empêche l'acheminement régulier des données recueillies.

CONCLUSION

Les observatoires ruraux à Madagascar ont su répondre aux besoins de l'environnement économique. Avec la politique d'ajustement structurel, la libéralisation du commerce en 1984, et le retrait de l'État, le monde rural est en phase de transition à Madagascar. De nouvelles idées émergent telles que l'auto-prise en charge, la participation de la communauté au projet futur de développement. Le taux de change flottant, les réformes fiscales, la décentralisation sont autant de nouvelles mesures. Dans cet environnement

mouvant, les différents opérateurs , les décideurs, et surtout les bailleurs de fonds ont besoin d'information fiable, rapide et mise à jour. Ce qui justifie l'existence des observatoires ruraux.

Qu'il s'agisse des bailleurs de fonds, des ONG, des paysans, l'ORM a un rôle de catalyseur des décisions. Les bailleurs ainsi que les ONG utilisent les résultats de l'ORM pour valider les opérations de développement. Tout se passe comme si les observatoires ruraux jouaient le rôle de signal auprès des opérateurs de développement et des décideurs politiques afin qu'ils puissent ajuster ou apprécier leurs actions aussi bien à court terme qu'à long terme. Dans le cas où l'ORM n'existerait pas les intervenants ne pourraient rétroagir sur leur décision impliquant des risques d'échec quant aux conséquences de leurs actions. D'où l'extrême importance de l'ORM.

Du point de vue des paysans, la restitution des résultats peut générer une volonté collective de participation aux projets.

L'ORM, en tant qu'organisation, a une structure technique. Le succès de l'ORM réside dans sa structure organisationnelle adaptée, pertinente, flexible et pérenne. On entend par structure organisationnelle la combinaison des instruments et des acteurs la composant. Du fait de la flexibilité du questionnaire, de la pertinence des unités et de la cohérence des données, la structure organisationnelle de l'ORM est capable de s'adapter au changement de l'environnement

. Flexible, puisque le questionnaire englobe une diversité de possibilité et s'adapte donc aux modifications de l'environnement, tout en ne perdant pas de vue le suivi des indicateurs d'une année à l'autre.

Adaptée parce qu'elle répond aux besoins des différents opérateurs impliqués dans les projets de développement (bailleurs de fonds, ONG, les médias, et en particulier le système de statistique national agricole)

Pertinente parce que l'unité d'observation, le ménage, a bien été définie. L'observatoire de part sa petite taille et de sa structure informelle peut éviter les problèmes internes

Pérenne parce que l'observation a une dimension temporelle, c'est à dire qu'elle se répète chaque année et ce depuis 1995. Actuellement, on assiste à une multiplication des observatoires, semble t-il, constitutive à une demande qui ne cesse de croître.

Toutefois, cette expansion exige une certaine vigilance.

En premier lieu, la prolifération des observatoires pose un problème de coordination, un problème de transfert de méthode, un bouleversement de la structure interne de l'organisation.

En second lieu, certaines méthodes sont à améliorer. Le calendrier de l'enquête ne cadre pas avec le calendrier agricole. Il ne tient pas compte des expressions tacites et implicites, qui sont pourtant significatives. Si la flexibilité des questionnaires représente un atout, il ne faut pas pour autant qu'il aille à l'encontre d'un suivi annuel des indicateurs. Par ailleurs, il convient de prendre en compte la vulnérabilité de l'ORM qui, en cas de retrait des bailleurs et du refus des paysans de coopérer, serait contraint de cesser son activité.

BIBLIOGRAPHIE

Ancey G. (1984), *Enquêtes rurales en Afrique sur échantillons restreints: Problèmes et méthodes à travers trois analyses de cas*, Note AMIRA n°45, Paris. INSEE.

Arrow K.J. (1951), *The limits of Organization*, New York, Norton & Co., traduction française, PUF, Paris, 1976.

Baumard P.(1996), "*Organisations déconcertées, la gestion stratégique de la connaissance*" , Masson, Paris.

BDE (1994), *Analyse des données économiques au 31 Décembre 1993*.

Berry M. (1983), "*une technologie invisible? L'impact des instruments de gestion sur l'évolution des systèmes humains*", Centre de recherche en gestion et de l'école Polytechnique, Paris.

Blaug M. (1982), *La méthodologie économique*, Economica, Paris.

Bied-Charreton M., Bonvallet J. (1981), *Cartes des conditions géographiques de la mise en valeur agricole de Madagascar*, Orstom, 1981.

Blaizeau D., Dubois J-L.(1989), *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en voie de développement: tome 1 concevoir l'enquête; tome 2 Collecter les informations; tome 3 Analyser les résultats*, Collection méthodologie, Ministère français de la coopération et du développement.

Bopda A.(1998), "*Observatoire des uns, villages des autres: en vue du côté des étoiles.*" dans *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Orstom, Paris.

Chanlat J.-F et Séguin F. (1983), *L'analyse des organisations: une anthologie sociologique*, tome 1, Saint-Jean-sur-Richelieu, Préfontaine.

Charmes J. (1974), *De l'ostentation à l'accumulation: production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse de surplus*, AMIRA n°1-13-14-15, Paris, 1983.

Clignet R. (1998), Observatoires du développement, observatoires pour le développement, Colloques et séminaires, Orstom, Paris.

Coase R. (1973), "*The Nature of the Firm*", *Economica*, vol.4, p.386-405; traduction française: *Revue française d'économie* (1987), vol.II, n°1, p.133-163.

Courade G. (1997), "*L'observation en temps réel du changement social dans le milieu rural africain. L'approche développée au sein d'OCISCA au Cameroun*" dans *Thème et variations: nouvelles recherches rurales au Sud*, Coordination Blanc-Pamard C. et Boutrais J., colloques et séminaires, ORSTOM, Paris.

Couty P.(1996), *Les apparences intelligibles- Une expérience africaine*, Editions Arguments, Paris.

Deschamps H. (1959), *les migrations intérieures passées et présentes à Madagascar*, Paris, Berger-Levrault.

Droy I. (1995), *Volet "Agriculture et activités rurales" du projet Madio: Propositions de travail*, Madio, n°95001/DT.

Droy I. (1996), *Que sont les greniers à riz devenus? Le désengagement de l'État sur les grands périmètres irrigués de Marovoay et du lac Alaotra*, Madio, n°9657/E.

Droy I. (1997), "*Que sont les greniers à riz devenus? Le désengagement de l'État sur les grands périmètres irrigués de Marovoay et du lac Alaotra*", *Agriculture: enjeux et contraintes de la libéralisation*, *Revue Économie de Madagascar*, n°2, Antananarivo, p63-87.

Favereau O. (1989), "*Organisation et marché*", *Revue française d'économie*, vol.4, n°1, p.66-95.

Gastellu J.-M. (1982), "*les gens d'en haut, les gens d'en bas*", dans *les unités d'observation*, note AMIRA n°49, Paris, INSEE, Paris, 1987.

- Gastellu J.-M. (1992), *“Le choix des unités d’observation”*, dans les terrains du développement, Approche pluridisciplinaire des économies du Sud, Orstom, Paris.
- Hess J.D. (1983), *The Economics of Organization*, Amsterdam, North Holland.
- Hugon P. (1989), *Économie du développement*, Dalloz, Paris.
- Hugon P. (1993), *L’économie de l’Afrique*, Repères La découverte, Paris.
- INSTAT/ONE (1994), *Rapport sur l’État de l’environnement à Madagascar*, Antananarivo.
- INSTAT/PNUD (1996), *Rapport national sur le développement humain Madagascar-1996*, Antananarivo.
- Kalika M. (1984), *Contribution à la connaissance de la structure organisationnelle: Essai d’analyse systémique*, Université Bordeaux-I
- Larousse (1988), *Petit dictionnaire de la langue Française*, Paris, Références Larousse.
- Lefranc C. (1997), *“Des difficultés et de l’intérêt de la statistique des ménages”*, Stateco n°87-88, INSEE, Paris.
- Lericollais A. et Milleville P. (1997), *“les temps de l’activité agricole”*, dans *Thème et variations: nouvelles recherches rurales au Sud*, Coordination Blanc-Pamard C. et Boutrais J., colloques et séminaires, ORSTOM, Paris.
- Glaser R. (1990), *“The reemergence of learning theory with instructional research”*, American Psychologist, Vol.45.
- Madio (1996), *État des campagnes malgaches - synthèse des résultats d’enquêtes sur les observatoires ruraux 1995: Antalaha, Antsirabe, Marovoay, Tuléar, Madio*, Antananarivo.
- Madio (1997), *Un aperçu de l’État des campagnes malgaches - synthèse des résultats d’enquêtes sur les observatoires ruraux 1996 Antalaha, Antsirabe, Marovoay, Tuléar, Madio*, Antananarivo.

- Madio (1998), *Un aperçu de l'État des campagnes malgaches - synthèse des résultats d'enquêtes sur les observatoires ruraux 1997 Antalaha, Antsirabe, Marovoay, Tuléar*, Madio, Antananarivo.
- Ménard C. (1990), *L'économie des organisations*, La découverte, "Repères", Paris, 1997.
- Metzel J., Stryker J.D. (1994), *Une stratégie de prix pour les exportations de vanille de Madagascar*, USAID.
- Morin E. (1986), *La Connaissance de la Connaissance*, Paris, Editions du seuil.
- Pesneaud F. (1997), "La riziculture des hautes-terres de Madagascar. Les performances bridées d'un système de production", *Agriculture: enjeux et contraintes de la libéralisation*, Revue Economie de Madagascar, n°2, Antananarivo, p.89-111.
- Polanyi M. (1966), *The Tacit Dimension*, Garden City, New York, Doubleday.
- Polanyi M. (1969), *Knowing and Being*, Routledge & Kegan Paul, Londres.
- Rakotomanana F., Robillard A-S (1996), *Le secteur agricole à Madagascar en 1993/1994 vu à travers l'enquête permanente auprès des ménages*, Madio n°9639/E.
- Rasolofo-Jaonarison P. (1994), *Le financement pour le développement du monde rural: exemple de financement des activités rizicoles dans la plaine de la Basse Betsiboka (Marovoay)*, Rapport de stage, DEGS, département économie, Université d'Antananarivo.
- Rasolofo-Jaonarison P. (1998), *La tendance des campagnes malgaches de 1995 à 1997: une situation stagnante et alarmante*, Madio/Coopération Suisse, Antananarivo.
- Rasolomanana C. (1996), "Statistiques agricoles", Ministère de l'agriculture et du développement rural, Atelier "État des lieux de la filière riz", UPDR, Vol 1, communication n°1.

Annexes

REPUBLIQUE MALGACHE
Liberté-Patrie-Justice
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN
DIRECTION GENERALE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET MADIO
ENQUETE OBSERVATOIRES RURAUX
MADAGASCAR 1995

REPUBLIQUE MALGACHE
Liberté-Patrie-Justice
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN
DIRECTION GENERALE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET MADIO
ENQUETE OBSERVATOIRES RURAUX
MADAGASCAR 1995

NOM DE L'ENQUETEUR : _____ NOM DU SUPERVISEUR : _____

NOM DE L'OPERATEUR DE SAISIE : _____

CODE D'IDENTIFICATION				Nom de l'observatoire _____		DATE DE L'ENTREVUE	
				Nom du village _____		Jour <input type="checkbox"/>	Mois <input type="checkbox"/>
N° village		N° du ménage		Qualité de l'enquête : 1. Bon 2. Moyen 3. Mauvais <input type="checkbox"/>			

MODULE HABITAT (H.)

H1. Type de logement	H2. Nombre de pièces	H3. Nature des murs	H4. Nature du sol	H5. Nature du toit
1- Case 2- maison individuelle 3- appartement 4- Autre _____ <input type="checkbox"/>	<i>Inscrire ci-dessous le nombre de pièces du logement</i> coin <input type="checkbox"/> coin <input type="checkbox"/> cuisine <input type="checkbox"/> douche <input type="checkbox"/> (0. non ; 1. oui) <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	1- Murs en dur : ciment, pierre, etc 2- Brique terre battue 3- Pisé 4- Tôle 5- Planche 6- Végétal (roseaux, feuille de palmier..) 7- Autre _____ <input type="checkbox"/>	1- terre battue 2- bois 3- pierre, brique 4- ciment, béton 5- autre _____ <input type="checkbox"/>	1- tôle 2- tuile 3- graminées 4- autre végétal (feuilles de palmier, liber d'arbre) 5- autre _____ <input type="checkbox"/>
H6. mode d'éclairage	H7. Combustible utilisé	H8. Approvisionnement en eau	H9. Type d'aisance (WC)	H10. Statut d'occupation
1- Electricité 2- Pétrole 3- Bougie 4- Suif 5- Groupe électrogène 6- Autre _____ <input type="checkbox"/>	1- Electricité 2- Pétrole 3- Gaz 4- Charbon 5- Bois 6- Charbon et bois 7- Autre _____ <input type="checkbox"/>	1- Eau courante à l'intérieur 2- Eau courante dans la cour 3- Pompe publique 4- Puits aménagé (ciment, margelle..) 5- Puits non aménagé (trou d'eau) 6- Source 7- Cours d'eau 8- Autre _____ <input type="checkbox"/>	1- Avec chasse d'eau individuel 2- Avec chasse d'eau commun 3- Fosse perdue en individuel 4- Fosse perdue en commun 5- Dans la nature 6- Autre _____ <input type="checkbox"/>	1- Propriétaire avec titre 2- Propriétaire sans titre 3- Locataire 4- Logé par l'employeur 5- Logé par le propriétaire 6- Autre _____ <input type="checkbox"/>

MODULE TRANSPORT (T)

T1. Automobile <input type="checkbox"/>	T2. Camionette <input type="checkbox"/>	T3. Charrette <input type="checkbox"/>
T4. Bicyclette <input type="checkbox"/>	T5. Pirogue <input type="checkbox"/>	T6. Moto <input type="checkbox"/>
T7. Autre <input type="checkbox"/> <i>(précisez)</i> _____		

MODULE INDICATEUR DE CONFORT (V)

V1. Cuisinière (à gaz ou électrique) <input type="checkbox"/>	V2. Télévision <input type="checkbox"/>	V3. Chaîne HiFi <input type="checkbox"/>	V4. Machine à coudre <input type="checkbox"/>
V5. Radio <input type="checkbox"/>	V6. Réfrigérateur électrique ou à pétrole <input type="checkbox"/>	V7. Radio cassette <input type="checkbox"/>	V8. Table <input type="checkbox"/>
V9. Chaises <input type="checkbox"/>	V10. Lit <input type="checkbox"/>	V11. Fauteuil <input type="checkbox"/>	V12. Maison à louer <input type="checkbox"/>

SCOLARISATION (S)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
S1a. Savez-vous lire ? 1. Oui 2. Se débrouille 3. Non	<input type="checkbox"/>																			
S1b. Savez-vous écrire ? 1. Oui 2. Se débrouille 3. Non	<input type="checkbox"/>																			
S2. Avez-vous été à l'école primaire ? 1. Oui 2. Non — passez à S9	<input type="checkbox"/>																			
S3. Quel type d'enseignement avez-vous suivi? 1. Primaire 2. Secondaire général 3. Secondaire technique ou professionnel 4. Supérieur	<input type="checkbox"/>																			
S4. Quelle est la dernière classe que vous avez suivi? (Convertir en nombre d'années d'études avec succès)	<input type="checkbox"/>																			
S5. Quel type d'école avez-vous fréquenté? 1. Publique 2. Privée confessionnelle 3. Privée non confessionnelle	<input type="checkbox"/>																			
S6. Allez-vous toujours à l'école? 1. Oui 2. Non — passez à S9	<input type="checkbox"/>																			
S7a. Lieu d'études 1. dans le fokontany-même 2. dans le firaisana 3. dans le fivondronana 4. dans un autre fivondronana	<input type="checkbox"/>																			
S7b. Dans tous les cas, code Fivondronana :	<input type="checkbox"/>																			
S8a. Distance au lieu d'habitation : - durée en heure :	<input type="checkbox"/>																			
S8b. Moyen de déplacement : 1. à pied 2. charrette 3. voiture 4. pirogue 5. bicyclette	<input type="checkbox"/>																			
S9. Pourquoi avez-vous arrêté vos études, ou n'avez-vous pas été à l'école ? 1. Niveau d'étude atteint suffisant 2. Besoin de main d'œuvre pour l'exploitation 3. Besoin de revenu complémentaire 4. Coût de l'écolage trop élevé 5. Sans intérêt d'après la famille 6. Echec scolaire 7. Grossesse, mariage 8. Handicap, maladie 9. Ecole fermée 10. Ecole trop éloignée 11. Trop jeune, n'est pas en âge d'être scolarisé 12. Autre raison	<input type="checkbox"/>																			
S10. Parlez-vous français? 1. Oui couramment 2. Se débrouille 3. Non	<input type="checkbox"/>																			
MIGRATIONS SAISONNIERES (MI)																				
MI1. Vous déplacez-vous hors de la région chaque année durant plusieurs semaines pour le travail ? 1. Oui 2. Non — passez à L	<input type="checkbox"/>																			
MI2. Lieu de déplacement ? (code fivondronana)	<input type="checkbox"/>																			
MI3. Durée du déplacement (nombre de semaines)	<input type="checkbox"/>																			
MI4. Pour quel type d'activité ? (code activité)	<input type="checkbox"/>																			

@@x

MIGRATION LONGUE DUREE (L)		MO3. Quelle est la durée du trajet? (convertir en nombre d'heure)	
L1. Depuis combien de temps votre famille est-elle installée ici ? 1. depuis toujours <input type="checkbox"/> 2. depuis <input type="text"/> <input type="text"/> années <input type="checkbox"/> 3. ne sait pas <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L2. Le tombeau familial du chef de famille est-il près du village ? 1. Oui <input type="checkbox"/> 2. Non <input type="checkbox"/> Passer à L4	<input type="checkbox"/>	MO4. Quelle est la fréquence de déplacement à la grande ville la plus proche? <i>(selon les observatoires : Tulear, Mahajanga, Antalaha, Antsirabe)</i> - nombre de fois : <input type="text"/> <input type="text"/> - par unité de temps : <input type="text"/>	<input type="checkbox"/>
L3. Depuis combien de temps existe-t-il ? 1. moins de 10 ans <input type="checkbox"/> 2. entre 10 et 20 ans <input type="text"/> 3. entre 20 et 50 ans <input type="text"/> 4. depuis plus de 50 ans <input type="checkbox"/> Passer à L5	<input type="checkbox"/>	Code unité de temps : 1. semaine 2. mois 3. année	<input type="checkbox"/>
L4. Si le tombeau n'est pas dans les environs, où se situe-t-il ? 1. dans le firaisana <input type="checkbox"/> 2. dans le fivondronana <input type="checkbox"/> 3. dans un autre fivondronana, lequel? <i>(si à l'étranger, coder 000)</i> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	MO5. Par quel moyen vous y rendez-vous ? 1. à pied <input type="checkbox"/> 5. en automobile <input type="checkbox"/> 2. charrette <input type="checkbox"/> 6. bicyclette <input type="checkbox"/> 3. taxi-brousse <input type="checkbox"/> 7. moto <input type="checkbox"/> 4. pirogue <input type="checkbox"/> 8. autre <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SANTE - ACCES AU SOINS (ST)			
L5. Pourquoi êtes-vous installé ici ? 1. Pour trouver des ressources naturelles disponibles <input type="checkbox"/> 2. Venu comme salarié agricole et installé ensuite <input type="checkbox"/> 3. Rapprochement familial <input type="checkbox"/> 4. Retour sur la terre des ancêtres <input type="checkbox"/> 5. A cause de problèmes écologiques dans la région d'origine (ex. : sécheresse) <input type="checkbox"/> 6. Trop ancien, ne sait pas <input type="checkbox"/> 7. Autres raisons <input type="text"/> (préciser)	<input type="checkbox"/>	ST1. Quel est le problème de santé auquel les membres du ménage sont le plus confrontés ? <i>(1 réponse)</i> a. problème principal pour les adultes <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> b. problème principal pour les enfants <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L6. Comptez-vous rentrer dans votre région d'origine ? 1. Oui <input type="checkbox"/> 2. Non <input type="checkbox"/> Passer à MO1	<input type="checkbox"/>	Code Santé : 1. diarrhées <input type="checkbox"/> 4. tuberculose <input type="checkbox"/> 2. paludisme <input type="checkbox"/> 5. infection des plaies <input type="checkbox"/> 3. infection respiratoire <input type="checkbox"/> 6. traumatisme osseux <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L7. Si Oui, pourquoi ? 1. Pour la retraite <input type="checkbox"/> 2. Pour une nouvelle activité <input type="checkbox"/> 3. Après avoir suffisamment gagné d'argent <input type="checkbox"/> 4. Autres <input type="text"/> (préciser)	<input type="checkbox"/>	ST2a. En cas de maladie d'un des membres du ménage, que faites-vous dans un 1er temps ? 1. attend que la maladie passe <input type="checkbox"/> 2. se rend chez un docteur <input type="checkbox"/> 3. se rend au dispensaire/hôpital <input type="checkbox"/> 4. se rend chez un guérisseur <input type="checkbox"/> 5. se soigne seul par la pharmacopée traditionnelle <input type="checkbox"/> 6. s'approvisionne à la pharmacie communautaire <input type="checkbox"/> 7. achète des médicaments <input type="checkbox"/> <i>(si 1 à 6, passez à ST3)</i>	<input type="checkbox"/>
MOBILITE (MO)			
MO1. Quelle est la fréquence de déplacement au marché le plus proche ? - nombre de fois : <input type="text"/> <input type="text"/> - par unité de temps : <input type="text"/> Code unité de temps : 1. semaine 2. mois 3. année	<input type="checkbox"/>	ST2b. Si vous achetez des médicaments, auprès de qui vous fournissez vous ? 1. chez l'épicier <input type="checkbox"/> 2. au marchand ambulat <input type="checkbox"/> 3. à un vendeur occasionnel <input type="checkbox"/> 4. en pharmacie <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
MO2. Par quel moyen vous y rendez-vous ? 1. à pied <input type="checkbox"/> 5. en automobile <input type="checkbox"/> 2. charrette <input type="checkbox"/> 6. bicyclette <input type="checkbox"/> 3. taxi-brousse <input type="checkbox"/> 7. moto <input type="checkbox"/> 4. pirogue <input type="checkbox"/> 8. autre <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ST3. Si la maladie s'aggrave, que faites-vous ? <i>(reprendre les codes utilisés en ST2a)</i> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		ST4a. Avez-vous toujours procédé ainsi en cas de maladie ? 1. Oui <input type="checkbox"/> Passer à SA 2. Non <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		ST4b. Que faisiez-vous avant en cas de maladie <i>(Utiliser les codes en ST2)</i> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

SECURITE ALIMENTAIRE(SA)		DÉPENSES DOMESTIQUES (D)	
SA1. Quel est votre aliment de base en dehors de la période de soudure ? le matin : <input type="checkbox"/> le midi : <input type="checkbox"/> le soir : <input type="checkbox"/> <i>(Voir code aliment de base dans le manuel de l'enquêteur)</i>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	D1. Combien avez-vous dépensé pour l'équipement de votre maison sur l'année passée ? <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
SA2. Avec quelle fréquence consommez-vous ? nombre de fois unité de temps a. du riz <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> b. des légumineuses <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> c. de la viande <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> d. du poisson <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	D2. Combien avez-vous dépensé pour la santé sur l'année passée ? <i>(les médicaments, les consultations, les déplacements)</i> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Code Unité de temps : 1. par jour ; 2. par semaine ; 3. par mois ; 4. par an		D3. Combien avez-vous dépensé pour le frais d'écolage sur l'année passée ? <i>(inscription, FRAM, fournitures matérielles : cahiers, livres, stylos, tablier etc.)</i> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Si le ménage n'est pas producteur agricole, passez aux dépenses : D		D4. Combien avez-vous dépensé pour l'habillement ? <i>(renouvellement en cours d'année)</i> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
SA3. Durant combien de mois dans l'année votre production en aliment de base vous suffit-elle ? durée en mois : <input type="text"/> <input type="text"/> Si 12, passez à SA5	<input type="checkbox"/>	D5. A combien évaluez-vous vos dépenses pour les déplacements par mois ? <i>(taxi-brousse, train, location de charrette, de pirogue..)</i> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A/ Mois	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
SA4a. Si vous êtes autosuffisant toute l'année avez-vous un surplus : 1. Oui 2. Non Passez à SA5	<input type="checkbox"/>	D6. Combien avez-vous dépensé sur l'année en frais administratifs divers ? <i>(impôts, légalisations, ristournes...)</i> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
SA4b. Si Oui, qu'en faites-vous ? 1. Vente 2. Stockage 3. Caution pour emprunt bancaire 4. Destiné aux propriétaires fonciers si métayage 5. Autre	<input type="checkbox"/>	D7. A combien évaluez-vous les dépenses sociales pour l'année ? a. réparation/ construction du tombeau <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A b. cérémonies diverses <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A <i>(si en nature, estimer la valeur)</i> c. église / temple <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A d. participation aux activités du FKT <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
SA5a. Avez-vous vendu ou cédé une partie de la production de votre aliment de base au moment de la récolte ? 1. Oui 2. Non Passez SA6	<input type="checkbox"/>	EPARGNE - EMPRUNT (P)	
SA5b. Pour quelle raison principale ? 1. pour rembourser des emprunts 2. besoin d'argent pour des dépenses domestiques 3. besoin d'argent pour des dépenses sociales (cérémonies..) 4. pour investir dans le matériel productif, intrants.. 5. pas de possibilité de stockage	<input type="checkbox"/>	P1. Sous quelle forme placez-vous le surplus de vos récoltes ? <i>(2 réponses)</i> 1. Monétaire 2. Stockage d'une partie des récoltes <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3. Prêt à d'autres paysans <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4. Capitalisation par l'achat de bovins <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5. Création de nouvelles plantations 6. Autre _____ (préciser) 7. N'épargne pas	<input type="text"/> <input type="text"/>
SA6a. Durant la soudure, continuez-vous à consommer l'aliment de base ? 1. dans les mêmes proportions qu' avant 2. en diminuant les rations	<input type="checkbox"/>	P2. Avez-vous un compte chèque dans une banque ? 1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>
SA6b. Durant la soudure, consommez-vous un aliment de substitution ? 1. Oui 2. Non Passez SA7 Si Oui, lequel ? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <i>(code aliments)</i>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	P2. Sous quelle forme ont eu lieu vos principaux emprunts pour l'année 94-95 ? <i>(2 réponses au maximum)</i> 1. A la famille hors ménage 2. Usure (remboursement en nature) 3. Crédit informel (en argent) <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4. Crédit rural bancaire <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5. Crédit auprès d'une association <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 6. Crédit sur caution solidaire 7. N'emprunte pas	<input type="text"/> <input type="text"/>
SA7. Comment faites-vous pour vous procurer les aliments pendant la soudure ? 1. Salarial de certaines personnes du ménage 2. Emprunt en nature 3. Emprunt en argent 4. Don d'aliments par un organisme 5. Aide de la famille (hors ménage) en nature 6. Aide de la famille (hors ménage) en argent 7. Autre _____ (préciser)	<input type="checkbox"/>	P4. Quel est le montant total des sommes empruntées pour l'année 94-95 ? <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

F10. Si vous prenez ou mettez des parcelles en métayage, quel contrat pratiquez-vous ? 1. en tiers de la récolte 2. à la moitié de la récolte 3. quantité fixe en nature	<input type="checkbox"/>	F12. Quelle quantité de riz avez-vous donné à cause du métayage ? Quantité Unité <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> _____	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
		F13. Quelle somme d'argent avez-vous reçu pour la location des terres <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	(x 1.000 F) <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
F11. Quelle quantité de riz avez-vous reçu grâce au métayage ? Quantité Unité <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> _____	<input type="checkbox"/>	F14. Quelle somme d'argent avez-vous donné pour la location des terres <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> F ou A	(x 1.000 F) <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

EQUIPEMENT AGRICOLE (E)

E. Possédez vous et/ou utilisez vous : (code matériel)	Nombre	Acquisition		Achat dans l'année 1993-1994			
		Code	Si location, dépenses par an (F)	Nombre	Origine	Financement	Coût unitaire d'achat (F)
1. Angady	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2. Coupe coupe	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3. Hâche	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4. Charrue	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5. Charette	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
6. Herse	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
7. Sarclouse	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
8. Bidon de lait	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Code matériel: 9. remorque ; 10. chariot ; 11. tracteur ; 12. brouette ; 13. pompe ; 14. pulvérisateur ; 15. couveuse ; 16. batteuse ; 17. autres (à préciser)

Code acquisition: 1. neuf à l'achat ; 2. usagé à l'achat ; 3. autoproduction ; 4. don ; 5. location ; 6. prêt ou propriété partagée

Code origine: 1. secteur public ; 2. grande entreprise privée (Hoescht...) ; 3. petite entreprise privée (artisan...) ; 4. ménage ; 5. importation directe.

Code financement: 1. épargne, don, héritage ; 2. prêt bancaire ou autre ou autre organisme ; 3. prêt informel (famille ou autre)

CULTURE (C)

C1.Type de culture pratiquée ou ayant été pratiquée depuis 5 ans	C1a. Code Culture	C1b. Culture destinée à ?	C1c. Evolution éventuelle des cultures	C1d. Principale raison d'évolution	C1.Type de culture pratiquée ou ayant été pratiquée depuis 5 ans	C1a. Code Culture	C1b. Culture destinée à ?	C1c. Evolution éventuelle des cultures	C1d. Principale raison d'évolution
riz irrigué	[1]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
riz pluvial	[2]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
manioc	[3]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
maïs	[4]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
arachide	[5]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
café	[6]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
vanille	[7]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
canne à sucre	[8]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
taro	[9]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
voanjobory	[10]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
pomme de terre	[11]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
patate douce	[12]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
haricot	[13]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
banane	[14]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]
pomme	[15]	[]	[]	[]		[]	[]	[]	[]

Code Cultures destinées à : 1. à la consommation familiale ; 2. à la vente ; 3. consommation et vente 4.pas de culture

Code Evolution des cultures : 1. extension ; 2 .stagnation; 3. regression; 4. abandon

Code raisons d'évolution : si pas d'évolution, coder 00

Si extension :

1. plus de débouchés;
2. prix attractif;
3. plus de terre;
4. plus de main d'oeuvre;
5. plus de moyen (crédits, intrants,...).
6. amélioration de la sécurité;
7. pour faire face à la soudure;
8. suite au flottement du Fmg et à l'augmentation des prix à la consommation;
9. baisse du prix aux producteurs;
10. climat favorable;
20. Autre raison

Si regression ou abandon :

11. manque de débouchés, difficulté de communication;
12. prix en baisse;
13. diminution de disponibilité en terres;
14. manque de main d'oeuvre;
15. manque de moyens (pas de crédit, pas d'intrants) ;
16. diminution des rendements;
17. problème de sécurité;
18. problème d'irrigation;
19. climat défavorable, intemperies;
20. Autre raison

C2
Aut
Coc
C3
1-
2-
3-
4-
5-
6-
C4
C4
C
Coc
C5
C5
C6.
1-
2-
3-
C7:
1. e
2. e
C7'
Dur

1d.
principale
solution

RIZ										
C2. Lots cultivés en riz	Superficie (unité paysanne)		Production totale pendant la campagne 94/95		Situation	Irrigation	Mode de culture	Superficie (conversion) (are)	Production totale (kg)	Rendement moyen (tonne/ha)
	Nombre	Unité	Quantité	Unité paysanne						
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
Autres rizières										
TOTAL										

Code Irrigation : 1. Oui ; 2. Non Code Situation : 1. bas fond ou plaine ; 2. tanety Code Mode de culture : 1. semis direct ; 2. repiquage

C3. Qu'avez-vous fait de votre récolte de riz au cours de la campagne 94/95 :

1- Quantité autoconsommée :				Unité	
2- Quantité vendue :				Unité	
3- Quantité stockée au grenier villageois:				Unité	
4. Quantité versée à la PCV (Pharmacie communautaire)				Unité	
5- Quantité donnée au propriétaire :				Unité	
6. Autre _____				Unité	

C4a. Avez-vous vendu du paddy au cours de la campagne 94-95 ?
1. Oui 2. Non **Passez à C6**

C4b. Détail des principales ventes en 94-95,

Quel mois	Quelle quantité	Unité	Prix unitaire	A qui	Prix		Destination
					Quantité (kg)	(x 1000 Fmg)	
				F ou A			
				F ou A			
				F ou A			
				F ou A			
				F ou A			

Code A qui? : 1. vente directe ménages, marché de détail ; 2. commerçant du village ; 3. collecteur ; 4. marché de gros

C5a. Le prix d'achat aux producteurs a-t-il évolué entre la saison 93-94 et la saison 94-95 ?
1. Oui 2. Non

C5b. Evolution du prix en kilo au moment de la récolte entre la campagne 93-94 et la campagne 94-95 : (si possible prix à la récolte)

Mois	Prix /Kg 93-94	Prix/Kg 94-95

C6. Comment vous êtes-vous procuré les semences (94-95)

	Quantité	Unité	Coût (F ou A)	Quantité (Kg)	Coût
1 - sur dernière récolte					
2 - achat auprès commerçant					
3 - achat coopérative/organisme de développement					

C7a. Si vous avez emprunté des semences, quel a été le mode de remboursement
1. en nature à la récolte
2. en argent à la récolte

C7b. Taux pour le remboursement en nature :
Durée d'emprunt (mois) Quantité empruntée Quantité remboursée

pecti
s

MAIN D'OEUVRE (W)										
Nom de la culture	W1. Main d'oeuvre familiale. Qui dans le ménage participe aux travaux pour les cultures suivantes				W2. Main d'oeuvre salariée. Pour quelle culture et pour quelle principale opération, avez-vous besoin de main d'oeuvre salariée ?				W3. Entraide. Avez-vous recours à l'entraide ?	
	1. Le chef de ménage	2. Sa femme	3. Les enfants	4. Autres	1. Nombre d'ouvriers	2. Nombre de jours	3. Salaire/jour/ouvrier	4. Quelle opération nécessite le plus de salariés	1. Nombre ouvriers	2. Nombre de jours
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Code Main d'oeuvre familiale : 1. Oui ; 2. Non

Code Quelle opération nécessite le plus de salariés : 1. labour ; 2. semis ; 3. pépinières ; 4. repiquage ; 5. entretien ; 6. récolte ; 7. transport ; 8. battage

Partie réservée au superviseur

Code Culture	W1. Main d'oeuvre familiale				W2. Main d'oeuvre salariée,		W3. Entraide,
	1. Le chef de ménage	2. Sa femme	3. Les enfants	4. Autres	Salaire journalier (F)	Dépenses totales (F)	Nombre d'hommes /jr
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

W4. Si vous n'avez plus ou pas recours à l'entraide, est-ce que :

1- l'entraide est plus "coûteuse" que le salariat
 2- il n'y a pas de main d'oeuvre
 3- pas de possibilité de rendre l'acte d'entraide
 4- ce n'est pas une habitude dans notre société

W5a. Avez-vous des difficultés à trouver de la main d'oeuvre salariée à certaines périodes ?

1. Oui 2. Non **Passez à B**

W5b. Si Oui pour quelle culture et quelle opération

1. _____
 2. _____
 3. _____

cti

ELEVAGE (B)

B1. Elevez-vous ou possédez-vous des boeufs ou des vaches ?

1. Oui 2. Non **Passer à B13**

B2. Cheptel bovin	a-Nombre de têtes	b-Achats dans l'année			c-Vente dans l'année			d-Perte		e-Nombre autoconsommation ou cérémonie	f-Dépenses d'achat	g-Recette de la vente
		Nombre	Dépense/tête (A ou F)	Origine	Nombre	Recette/tête (A ou F)	Destination	Vol	Mort			
1-animaux de trait	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2-boeufs de fosse	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3-autres boeufs	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4-vaches laitières	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5-veaux, velles	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
TOTAL	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Code Origine ou Destination : 1. ménage ; 2. marché ; 3. société spécialisée

B3. Pratiquez-vous l'élevage laitier ?

1. Oui 2. Non **Passer à B11**

B9a. Votre production a-t-elle changé par rapport à l'année dernière (1993-94)

1. Oui 2. Non **Passez à B10**

B4. Quelle quantité de lait produisez-vous en moyenne par jour ?

	Quantité	Unité	
1. en saison des pluies	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2. en saison sèche	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

B9b. Quelle est la principale raison d'évolution ?

Raisons de diminution :

1. moins de vaches (vente ou mort)
2. problème de santé des bêtes
3. problème de l'alimentation
4. problème de collecte
5. manque de soins par manque de disponibilité

Raisons d'augmentation :

1. possède plus de bêtes (achat)
2. les conditions sanitaires sont meilleures
3. meilleure alimentation
4. amélioration de la collecte
5. plus de soins consacrés

B5. Quel est le mode de commercialisation de votre lait ?

1. Vente directe aux consommateurs
2. Ramassage par un camion d'une société
3. Transport jusqu'à un point de ramassage ou de collecte
4. Transformation (yaourt ou fromage)

B6. Si un membre du ménage amène votre lait au point de vente, quel est le temps de transport aller-retour ?

Durée	Unité	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

B10a. Consommez-vous du lait dans le ménage ?

1. Oui 2. Non **Passez à B11**

B10b. Si Oui, qui dans le ménage consomme du lait ?

1. plutôt les enfants
2. plutôt les adultes
3. n'importe qui dans le ménage

B7. Quelle est la fréquence de vente ?

1. tous les jours;
2. quelques jours/semaine;
3. un jour/semaine;
4. quelques jours par mois

B11. Quel est le mode de tenure pour les boeufs :

B11a. Boeufs gardés :

Nombre	
1- en métayage	<input type="text"/>
2- en salariat	<input type="text"/>
3- en propriété	<input type="text"/>

B11b. Boeufs confiés :

1- en métayage	<input type="text"/>
2- en salariat	<input type="text"/>

B8. Quel est le prix de vente au litre sur des deux dernières années ?

	(F ou A)	
a. en 1994-95 :	<input type="text"/>	<input type="text"/>
b. en 1993-94 :	<input type="text"/>	<input type="text"/>

(à la même époque)

B12a. Pratiquez-vous la transhumance? 1. Oui 2. Non Passer à B13		B14. Selon vous, quel principal intérêt représente la possession d'un troupeau de boeufs ? (en dehors des animaux de trait) 1. c'est une caisse d'épargne mobilisable en cas de besoin 2. les boeufs sont indispensables pour les cérémonies 3. le troupeau est un signe de réussite et de richesse 4. le troupeau est utile pour l'agriculture (fumure, piétinage, etc.)	
B12b. Dans quel Fivondronana ? _____		<input type="checkbox"/>	
B13. Cherchez-vous à acheter des boeufs ou à augmenter votre troupeau de boeufs ? 1. Oui 2. Non		<input type="checkbox"/>	

B15. Quels sont les autres élevages pratiqués dans le ménage ?

Types	a-Nombre de têtes	b-Achat dans l'année			c-Vente dans l'année			d-Perte		e-Nombre autoconsommation ou cérémonie	f-Dépenses d'achat	g-Recette de la vente
		Nombre	Dépense/tête (A ou F)	Origine	Nombre	Recette/tête (A ou F)	Destination	Vol	Mort			
1-Porc intensif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
2-Porc extensif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
3-Mouton	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
4-Chèvre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
5-Volaie intensive (canard, poule, dindon)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
6-Volaie extensive	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
7- Lapin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
8- Cochon d'Inde	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
8- Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
TOTAL											<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Code Origine ou Destination : 1. ménage ; 2. marché ; 3. société spécialisée

B16. Quelles sont les dépenses consacrées aux animaux dans l'année ?

Opérations ou Libellés	Avez-vous fait des dépenses pour ce poste ?		Si Oui, combien avez-vous dépensés ? (A ou F)	Avez-vous fait des dépenses pour ce poste?	Si Oui, combien?
	1. Oui	2. Non			
1-Soins vétérinaires, vaccins, médicaments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2-Gardiennage rémunéré	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3-Entretien des enclos, étables, bâtiments	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4-Nourriture (dont le sel)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5-Frais liés à la vente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6-Compensation pour dommages causés par les animaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ACTIVITES SECONDAIRES (COMPLEMENTS DE REVENUS) (AS)

(petit commerce, petit artisanat, transformation alimentaire en vue de compléter les revenus)
(pour ceux dont l'activité principale est le commerce ou l'artisanat, voir module spécifique)

AS1. Quelle activité de fabrication artisanale ou de transformation alimentaire destinée à la vente pratiquez-vous pour compléter vos revenus? (3 maximum)

(Si pas d'activité, coder 00)

**AS2. Quelles sont les personnes du ménage concernées par cette activité ?
A quelle étape de l'activité interviennent-elles ?**

Code Activité	Numéro de la personne du ménage	Nombre de mois dans l'année où cette activité est pratiquée	Fréquence de travail durant ces mois	Intervention dans l'activité

Code Activité : voir manuel de l'enquêteur

Code Fréquence : 1. tous les jours ; 2. quelques jours/semaine ; 3. un jour/semaine ; 4. quelques jours par mois

Code Intervention : 1. procuration de la matière première (prélèvement dans la nature, culture, achat) ; 2. fabrication ou transformation ; 3. vente

AS3. Pouvez-vous estimer les dépenses pour la matière première et vos recettes de la vente ?

Code Activité	Dépenses pour la matière première (A ou F)	Unité de temps (code)	Recettes de la vente (A ou F)	Unité de temps (code)	Dépenses matières premières/mois X 1.000 Fmg	Recettes de la vente/mois X 1.000 Fmg
TOTAL						

Code unité de temps : 1. par jour ; 2. par semaine ; 3. par mois ; 4. pour l'année

AS4. Quelle a été l'évolution de vos activités secondaires ces 5 dernières années ?

1. diversification des activités
2. Réduction du nombre d'activités
3. Maintien à l'identique

AS5. A quoi sert l'argent provenant des activités secondaires ?

1. A acheter de la nourriture pour la consommation familiale
2. A payer l'écolage
3. A investir dans l'agriculture ou l'élevage (achats d'intrants, de semences ou d'animaux)
4. Aux cérémonies
5. Autres
6. Ne sait pas

CUEILLETTE - CHASSE - PECHE (CP)

CP1. Y-a-t-il des personnes dans le ménage qui pratiquent la cueillette, la chasse ou la pêche ? 1. Oui 2. Non Passer à G	<input type="checkbox"/>	CP2. Qui dans le ménage pratique :				
		1-La cueillette	Le chef de ménage	Sa femme	Les enfants	Autres
		2- La pêche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		3- La chasse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Code participation : 1. Oui 2. Non

CP3. Quels sont les produits prélevés dans la nature pour la vente ou la consommation ?	Produit prélevé	Destination	Fréquence	Evolution de l'activité	Recettes totales éventuelles par an (F)
1-Espèces végétales (feuille, écorce, bois, tubercule)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
2- Miel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
3- Animaux (oiseaux, gibiers, tortues, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
4-Poisson d'eau douce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
5-Poisson de mer	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
6-Autres produits de la pêche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>

Code Produit prélevé : 1. Oui 2. Non
Code Destination : 1. autoconsommation ; 2. transformation puis vente ; 3. vente directe.
Code Fréquence : 1. tous les jours ; 2. au moins une fois par semaine ; 3. quelques fois par mois ; 4. saisonnièrement ; 5. quelques fois dans l'année.
Code Evolution de l'activité : 1. pas d'évolution ; 2 en baisse ; 3. en hausse.

PROBLEMES ET PERSPECTIVES (G)

G1. Quelle est pour vous et votre famille la principale difficulté dans vos conditions de vie ? 1. pas de dispensaire ou de médecins près du village 2. difficultés pour la scolarisation 3. mauvais approvisionnement en PPN 4. isolement du village à cause du mauvais état des routes 5. difficultés d'approvisionnement en eau et en bois 6. autre _____	<input type="checkbox"/>	G4. Quelle est la principale conséquence positive du flottement du FMG sur vos activités ? 1. augmentation des prix au producteur 2. augmentation des débouchés 3. plus de possibilités de spéculation (stockage) 4. aucune conséquence positive 5. autre _____	<input type="checkbox"/>
		G5. Le flottement du FMG a-t-il eu pour vous des conséquences négatives ? 1. augmentation des prix des PPN 2. augmentation du prix des intrants et du matériel 3. pas de possibilité d'épargne monétaire à cause de l'inflation 4. diminution des débouchés 5. pas de conséquence 6. autre _____	<input type="checkbox"/>
G2. Quels sont les deux principaux problèmes que vous rencontrez dans l'agriculture ? 1. manque d'encadrement et de conseils techniques 2. pas d'accès en crédit, manque de moyens 3. pas assez de temps disponible 4. pas assez de main d'oeuvre 5. problèmes de maladies des plantes 6. difficultés de commercialisation (prix bas, écoulement difficile) 7. difficultés d'approvisionnement en matériel agricole, semences ou produits phytosanitaires 8. autre _____	<input type="checkbox"/>	G6. Quand vous avez de l'argent disponible, qu'en faites-vous ? 1. achète des boeufs 2. achète d'autres animaux d'élevage 3. achète des terres 4. achète du matériel pour les loisirs (radio K7) 5. améliore la maison 6. garde l'argent à la maison 7. place l'argent à la banque ou dans un organisme de crédit (FIFATA, AECA, etc.) 8. prête l'argent à d'autres personnes 9. réserve l'argent pour les cérémonies (famadihana, savatsy) 10. autre _____	<input type="checkbox"/>
		G3. Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez dans l'élevage ? (1. manque d'encadrement et de conseils techniques 2. problèmes de santé des animaux 3. pas assez de pâturages 4. difficultés d'approvisionnement en provende ou en médicaments 5. problèmes de sécurité 6. difficultés de commercialisation 7. autre _____	<input type="checkbox"/>

SALARIAT (R)

Qui dans le ménage a exercé une activité salariée durant l'année 94-95 ? <i>(S'il n'y a personne, fin du questionnaire)</i>	<i>(écrire le nom de la personne du ménage)</i>	<i>(écrire le nom de la personne du ménage)</i>	<i>(écrire le nom de la personne du ménage)</i>
R1. Numéro de la personne du ménage :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R2. Quelle activité avez-vous exercé ? <i>(Code Activité, voir manuel de l'enquêteur)</i>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R3. A quelle branche appartient l'entreprise dans laquelle vous exercez cette activité ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R4. Quelle est votre catégorie socio-professionnelle ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R5. L'entreprise dans laquelle vous exercez votre emploi est :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R6. Depuis combien de temps travaillez-vous dans cette entreprise ? <i>(nombre d'années)</i>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R7. Avez-vous un contrat ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R8. Le travail salarié que vous exercez est-il ? a. régulier b. irrégulier	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R9. Si le travail est irrégulier, s'agit-il d'un travail occasionnel à la journée, à la tâche ou saisonnier	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R10a. Si le travail est saisonnier, effectuez-vous un déplacement hors Fivondronana ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R10b. Si Oui, dans quel Fivondronana ? <i>(inscrire le nom du Fivondronana y compris si c'est le même que celui du village de l'enquête)</i>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R11. Sous quelle forme êtes-vous payé ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R12. Combien avez-vous gagné le dernier mois où vous avez-travaillé ? <i>(Fmg)</i>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R13. Combien gagniez-vous l'année dernière pour le travail ?	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
R14. Les membres du ménage ont-ils cherché à augmenter leurs activités salariées suite au flottement ? 1. Oui 2. Non	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<p>R3. <u>Code branche</u> : 1. agriculture, agronimontaire ; 2. élevage ; 3. pêche ; 4. forêt ; 5. commerce ; 6. artisanat ; 7. industrie ; 8. administration</p> <p>R4. <u>Code catégorie socio-professionnelle</u> : 1. cadre supérieur, ingénieur assimilé ; 2. cadre moyen, agent de maîtrise ; 3. employé, ouvrier qualifié ; 4. employé, ouvrier semi-qualifié ; 5. manoeuvre</p> <p>R5. <u>Code entreprise</u> : 1. administration publique ; 2. entreprise publique et para-publique ; 3. entreprise privée ; 4. entreprise associative (coopérative, syndicat...) ; 5. personnel de maison.</p> <p>R7. <u>Code contrat</u> : 1. contrat écrit à durée indéterminée ; 2. contrat écrit à durée déterminée ; 3. accord verbal ; 4. rien.</p> <p>R8. <u>Code régularité</u> : 1. régulier ; 2. irrégulier</p> <p>R9. <u>Code travail irrégulier</u> : 1. à la journée ; 2. à la tâche ; 3. saisonnier</p> <p>R10a. <u>Code déplacement</u> : 1. Oui ; 2. Non</p> <p>R10b. <u>Code Fivondronana</u> :</p> <p>R11. <u>Code salaire</u> : 1. salaire fixe ; 2. au jour ou à l'heure de travail ; 3. à la tâche ; 4. commission ; 5. bénéfices ; 6. en nature ; 7. n'est pas rémunéré</p>			

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fahafahana - Tanindrazana - Fahamarinana
SECRETARIAT D'ETAT A L' ECONOMIE ET DU PLAN
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET MADIO
2ème PASSAGE ENQUETE OBSERVATOIRES RURAUX
MADAGASCAR 1996

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fahafahana - Tanindrazana - Fahamarinana
SECRETARIAT D'ETAT A L' ECONOMIE ET DU PLAN
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET MADIO
2ème PASSAGE ENQUETE OBSERVATOIRES RURAUX
MADAGASCAR 1996

NOM DE L'ENQUETEUR: _____ NOM DU SUPERVISEUR: _____
 OPERATEUR DE SAISIE: _____

CODE D' IDENTIFICATION 1996	Nom du village _____ Ménage enquêté en 1995 ? 1. oui 2. Non <input type="checkbox"/>	CODE D'IDENTIFICATION 1995
<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
N° village N° du ménage		N° village N° du ménage
DATE DE L'ENTREVUE: <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 9 6	Qualité de l'enquête: 1. Bon 2. Moyen 3. Mauvais <input type="checkbox"/>	

Membres du ménage partis

N°identification 1995

Raison :

1. décès 2. Mariage 3. Migration 4. Autre

Qui a répondu au questionnaire ? _____ code identification

MODULE EQUIPEMENT ET TRANSPORT (E) et (T)						
	Par rapport à l'année dernière, combien avez-vous acheté et/ou vendu cette année? à quel montant?					
	Nombre Achat	Montant		Nombre Vente	Montant	
E1. Lit	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
E2. Chaises	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
E3. Table	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
E4. Radio	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
E5. Autre _____	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
MOYEN DE TRANSPORT (T)	Combien avez-vous acheté et/ou vendu cette année, et à quels prix?				Si vous l'avez mis en location	
	Acheté	Montant	Vendu	Montant	Durée (mois)	Revenu (x 1000 fmg)
T1. Charrette	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
T2. Automobile	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
T3. Bicyclette / Moto	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
T4. Pirogue	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
T5. Autre (à préciser)	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

COMPOSITION DU MENAGE (M)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
M1. Ecrire verticalement les noms des personnes du ménage															
M2a. Nouveaux membres du ménage venus par 1. Naissance 2. Mariage 3. Migration 4. Autre	<input type="checkbox"/>														
M2b. Statut de résidence des membres du ménage 1. Résident présent 2. Résident absent 3. Visiteur	<input type="checkbox"/>														
M3. Si absent, raison de l'absence 1. Etudes 2. Travail saisonnier 3. Autre travail 4. Raison de santé 5. Autre	<input type="checkbox"/>														
M4. Sexe 1. Homme 2. Femme	<input type="checkbox"/>														
M5. Age (Indiquer les années révolues)	<input type="text"/>														
M6. Lien de parenté/ relation avec le chef de famille: 1. Chef de ménage 2. Conjoint(e) du chef 3. Enfant du chef 4. Gendre ou bru 5. Petit-enfant du chef 6. Mère ou père du chef ou de son conjoint(e) 7. Autre parent 8. Non apparenté 9. Domestique	<input type="checkbox"/>														
M7. Situation de famille 1. Célibataire 2. Mariée 3. Union libre 4. Divorcé/séparé(e) 5. Veuf/veuve	<input type="checkbox"/>														
M8. Ethnie ou communauté d'origine (voir le code dans le manuel de l'enquêteur)	<input type="text"/>														
M9. Religion (voir le code dans le manuel de l'enquêteur)	<input type="text"/>														

PRINCIPALE MIGRATION SAISONNIERE (Mi)		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Mi1. Lieu <i>(voir code Fivondronana)</i>		<input type="text"/>														
Mi2. Départ (mois)		<input type="text"/>														
Mi3. Durée (semaine)		<input type="text"/>														
Mi4. Motif: 1. Travail 2. Ecoulement de la production 3. Approvisionnement 4. Etude 5. Visite familiale		<input type="text"/>														
Mi5. Moyen de déplacement: 1. à pied 2. Taxi brousse 3. Charrette 4. Pirogue 5. personnelle 6. Bicyclette 7. Moto		<input type="text"/>														
ACTIVITES DES MEMBRES DU MENAGE (A)		<input type="text"/>														
A1. Quelle est votre activité principale?		<input type="text"/>														
A2. Dans quelle mesure participez-vous à cette activité ? 0. ne participe pas 1. Plein temps 2. mi-temps 3. Saisonnièrement 4. Quelques heures par semaine		<input type="text"/>														
A3a. Pour cette activité, êtes-vous salarié? 1. Oui 2. Non — prenez à AS1		<input type="text"/>														
A3b. Si oui, à combien êtes-vous payé par mois? <i>(Chiffre en milliers de francs)</i>		<input type="text"/>														
AS1. Quelles sont vos activités secondaires?	1ère	<input type="text"/>														
	2ème	<input type="text"/>														
	3ème	<input type="text"/>														
AS2. Combien gagnez-vous cette année pour cette activité? (x 1000 Fmg)	1ère	<input type="text"/>														
	2ème	<input type="text"/>														
	3ème	<input type="text"/>														
AS3. Si cette activité est saisonnière, en quel mois la commencez-vous ? DEBUT	1ère	<input type="text"/>														
	2ème	<input type="text"/>														
	3ème	<input type="text"/>														
AS4... Jusqu'à quel mois? FIN	1ère	<input type="text"/>														
	2ème	<input type="text"/>														
	3ème	<input type="text"/>														

MODULE SECURITE ALIMENTAIRE (SA)			
SA1. Combien de Kapoaka de riz le ménage consomme-t-il normalement par jour ?	□ □		□ □
SA2. Durant combien de mois dans l'année votre production en aliments de base vous suffit-elle? (durée en mois)	□ □		□ □
SA3. Durant combien de mois dans l'année mangez-vous exclusivement du riz de votre production au dîner? (durée en mois)	□ □		□ □
SA4. Durant combien de mois dans l'année ne mangez-vous plus du tout de riz de votre production? (durée en mois)	□ □		□ □
SA5. Pendant la période de soudure, achetez-vous: 1. Plutôt du riz 2. Du riz, des tubercules et du maïs 3. Plutôt du maïs 4. Plutôt des tubercules 5. Du maïs et des tubercules	□ □	□ □	□ □
Si 3, 4, 5, passez à SA7			
SA6. A qui achetez-vous ou empruntez-vous du riz pendant la soudure? (2 réponses par ordre d'importance)			
1. aux ménages du voisinage	□		□
2. Aux commerçants du voisinage	□		□
3. A des commerçants ou des marchés plus éloignés	□		□
4. N'achète pas	□		□
SA7. A qui achetez-vous ou empruntez-vous des tubercules et/ou du maïs pendant la soudure? (2 réponses par ordre d'importance)			
1. Aux ménages du voisinage	□		□
2. Aux commerçants du voisinage	□		□
3. A des commerçants ou des marchés plus éloignés	□		□
4. N'achète pas	□		□
SA8. Avez-vous vendu au moins un sac de paddy (ou maïs à Tuléar) au moment de la récolte?			
1. Oui	□		□
2. Non	□		□
SA9. Avez-vous reçu des aliments de base sous forme de dons ou de ventes subventionnées d'associations ou ONG ?	1. Oui	□	□
	2. Non	□	□
Passez à SA10			
Passez à P			
SA10. Quelle quantité d'aliments de base avez-vous reçu en dons ou ventes subventionnées d'associations ou ONG ?	Quantité	Unité	Quantité Kg
□ □ □ □ □	□ □ □ □ □	□ □ □ □ □	□ □ □ □ □
SA11. Pendant quel (s) mois ?	□ □ □ □ □		Mois
	□ □ □ □ □		□ □ □ □ □

MODULE EPARGNE MONETAIRE ET EMPRUNT (P)			
P1. Sous quelle forme ont eu lieu vos épargnes monétaires en 1995/96 ?(2 réponses par ordre d'importance)			
1. Thésaurisation	□		□
2. Prêt à d'autres personnes ou usures monétaires	□	5. Dépôts en banque	□
3. Capitalisation par l'achat d'animaux (boeufs ou autres)	□	6. Autre _____ (à préciser)	□
4. Création de nouvelles plantations	□	7. Sans épargne	□
P2. Sous quelle forme ont eu lieu vos principaux emprunts en 1995/96 ?(2 réponses par ordre d'importance)			
1. A la famille hors ménage ou à un ami	□		□
2. Usure ou crédit informel	□	5. Sans emprunt	□
3. Banque	□		□
4. Organisme de prêt ou association	□		□
Passez à D			
P3. Quelle est la destination des emprunts? (2 réponses par ordre d'importance)			
1. Achat de produits de première nécessité	□	4. Achat de bétail	□
2. Pour résoudre les problèmes d'argent imprévus (santé, ...)	□	5. Construction immobilière	□
3. Pour les dépenses d'exploitation agricole (achat de terre, semences,...)	□	6. Autres _____ (à préciser)	□
P4. Evaluation monétaire des emprunts en 1995/96.			
somme empruntée	durée de l'emprunt (en semaines)	somme à rembourser	Somme empruntée (1000 Fmg)
□ □ □ □ □ F ou A	□ □ □ □ □	□ □ □ □ □ F ou A	□ □ □ □ □
□ □ □ □ □	□ □ □ □ □	□ □ □ □ □	□ □ □ □ □
			Taux d'intérêt par an
			□ □ □ □ □

MODULE DEPENSES (D)

D1. DEPENSES COURANTES (PPN)									
Nom du produit	Fréquence	Quantit	Unité paysanne	Coût total	F ou A	Code produit Voir manuel	Code produit	Dépense annuelle 1000 Fmg	
						Code produit Fréquence 1. Tous les jours 2. Semaine 3. Deux semaines 4. Mois 5. Deux mois 6. Trois mois 7. Six mois 8. Par an			
TOTAL D1									
D2. DEPENSES EN MOBILIER DE MAISON									
D2 A Combien avez-vous dépensé pour le Meuble, les Articles d'ameublement et le Revêtement de sol									
Nom du produit	Coût total		F ou A	Code produit Voir manuel de l'enquêteur		Code produit	Dépense annuelle 1000 Fmg		
TOTAL D2A									
D2 B Combien avez-vous dépensé pour l'Habillement - Linge de maison - bijou									
Nom du produit	Coût total		F ou A	Code produit Voir manuel de l'enquêteur		Code produit	Dépense annuelle 1000 Fmg		
TOTAL D2B									
D2 C Quelles sont vos dépenses en Ustensiles de cuisines									
Nom du produit	Coût total		F ou A	Code produit Voir manuel de l'enquêteur		Code produit	Dépense annuelle 1000 Fmg		
TOTAL D2C									
D3. Combien avez-vous dépensé pour la santé?							F ou A		
D4. Combien avez-vous dépensé pour les frais d'écolage?									
D5. Evaluez vos dépenses de construction/réparation de maison									
D6. Evaluez vos dépenses de construction/réparation de tombeau									
D7. Combien avez-vous dépensé pour les cérémonies familiales/de voisinage									
D8. A combien évaluez-vous vos dépenses annuelles de transport									
D9. Combien avez-vous dépensé pour équiper la maison(radio K7, radio,...)									
D10. A combien évaluez-vous vos dépenses administratives et d'église									

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (I)				
EQUIPEMENT AGRICOLE acheté ou fabriqué en 1995/1996	Nombre	Origine	Financement	Coût total (x 1000 fmg)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Codes équipement:
 1. Angady 2. Faucille, Coupe coupe 3. Hache 4. Scie 5. Charrue 6. Herse 7. Sarcleuse 8. Brouette
 9. Pompe à eau 10. Pulvérisateur 11. Batteuse 12. Natte 13. Charrette 14. Arrosoir 15. Bidon de lait 16. Tracteur 17. Autre (à préciser)

Codes d'origine:
 1. Artisan du village 2. Ménage 3. Association, ONG, ou organisme divers 4. Etat 5. Entreprise privée ou Société commerciale

Codes Financement
 1. Epargne personnelle, don 2. Emprunt à la banque 3. Emprunt à des associations ou ONG 4. Emprunt à la famille
 5. Emprunt aux particuliers (commerçants etc).

IMMOBILIERS	Nombre actuel	Construits en 1995/1996	Agrandi en 1995/1996	coût total (x 1000 fmg)
1. Grenier	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
2. Etable	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
3. Porcherie	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
4. Poulailier	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
5. Autre (à préciser) _____	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

LOCATION DE MATERIEL			
Code équipement	1. Prêt ou 2. Emprunt	Nombre	Frais de location (x1000 Fmg)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

code équipement:
 1. Angady 2. Faucille, Coupe coupe 3. Hache 4. Scie 5. Charrue 6. Herse 7. Sarcleuse 8. Brouette 9. pompe à eau
 10. Pulvérisateur 11. Batteuse 12. Natte 13. Charrette 14. Arrosoir 15. Bidon de lait 16. Tracteur 17. Autre

LOCALISATION DES PARCELLES (L)

N° de parcelle		
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
N° de riziére		
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

RIZ (R)

PARCELLES POSSEDEE ET CULTIVEE

N° rizières	R1 - Superficie			R2 - Statut foncier	R3 - Cette parcelle a-t-elle été acquise ou cédée en 95-96 ?	R4 - Mode de faire valoir	R5 - Quel contrat de location ou de métayage pratiquez-vous ? (R4 = 2 ou 3 ou 5 ou 6)	R6 - Quelle quantité de riz avez-vous reçu ou cédé en métayage ? (si R4 = 3 ou 6)			R7 - Quelle somme d'argent avez-vous reçu ou cédé en location ? (si R4 = 2 ou 5)			R8 - A quelle distance de votre habitation se trouve cette parcelle ?			R2 - <u>code statut foncier</u> 1-propriétaire 2-co-propriétaire 3-tenancier R3 - <u>code mouvement foncier 95/96</u> : 1-achat 2-héritage ou don 3-détrichement 4-prêt gratuit reçu 5-prise en location ou en métayage 6-vente 7-prêt gratuit cédé 8-mise en location ou en métayage 9-achat et mise en location/métayage 10-autre R4 - <u>code mode de faire-valoir</u> : 1-direct 2-prise en location 3-prise en métayage 4-prêt gratuit reçu 5-mise en location 6-mise en métayage 7-prêt gratuit cédé 8-autre R5 - <u>code contrat de location ou de métayage pratiqué</u> (R4 = 2 ou 3 ou 5 ou 6) 1-un tiers de la récolte au propriétaire 2- la moitié de la récolte au propriétaire 3-quantité fixe de riz 4-valeur fixe en argent 5-autre (à préciser)
	nombre	unité	ares (approximation)					quantité (annuelle)	unité	kg	somme (annuelle)	unité	valeur annuelle (1000 Fmg)	quantité	unité	km . _	
1	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
2	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
3	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
4	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
5	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
6	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
7	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
8	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
9	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
10	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	

8 RIZ

N° rizières	R24 - Quelle est la quantité de paddy (nettoyé) produite de la saison 2 <u>avant tout prélèvement</u> (frais de coupe, vannage, battage, transport, redevances, location/métayage)			R25 - Utilisez-vous de la fumure organique ?	R26 - Utilisez-vous de la fumure minérale ?	R27 - Utilisez-vous des produits phytosanitaires ?	R28 - Pâturage après la récolte ?	R29 - Quel type de semence utilisez-vous ?		
	quantité	unité	kg	1-oui 2-non	1-oui 2-non	1-oui 2-non	1-oui 2-non	nom des semences	nature de semences	code semences
1	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
2	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
3	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
4	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
5	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
6	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
7	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
8	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
9	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
10	_____	_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			

SEMENCES 95/96

Nom des semences	R30- code semences	R31- origine	R32 - quantité			R33 - coût	
			quantité	unité	kg	coût (F ou A ou kg)	coût total (1000 Fmg)
	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____

R34 - Difficultés rencontrées face à l'utilisation des intrants

- Engrais chimique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Produits phytosanitaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Semences améliorées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- 1-trop chers
- 2-non disponible (restriction sur les quantités)
- 3-manque d'informations techniques et commerciales
- 4-points de vente trop éloignés
- 5-utilisation risquée

R29 - code nature des semences : 1-variété locale 2-variété améliorée

R29 R30 - code nom de semences : voir manuel de l'enquêteur

R31 - code origine des semences :

- 1-sur dernière récolte
- 2-fourni par le propriétaire (si parcelles en location ou métayage)
- 3-auprès coopérative / organisme de développement
- 4-auprès commerçant
- 5-auprès autres agriculteurs
- 6-autre

12
12

EVALUATION DES INTRANTS					
	quantité	unité	coût unitaire	R35 - coût total	R36 - Fournisseur
1 -NPK	<input type="text"/>				
2 -Autres engrais minéraux (lesquels	<input type="text"/>				
3 - Dolomite	<input type="text"/>				
4 -Compost	<input type="text"/>				
5 - Fumure organique	<input type="text"/>				
6 -Frais de pompage +redevance irrigation	<input type="text"/>				
7 -Frais de préparation des champs	<input type="text"/>				
8 - Insecticides et médicaments	<input type="text"/>				
9 - Autres	<input type="text"/>				

code fournisseur
 1. Association ou ONG 2. Société de collecte ou Entreprise privée 3. Service d'Etat
 4. Ménage 5. Distributeur ambulante 6. Commerçant du village

DESTINATION DE LA PRODUCTION ET COMMERCIALISATION

R37 - Qu'avez-vous fait de votre récolte de paddy(nettoyé) au cours de la campagne 95/96 :

0- stock récolte précédente	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
1- dons à des personnes	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
2- semences pour la récolte suivante	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
3- quantité vendue	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
4- quantité donnée au propriétaire	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
5- quantité donnée à une association	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
6- frais de cultures (main d'oeuvre...)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
7- quantité autoconsommée	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
8- stock récolte actuelle	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>
9- autre _____	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Unité	<input type="text"/>

R38 - Détail des principales ventes 95/96

mois	quantité	unité	quantite (kg)	forme	forme	prix unitaire	forme	valeur (1000 Fmg)	destina- tion	destina- tion
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						
<input type="text"/>	F na A	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>						

R38 - code forme : 1-paddy 2-décortiqué code destination : 1-vente directe au ménages, marché de détail 2-commerçant du village 3-collecteur

CULTURES hors riz , vanille, café, girofle (C)

Questions concernant les parcelles possédée et cultivée pendant cette campagne 95/96

N° de parcelle	C1 - Superficie			C2 - Statut foncier	C3 - Cette parcelle a-t-elle été acquise ou cédée en 95-96 ?	C4 - Mode de faire valoir	C5 - Quel contrat de location ou de métayage pratiquez-vous ? (R4 = 2 ou 3 ou 5 ou 6)	C6 - Quelle quantité de produit avez-vous reçu ou cédé en métayage ? (si R4 = 3 ou 6)			C7 - Quelle somme d'argent avez-vous reçu ou cédé en location ? (si R4 = 2 ou 5)			C2 - <u>code statut foncier</u> : 1-propiétaire 2-co-propiétaire 3-tenancier C3 - <u>code mouvement foncier 95/96</u> : 1-achat 2-héritage ou don 3-défrichement 4-prêt gratuit reçu 5-prise en location ou en métayage 6-vente 7-prêt gratuit cédé 8-mise en location ou en métayage 9-achat et mise en location/métayage 10-autre C4 - <u>code mode de faire-valoir</u> : 1-direct 2-prise en location 3-prise en métayage 4-prêt gratuit reçu 5-mise en location 6-mise en métayage 7-prêt gratuit cédé 8-autre C5 - <u>code contrat de location ou de métayage pratiqué</u> (R4 = 2 ou 3 ou 5 ou 6) 1-un tiers de la récolte au propriétaire 2- mi-fruit 3-quantité fixe de produit 4-valeur fixe en argent 5-autre (à préciser)
	nombre	unité	ares (approximation)					quantité (annuelle)	unité	kg	somme (annuelle)	unité	valeur annuelle (1000 Fmg)	
1	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
2	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
3	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
4	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
5	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
6	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
7	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
8	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
9	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	
10	□□□□	—	□□□□	□	□	□	□	□□□□	—	□□□□	□□□□	—	□□□□	

Questions concernant les parcelles possédée et cultivée pendant cette campagne 95/96							Questions concernant seulement les parcelles cultivées											
N° de parcelles	C8 - A quelle distance de votre habitation se trouve cette parcelle ?			C9 - Type de sol		C10 - Type de mise en valeur	C11 - Y a-t-il des arbres fruitiers productifs sur cette parcelle ?						C12 - Irrigation	C13 - Utilisez-vous de la fumure organique (fumier, compost, déchets ménagers, résidus végétaux) ?	C14 - Utilisez-vous de la fumure minérale ?	C15 - Utilisez-vous des produits phytosanitaires ?	C16 - Pâturage après la récolte ?	
	quantité	unité	km ,00	nom vernaculaire	qualité agronomique		nom de la culture	type	nombre	nom de la culture	type	nombre						nom de la culture
1	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
2	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
3	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
4	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
5	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
6	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
7	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
8	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
9	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
10	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	

C9 - code nom vernaculaire du sol : voir manuel de l'enquêteur code qualité agronomique du sol : 1-mauvaise 2-médiocre 3-assez bonne 4-bonne
 C10 - code mise en valeur : 1-bas-fond 2-vala 3-tanety 4-brûlis 5-plantation
 C11 - code type d'arbre : code culture, voir manuel de l'enquêteur C12 - code irrigation : 1-cours d'eau 2-canal aménagé 3-puits 4-autre 5-non irrigué

74
 82

Questions concernant seulement les parcelles cultivées

N° de parcelles	C17 - Quelles cultures avez-vous pratiqué en 95/96 ?										C18 - Quelles cultures avez-vous pratiqué en 94/95 ?									
	culture principale 1		culture principale 2		culture principale 3		culture contre saison 1		culture contre saison 2		culture principale 1		culture principale 2		culture principale 3		culture contre saison 1		culture contre saison 2	
	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code	nom de la culture	code
1		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
2		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
3		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
4		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
5		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
6		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
7		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
8		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
9		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□
10		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□		□□

C17 C18 - code culture : voir manuel de l'enquêteur

17 A LA FIN 18

MODULE ELEVAGE (E)

Type d'élevage	1. OUI 2. NON	Nombre actuel	Naissances dans l'année	Autres acquisitions	Tués pour autoconsommation	Morts	Vols ou pertes	Autres cessions	Achats d'animaux vivants		Ventes d'animaux vivants	
									Nombre	Valeur 1000F	Nombre	Valeur 1000F
Boeufs de trait	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
Autres boeufs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
Vaches laitières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
Porcs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
Caprins	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
Volailles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

PRODUITS DE L'ELEVAGE

Type de produit	Code	Production mensuelle				Vente mensuelle					Autre destination	
		Période	Unité	Nombre	Quantité	Période	Unité	Nombre	Quantité	Valeur 1000 F		Clients
Lait	1				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Yaourt	2				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Oeuf	3				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Viandes	4				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	5				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Quantité : Litre (lait) Litre (Yaourt) Nombre (Oeufs)

Clients : 1. Ménage 2. Grande entreprise non-commerciale 3. Grande entreprise commerciale 4. Petite entreprise non-commerciale 5. Petite entreprise commerciale

Autres destinations : 1. Autoconsommation 2. Transfert gratuit 3. Transformation

EVOLUTION DU NIVEAU DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Code	Juillet - Sept 95	Oct - Déc 95	Janv - Mars 96	Avril - Juin 96	Production minimale	Production maximale	(Max/Min)x100n (%)	raison d'augmentation	Niveau de production	Code raison d'augmentation
1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2 Minimum	2. Alimentation meilleure
3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	3. Moyen	3. Amélioration de la collecte
4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	4. Sans activité	4. Plus de soins consacrés
5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		5. Sécurité plus meilleure

CONSOMMATION INTERMEDIAIRE DE L'ELEVAGE

Types de dépenses	1 Oui 2 Non	Fréquence	Montant (Fmg)	Montant annuel (1000 Fmg)	Fournisseurs
1. Médicaments, vaccins et frais vétérinaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Rémunération des salariés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Entretien de l'étable, porche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Nourriture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Dépenses d'achat	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Paiement de dédommagement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Fréquence: 1. Jour 2. Semaine
3. Quinzaine 4. Mois 5. Année
Fournisseurs: 1. Association ou ONG
2. Société privée 3. Société publique
4. Ménage 5. Distributeur ambulancier
6. Commerçant du village

EL1. La production de l'élevage bovin a-t-elle diminué par rapport à l'année dernière 1. Oui 2. Non Passez à EL3	<input type="checkbox"/>	EL5. La production de votre petit élevage a-t-elle diminué par rapport à l'année dernière ? 1. Oui 2. Non Passez à EL7	<input type="checkbox"/>
EL2. Si oui, quelle en est la principale raison 1. Problème de santé 2. Problème d'alimentation 3. Problème de débouchés 4. Manque de soins par manque de disponibilité 5. Problème d'insécurité 6. Autres raisons	<input type="checkbox"/>	EL6. Si oui, quelle en est la principale raison ? 1. Problème de santé 2. Problème d'alimentation 3. Problème de débouchés 4. Manque de soins par manque de disponibilité 5. Problème d'insécurité 6. Autres raisons	<input type="checkbox"/>
EL3. La production de l'élevage bovin a-t-elle augmenté par rapport à l'année dernière ? 1. Oui 2. Non Passez à EL5	<input type="checkbox"/>	EL7. La production de votre petit élevage a-t-elle augmenté par rapport à l'année dernière ? 1. Oui 2. Non Passez module PAS	<input type="checkbox"/>
EL4. Si oui, quelle en est la principale raison 1. Conditions sanitaires meilleures 2. Alimentation meilleure 3. Amélioration de la collecte 4. Plus de soins consacrés 5. Sécurité plus meilleure 6. Autres raisons	<input type="checkbox"/>	EL8. Si oui, quelle en est la principale raison ? 1. Conditions sanitaires meilleures 2. Alimentation meilleure 3. Amélioration de la collecte 4. Plus de soins consacrés 5. Sécurité plus meilleure 6. Autres raisons	<input type="checkbox"/>

MODULE AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS)			
PAS1. Avez-vous déjà entendu parler du PAS ? (programme d'ajustement structurel) 1. Oui 2. Non FIN	<input type="checkbox"/>	PAS3. Selon vous, en supposant une application en bonne et due forme de ce programme, les mesures :	<input type="checkbox"/>
PAS2. D'après vous, que signifie principalement ce terme ? 1. des ajustements au niveau du fonctionnement du secteur public 2. des restrictions budgétaires pour rétablir les finances de l'Etat 3. la suppression des dysfonctionnements de l'économie pour assurer la relance de la croissance 4. des dispositions qui excluent les plus défavorisés 5. ne sait pas du tout 6. Autre (à préciser) _____	<input type="checkbox"/>	1. ne tiennent pas compte des principaux problèmes du pays 2. résolvent certains problèmes mais ne suffit pas pour assurer la relance économique 3. sont adaptées pour favoriser le développement du pays	<input type="checkbox"/>

PERSPECTIVES (PER)			
PER1. Le riz est-il votre aliment de base préféré ? 1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
PER2. Acceptez-vous volontiers de vous nourrir avec un autre aliment de base que le riz ? 1. Oui 2. Non	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
PER3. Quel autre aliment de base acceptez-vous le mieux après le riz ? (code aliments de base) _____	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
PER4. Pensez-vous que vos rendements de riz sont : ? 1. faibles 2. moyens 3. élevés	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
PER5. Quels sont les deux principaux facteurs qui vous empêchent d'augmenter vos rendements de riz ? (2 réponses par ordre d'importance) 1. Un système d'irrigation déficient 2. Pas d'intrants bon marché disponibles 3. Le manque de semences améliorées 4. Les maladies et attaques parasitaires 5. Les adventices 6. Pas de culture attelée 7. Autre (précisez) _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PER6. Avez-vous entendu parler du SRI ?
1. Oui 2. Non. Mandehana @PER9

PER7. Si oui, en quoi consiste ce système, d'après vous ?

PER8. Si oui, seriez-vous prêt à essayer ce système ?
1. Oui 2. Non

Pourquoi ? _____

PER9. Eprouvez-vous des problèmes pour vendre votre production de riz ?
1. Oui 2. Non Mandehana @PER11

PER10. Si oui, pourquoi ?
1. Pas assez de surplus une fois assurés vos besoins familiaux
2. Prix trop faibles
3. Passages irréguliers des collecteurs
4. Marché ou commerçants acheteurs trop éloignés

PER11. Pour accroître les prix de vente de votre riz, pensez-vous que la construction de grenier à riz vous permettrait d'obtenir un meilleur prix, en retardant la vente ?
1. Oui 2. Non Si non, fin

PER12. Si oui, pourquoi n'avez-vous pas construit de grenier à riz ?

PER13. Si oui, pourquoi une association ne construit-elle pas de grenier à riz ?

FIN

MODULE MAIN D'OEUVRE (MO)

RIZ	MO1 . Main d'oeuvre salariée					MO2 . Entraide					MO3 . TOTAL	
	1. OUI 2. NON	Nombre ouvriers	Nombre jours	Salaires/jo Argent (FMG)	Salaires/jo Nature (FMG)	1. OUI 2. NON	Nombre ouvriers	Nombre jours	Coût/jo Argent (1000 FMG)	Coût/jo Nature (1000 FMG)	Coût total Argent (1000 FMG)	Coût total Nature (1000 FMG)
Labour												
M. en enroul (manioc)												
Repiquage												
Sarclage												
Recolte												
Battage, transport, sechage.												

Code culture	MO4 . Main d'oeuvre salariée						MO5 . Entraide						MO6 . TOTAL	
	1. OUI 2. NON	Opération	Nombre ouvriers	Nombre jours	Salaires/jo Argent (FMG)	Salaires/jo Nature (FMG)	1. OUI 2. Non	opération	Nombre ouvriers	Nombre jours	Coût/jo Argent (1000 FMG)	Coût/jo Nature (1000 FMG)	Coût total Argent (1000 FMG)	Coût total Nature (1000 FMG)

Code type d'opération : 1. Labour 2. Semis 3. Pépinières 4. Repiquage 5. Entretien 6. Récolte 7. Transport 8. Battage
9. Epluchage de manioc

EVALUATION DES INTRANTS (IN)

	IN1- quantité	unité	IN2- coût unitaire	IN3- coût total	IN4- Fournisseur
1 -NPK					
2 -Autres engrais minéraux (lesquels					
3 - Dolomite					
4 -Compost					
5 - Fumure organique					
6 -Frais de pompage +redevance irrigation					
7 -Frais de préparation des champs					
8 - Insecticides et médicaments					
9 - Autres					

Code Fournisseur
 1. Association ou ONG 2. Société de collecte ou Entreprise privée 3. Service d'Etat (Ministère) 4. Ménage
 5. Distributeur ambulant 6. Commerçant du village